المملكة المغربية
ROYAUME DU MAROC

مجلس الجالية المغربية بالخارج
CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ MAROCAINE À L'ÉTRANGER

LA PREMIERE CONFÉRENCE INTERNATIONALE DES CONSEILS ET INSTITUTIONS DE L'EMIGRATION

Tenue à Rabat les 3 et 4 mars 2009

DOSSIER DE PRESSE

MAHAJ RYAD. IMM 6. B.P 21481 – HAY RYAD – RABAT 10 000 – MAROC
TÉL. : (212) 37 56 66 33 – FAX : (212) 37 56 66 22
E-mail : ccme@ccme.org.ma/www.ccme.org.ma

LE MATiN.ma

1re Conférence internationale des conseils et institutions et nationales de l'émigration

Lieu : : Rabat
Période : du 03/03/2009 au 04/03/2009

Publié le : 03.03.2009

Placée sous le Haut patronage de S.M. le Roi Mohammed VI, cette rencontre constitue l'amorce du vaste débat public et participatif que le Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME) entend ouvrir tant au Maroc qu'au sein des communautés marocaines à l'étranger.

La conférence traitera trois thèmes au cœur de la mission du CCME à savoir, la participation politique, les organes consultatifs et les politiques publiques mises par les divers Etats en direction de leurs communautés expatriées.

Les participants devront en outre discuter des modalités de coopération, de partenariat et de suivi de la conférence dont notamment l'institution des rencontres périodiques de ce genre.

LE MATiN.ma

05 mars 2009

CCME

La participation politique des MRE au cœur des débats

Le Maroc peut tirer profit de l'expérience d'autres pays

La participation politique des Marocains résidant à l'étranger revient au-devant de la scène. Si la volonté politique existe pour rendre le rôle de la représentativité des MRE effectif, la démarche à suivre demeure encore objet de discussions. Le débat refait surface à l'approche de chaque élection. L'objectif est d'arriver à un consensus sur la manière dont les MRE devront prendre part à la vie politique marocaine. Jusqu'à présent, les partis politiques n'ont pas présenté des propositions concrètes pour faciliter la voie aux ressortissants marocains à l'étranger même si certaines formations disposent d'une commission spéciale dédiée aux MRE.

Souvent, les politiciens se contentent d'adopter la requête sans pouvoir aller plus loin dans les mesures opérationnelles. Lors de la discussion du code électoral il y a quelques mois, la question a été débattue au Parlement, mais sans pour autant aboutir au résultat escompté. Du côté du gouvernement, on affiche la ferme volonté de soutenir cette idée. Néanmoins, on estime que le processus est difficile et nécessite des discussions approfondies. Quelques parlementaires, notamment ceux du PJD, avaient proposé de recourir au système des listes pour concrétiser la représentativité des MRE. Ceux-ci demandent des actions concrètes leur garantissant le vote ainsi que la représentativité dans les instances politiques de leur propre pays. Une volonté fortement animée par la représentativité des Marocains dans les instances politiques de certains pays d'accueil ; une contradiction entre la citoyenneté complète vécue par les MRE dans les pays de résidence et la lutte continue pour obtenir « une citoyenneté complète » avec la mère patrie.

Pour certains, les MRE peuvent être représentés au sein du Conseil économique et social qui est le seul organe constitutionnel où ils peuvent avoir un quota. Quelques analystes craignent que l'octroi du vote ne favorise la montée d'une tendance politique au détriment d'une autre car il s'est avéré dans quelques pays que le vote de la communauté établie à l'étranger est un facteur d'influence.

Le débat sur l'octroi du droit de vote est dépassé dans bien de pays tels que l'Italie, l'Espagne ou la France qui ont mis en place des systèmes de représentativité de leur communauté établie à l'étranger.

A présent, le débat est sérieusement engagé par le Conseil de la communauté marocaine à l'étranger qui veut s'inspirer de l'expérience et des avis d'autres pays afin de trouver le moyen le plus adéquat pour faciliter l'intégration politique à l'intérieur du pays des Marocains d'ailleurs.

De par sa mission consultative, cette institution doit travailler sur les conditions d'implication des communautés marocaines au développement du pays et voir comment elles peuvent exercer leur droit à la participation politique. Le président du conseil, Driss Yazami, signale qu'il est lieu de tirer profit des expériences d'autres Etats : « Pour quelques pays, il s'agit de politiques établies depuis longtemps. On peut citer, à titre d'exemple, les expériences espagnole, italienne ou portugaise. Il en est de même pour un pays comme la France où plusieurs institutions ont été mises en place depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. » La France, pays d'inspiration pour plusieurs politiques marocaines, a fait du vote et de la représentativité un droit constitutionnel. Les Français établis hors de France sont représentés au Sénat

On compte douze sénateurs au nom de cette communauté. En outre, un Conseil supérieur des Français de l'étranger, créé déjà en 1948, exprime au gouvernement son avis sur les questions intéressant la communauté française, notamment les projets de loi. Le conseil est composé de 150 membres élus au suffrage direct par les Français inscrits sur les listes électorales consulaires. Pour le Conseil supérieur des MRE, la participation politique est certes un sujet de la plus haute importance auquel il importe de trouver des réponses concrètes. Mais, il ne faut pas négliger les autres besoins notamment sur le plan culturel ainsi que l'enseignement de l'arabe et l'encadrement religieux.

Première conférence

La première Conférence internationale des conseils et institutions de l'émigration, organisée sous le Haut patronage de S.M. le Roi Mohammed VI, à l'initiative du Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME), s'est tenue pendant deux jours à Rabat. Elle a connu la participation de responsables de conseils de l'émigration et de directeurs des administrations centrales de plusieurs pays d'Europe, d'Afrique, d'Amérique et du monde arabe.

Seize délégations officielles ainsi que plusieurs chercheurs ont participé à cette conférence qui a traité de trois thèmes : la participation politique, les organes consultatifs et les politiques publiques mises par les divers Etats en direction de leurs communautés expatriées.

LE MATiN.ma

06 mars 2009, 10h24

Emigration

Conférence à Rabat

La Conférence de Rabat sur les conseils et institutions de l'émigration, tenue les 3 et 4 mars à Rabat, a décidé de créer un comité de liaison provisoire chargé de donner suite à ses travaux, d'organiser les échanges entre les conseils des pays participants et d'élargir le rayon d'action, afin de poursuivre l'amorce de réflexion collective sur le phénomène migratoire, lit-on dans la Déclaration finale sanctionnant les travaux de la conférence.

Le secrétariat de ce Comité, chargé de préparer les prochaines initiatives entre les conseils et institutions de l'émigration, est confié au Conseil de la Communauté marocaine à l'étranger (CCME). Outre le CCME, le Comité est également composé du Conseil général de la communauté espagnole de l'extérieur, du Haut conseil des Maliens de l'extérieur et du ministère pour les Equatoriens et Equatoriennes migrants.

Les phénomènes migratoires se globalisent et génèrent des problématiques au niveau mondial, interpellant de plus en plus d'Etats qui deviennent, à la fois, émetteurs, récepteurs et lieux de transit plus ou moins durable des migrants, souligne le document, relevant que l'intégration des migrants dans les pays d'accueil et la préservation de leur identité et de leurs liens avec leur pays d'origine engendre quelques malentendus voire quelques tensions, appelant des solutions négociées, dans le respect du droit international.

La Conférence de Rabat a de même fait remarquer que «les phénomènes migratoires constituent un puissant levier de compréhension mutuelle, de respect réciproque et d'échange culturel enrichissant entre les peuples», notant que la réflexion collective au plan international sur les problématiques générées par ce phénomène contribuera à la mise en place des politiques concertées et pertinentes dans l'intérêt des pays concernés par le phénomène migratoire.

C'est à ce titre que la conférence de Rabat a permis de prendre la mesure de la diversité, du caractère évolutif des politiques publiques, des modalités de participation politique et de la nature des conseils des communautés émigrées, en fonction des traditions nationales propres à chaque Etat.

Elle a également permis de mesurer des contraintes et dynamiques historiques à l'œuvre, particulièrement l'intensité et la pérennité des liens culturels entre populations émigrées et pays d'origine.

La déclaration finale fait aussi savoir que la diversité institutionnelle et politique offre une riche source de réflexion, de recherche scientifique comparée et d'inspiration pour les acteurs des communautés émigrées et des pouvoirs publics, précisant que de nombreuses pratiques et pistes de réflexion adaptables au contexte de chaque Etat ont été mises en lumière.

La Première conférence internationale des conseils et institutions de l'émigration, organisée sous le Haut patronage de S.M. le Roi Mohammed VI, a offert l'opportunité d'examiner les problématiques générales des migrations ainsi que les expériences concrètes des pays participants en matière de politique publique envers les

émigrés. Plusieurs interventions ont traité des modalités de participation politique au sein des pays d'origine et des institutions consultatives des populations émigrées.

Initiée par le Conseil de la Communauté marocaine à l'étranger, la Conférence a vu la participation de responsables de conseils de l'émigration et de directeurs des administrations centrales de plusieurs pays d'Europe, d'Afrique, d'Amérique et du monde arabe.

La cérémonie d'ouverture de cette rencontre internationale a été marquée par un message adressé par S.M. le Roi aux participants et dont lecture a été donnée par Mohamed Moatassim, Conseiller du Souverain.

AL BAYANE
Fondateur : Ali Yata - Directeur de la publication: Ahmed Zaki
4 mars 2009

CCME

Rationalisation du débat sur la migration

Les conseils et institutions nationales peuvent jouer un rôle de rationalisation du débat sur la question de la migration, a affirmé mardi à Rabat, le président du Conseil de la Communauté Marocaine à l'Etranger (CCME), M. Driss El Yazami.

«Dans chacune de nos sociétés et au niveau international, nos conseils peuvent jouer un rôle de modération et de rationalisation de ce débat, en maintenant fermement le cap de la fraternité et de la solidarité humaine, ainsi qu'une approche fondée sur les droits de l'Homme», a dit M. El Yazami, à l'ouverture de la première Conférence internationale des conseils et institutions nationales dédiés par différents Etats à leurs populations émigrées.

«C'est en tout état de cause le choix irréversible de notre pays et de notre gouvernement, qui mène sous l'impulsion de SM le Roi de vastes chantiers de réforme qui ambitionnent au Maroc même comme au niveau de l'émigration, une approche participative aussi large que possible et l'élargissement des espaces de concertation et d'implication citoyennes», a ajouté M. El Yazami.

«Cet effort qui est le nôtre est d'évidence celui dans lequel vous êtes aussi engagés. C'est la raison pour laquelle que cette conférence donnera lieu à des échanges féconds et à de nouvelles initiatives dont cette réunion n'est que l'amorce», a-t-il souligné, affirmant que «cette conférence, la première de son genre, à notre connaissance au niveau international», constituera une «occasion unique de débat et d'échanges sur les problématiques finalement peu étudiées sur le plan scientifique et encore peu visible du moins au niveau mondial sur le plan politique «.

Il a rappelé à ce titre que «ce n'est qu'au mois de septembre 2008 que s'est tenue sous la présidence française de l'UE, la première rencontre des Européens établis hors de leurs pays d'origine, événement auquel notre conseil a eu le privilège d'assister en tant qu'observateur et qui a été pour nous une occasion importante d'information, de prise de contact et une source d'inspiration».

AL BAYANE
Fondateur : Ali Yata - Directeur de la publication: Ahmed Zaki
4 mars 2009

CCME

Rationalisation du débat sur la migration

Les conseils et institutions nationales peuvent jouer un rôle de rationalisation du débat sur la question de la migration, a affirmé mardi à Rabat, le président du Conseil de la Communauté Marocaine à l'Etranger (CCME), M. Driss El Yazami.

«Dans chacune de nos sociétés et au niveau international, nos conseils peuvent jouer un rôle de modération et de rationalisation de ce débat, en maintenant fermement le cap de la fraternité et de la solidarité humaine, ainsi qu'une approche fondée sur les droits de l'Homme», a dit M. El Yazami, à l'ouverture de la première Conférence internationale des conseils et institutions nationales dédiés par différents Etats à leurs populations émigrées.

«C'est en tout état de cause le choix irréversible de notre pays et de notre gouvernement, qui mène sous l'impulsion de SM le Roi de vastes chantiers de réforme qui ambitionnent au Maroc même comme au niveau de l'émigration, une approche participative aussi large que possible et l'élargissement des espaces de concertation et d'implication citoyennes», a ajouté M. El Yazami.

«Cet effort qui est le nôtre est d'évidence celui dans lequel vous êtes aussi engagés. C'est la raison pour laquelle que cette conférence donnera lieu à des échanges féconds et à de nouvelles initiatives dont cette réunion n'est que l'amorce», a-t-il souligné, affirmant que «cette conférence, la première de son genre, à notre connaissance au niveau international», constituera une «occasion unique de débat et d'échanges sur les problématiques finalement peu étudiées sur le plan scientifique et encore peu visible du moins au niveau mondial sur le plan politique «.

Il a rappelé à ce titre que «ce n'est qu'au mois de septembre 2008 que s'est tenue sous la présidence française de l'UE, la première rencontre des Européens établis hors de leurs pays d'origine, événement auquel notre conseil a eu le privilège d'assister en tant qu'observateur et qui a été pour nous une occasion importante d'information, de prise de contact et une source d'inspiration».

Aujourd'hui Le Maroc

2 mars 2009

Télex

Conférence des conseils de l'émigration

• Driss El Yazami, pdt du CCME.

Le Conseil de la Communauté marocaine à l'étranger (CCME) organise, les 3 et 4 mars à Rabat, la première Conférence internationale des conseils et institutions nationales dédiés par différents Etats à leurs populations émigrées. Placée sous le Haut patronage de SM le Roi Mohammed VI, cette rencontre constitue l'amorce du vaste débat public et participatif que le CCME entend ouvrir tant au Maroc qu'au sein des communautés marocaines à l'étranger, indique vendredi un communiqué du CCME. La conférence traitera trois thèmes au cœur de la mission du CCME, à savoir la participation politique, les organes consultatifs et les politiques publiques mises par les divers Etats en direction de leurs communautés expatriées.

Aujourd'hui Le Maroc

Le CCME organise une conférence internationale de l'émigration

Le CCME organise, les 3 et 4 mars à Rabat, la première Conférence internationale des conseils et institutions de l'émigration. Participation politique, organes consultatifs et politiques publiques figurent au menu des débats.

La première conférence internationale des conseils et institutions de l'émigration se tiendra les 3 et 4 mars à Rabat. Organisée par le Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME),cette manifestation réunira les responsables de conseils de l'émigration et des directeurs des administrations centrales de 16 pays (Algérie, Belgique, Croatie, Equateur, France, Liban, Mali, Portugal, Mexique, Tunisie…). «Dans la mesure où le CCME a pour mission d'élaborer un avis consultatif sur la composition du futur conseil et un deuxième avis sur les modalités de participation politique des émigrés marocains, cette rencontre permettra d'examiner les expériences internationales en la matière. Nous sommes sur le point de finaliser une étude sur les droits politiques que les Etats accordent à leurs ressortissants. Celle-ci concerne 70 pays», affirme Driss El Yazami, président du CCME. Cette rencontre constitue l'amorce d'un vaste débat public et participatif que le CCME entend ouvrir tant au Maroc qu'au sein des communautés marocaines à l'étranger. «A travers cette conférence, il est aussi question de réfléchir sur les modalités de coopérations entre les différents conseils», affirme M. El Yazami. La participation politique, les organes consultatifs et les politiques publiques mises par les divers Etats en direction de leurs communautés expatriées, constituent les principaux thèmes qui seront débattus lors de cette rencontre. Cette manifestation s'articulera autour de quatre séances portant sur «L'émigration et participation politique : problématiques générales», «Les conseils de l'émigration et la participation politique : expériences nationales» et «Les politiques publiques des différents Etats envers leurs communautés émigrées». Cette conférence permettra ainsi d'échanger les idées et les expériences des délégations présentes et de débattre de l'intérêt de la participation politique. Selon M. El Yazami, il n'y a pas de modèle idéal concernant les modalités de participation politique. «Les législations et les politiques publiques des Etats d'origine envers leurs populations émigrées sont très variées et évolutives. Il n'existe ni modèle unique, ni formule prédominante, notamment en ce qui concerne les conditions et les modalités de participation politique des émigrés à la vie démocratique des pays d'origine où une telle participation est prévue», indique un communiqué du CCME avant d'ajouter que : «Les politiques gouvernementales envers les populations émigrées varient fortement en ce qui concerne leurs priorités et leurs modes d'organisation et d'action administratives». Ainsi, les expériences acquises ou en cours dans différents pays dans ces domaines permettront de capitaliser les meilleures pratiques, et ce, en identifiant les spécificités de chaque choix national.

Les participants auront également l'occasion de discuter des modalités de coopération, de partenariat et de suivi de la conférence. «Il faut créer une instance de liaison entre les conseils», relève le président du CCME.

Publié par : Leila Zerrour
Numéro de Parution: 1872
Date de publication : 04-03-2009 à 11:30
URL de cet article: http://www.aujourdhui.ma/couverture-details67404.html

4 mars 2009

Aujourd'hui
Le Maroc

INSTANTANÉS

Migration : Le rôle de rationalisation des conseils et institutions nationales

Les conseils et institutions nationales peuvent jouer un rôle de rationalisation du débat sur la question de la migration, a affirmé mardi à Rabat, le président du Conseil de la Communauté Marocaine à l'Etranger (CCME), Driss El Yazami. «Dans chacune de nos sociétés et au niveau international, nos conseils peuvent jouer un rôle de modération et de rationalisation de ce débat, en maintenant fermement le cap de la fraternité et de la solidarité humaine, ainsi qu'une approche fondée sur les droits de l'Homme», a dit M. El Yazami, à l'ouverture de la première Conférence internationale des conseils et institutions nationales.

• Driss El Yazami.

Banques. La BMCI lance MasterCard Ladies First ! P.9

© ALM/Chafik

• Jacques Ardant.

CCME. Réunion internationale des instances de l'émigration P.12

© ALM/Chafik

• Driss El Yazami.

France. Aubry rate la première marche des européennes P.7

© AFP

• Martine Aubry.

Marathon des sables. Le co d'envoi sera donné à Paris

• Amine Belkhouya.

ⵍⵎⴰⵖⵔⵉⴱ ⴰⵙⵙⴰ

Aime la vérité mais pardonne à l'erreur. *Voltaire*

Aujourd'hui Le Maroc

www.aujourdhui.ma

Directeur de la publication : Khalil HACHIMI IDRISSI

Quotidien d'information générale - 8 ème année - N°1872 - Mardi 3 mars 2009 - 5 Rabii I 1430- Prix : 3 DH - Europe : 1,5 €

Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME)

Conférence internationale des conseils et institutions de l'émigration

Le CCME organise, les 3 et 4 mars à Rabat, la première Conférence internationale des conseils et institutions de l'émigration. Participation politique, organes consultatifs et politiques publiques figurent au menu des débats.

Laila Zerrour
lzerrour@aujourdhui.ma

La première conférence internationale des conseils et institutions de l'émigration se tiendra les 3 et 4 mars à Rabat. Organisée par le Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME),cette manifestation réunira les responsables de conseils de l'émigration et des directeurs des administrations centrales de 16 pays (Algérie, Belgique, Croatie, Equateur, France, Liban, Mali, Portugal, Mexique, Tunisie…). *«Dans la mesure où le CCME a pour mission d'élaborer un avis consultatif sur la composition du futur conseil et un deuxième avis sur les modalités de participation politique des émigrés marocains, cette rencontre permettra d'examiner les expériences internationales en la matière. Nous sommes sur le point de finaliser une étude sur les droits politiques que les Etats accordent à leurs ressortissants. Celle-ci concerne 70 pays»*, affirme Driss El Yazami, président du CCME. Cette rencontre constitue l'amorce d'un vaste débat public et participatif que le CCME entend ouvrir tant au Maroc qu'au sein des communautés marocaines à l'étranger. *«A travers cette conférence, il est aussi question de réfléchir sur les modalités de coopérations entre les différents conseils»*, affirme M. El Yazami. La participation politique, les organes consultatifs et les politiques publiques mises par les divers Etats en direction de leurs communautés expatriées, constituent les principaux thèmes qui seront débattus lors de cette rencontre. Cette manifestation s'articulera autour de quatre séances portant sur «L'émigration et participation politique : problématiques générales», «Les conseils de l'émigration et la participation politique : expériences nationales» et «Les politiques publiques des différents Etats envers leurs communautés émigrées». Cette conférence permettra ainsi d'échanger les idées et les expériences des délégations présentes et de débattre de l'intérêt de la participation politique. Selon M. El Yazami, il n'y a pas de modèle idéal concernant les modalités de participation politique. *«Les législations et les politiques publiques des Etats d'origine envers leurs populations émigrées sont très variées et évolutives. Il n'existe ni modèle unique, ni formule prédominante, notamment en ce qui concerne les conditions et les modalités de participation politique des émigrés à la vie démocratique des pays d'origine où une telle participation est prévue»*, indique un communiqué du CCME avant d'ajouter que : *«Les politiques gouvernementales envers les populations émigrées varient fortement en ce qui concerne leurs priorités et leurs modes d'organisation et d'action administratives»*. Ainsi, les expériences acquises ou en cours dans différents pays dans ces domaines permettront de capitaliser les meilleures pratiques, et ce, en identifiant les spécificités de chaque choix national.

Les participants auront également l'occasion de discuter des modalités de coopération, de partenariat et de suivi de la conférence. *«Il faut créer une instance de liaison entre les conseils»*, relève le président du CCME.

• Driss El Yazami, président du CCME.

Jeudi 05 mars 2009

Actu'Casafree

Toute l'actualité nationale et internationale

Société : Maroc : Ouverture à Rabat de la première conférence internationale des conseils et institutions de l'émigration

La Première conférence internationale des conseils et institutions de l'émigration, organisée sous le Haut patronage de SM le Roi Mohammed VI, à l'initiative du Conseil de la Communauté Marocaine à l'Etranger (CCME), s'est ouverte mardi à Rabat, avec la participation de responsables de conseils de l'émigration et de directeurs des administrations centrales de plusieurs pays d'Europe, d'Afrique, d'Amérique et du monde arabe.

La cérémonie d'ouverture de cette rencontre internationale de deux jours, a été marquée par un message adressé par SM le Roi aux participants, et dont lecture a été donnée par M. Mohamed Moatassim, Conseiller du Souverain.

Source : MAP

http://www.casafree.com/modules/news/

Lakoominfo
Pour vous l'info

Jeudi 05 Mars 2009

IMMIGRATION

Une conférence à Rabat pour des solutions "universelles"

Lakoominfo.com

RABAT, (AFP) - Une conférence internationale des institutions chargées de l'immigration dans 17 pays d'Afrique, d'Europe et des Amériques s'est ouverte mardi à Rabat avec l'objectif de trouver des solutions "universelles" aux problèmes des communautés expatriées. "Il s'agit de la première conférence du genre, une occasion pour traiter des mutations comme les flux sud-sud et de l'aspiration des immigrés à participer à la vie politique de leur pays d'origine", a affirmé Driss Yazami, président du Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME, public).

Lorena Escudera, ministre équatorienne chargée de l'Emigration, a plaidé pour "un passeport du citoyen universel". "Le détenteur de ce passeport doit circuler librement sur la planète", a-t-elle dit sous les applaudissements des participants. Dans un message aux conférenciers, le roi Mohammed VI du Maroc a appelé à un traitement concerté des problèmes de l'immigration, qui devrait se transformer en "une démarche universelle".

Le roi a par ailleurs prévenu contre certaines mutations qui "tendent à ébranler les valeurs spirituelles et culturelles portées par tous les migrants du sud vers le nord, ou de l'est vers l'ouest". Cette "Première Conférence internationale des conseils et institutions de l'émigration" doit traiter durant deux jours de trois thèmes: la participation politique des immigrés, les organes consultatifs chargés de l'émigration, et les différentes politiques publiques.

LE SOIR

ÉMIGRATION Plaidoyer pour une intégration équilibrée

La crise d'intégration a été au menu de la 1ère conférence internationale des conseils et institutions de l'émigration tenue à Rabat. Les intervenants ont insisté sur la préservation de l'identité du pays d'origine.

Comment réussir l'intégration des migrants dans le pays d'accueil sans toutefois qu'ils perdent l'identité du pays d'origine ? La question a été au cœur des discussions de la première conférence internationale des conseils et institutions de l'émigration, organisée les 3 et 4 mars à Rabat à l'initiative du Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME), présidé par Driss El Yazami. La rencontre, à laquelle ont pris part une centaine de personnalités dont des ministres et de hauts responsables gouvernementaux ainsi que ceux de l'émigration de plusieurs pays d'Europe, d'Afrique, d'Amérique et du monde arabe, a été l'occasion pour les pays émetteurs de migrants de réitérer leur position quant à leur attachement à la préservation de l'identité de leurs ressortissants. Une position qui fait suite aux nouvelles politiques d'intégration mises en place dans les pays d'accueil, notamment en Europe, jugées très «restrictives» et qui ont même suscité ces dernières années des inquiétudes voire… de graves tensions.

Rappelez-vous, la Hollande avait exprimé sa volonté d'interdire la double nationalité aux ressortissants marocains. Le royaume a opposé son niet catégorique à la décision des autorités néerlandaises, voyant en cette mesure une opération «d'amputation» des Marocains de leurs origines. *«Une politique d'intégration réussie et durable ne passe pas par la contrainte du déracinement et de l'amputation des liens multiples»*, avait mis en garde le gouvernement marocain. La rencontre de Rabat vient ainsi pour dissiper ces tensions et créer un espace d'échange et de concertation entre les pays concernés par le phénomène de la migration pour trouver une solution équilibrée. *«L'intégration des migrants dans les pays d'accueil et la préservation de leur identité et de leurs liens avec leur pays d'origine engendre quelques malentendus voire quelques tensions, appelant des solutions négociées, dans le respect du droit international»*, lit-on dans la Déclaration finale de la conférence dont les travaux ont été clôturés mercredi dernier.

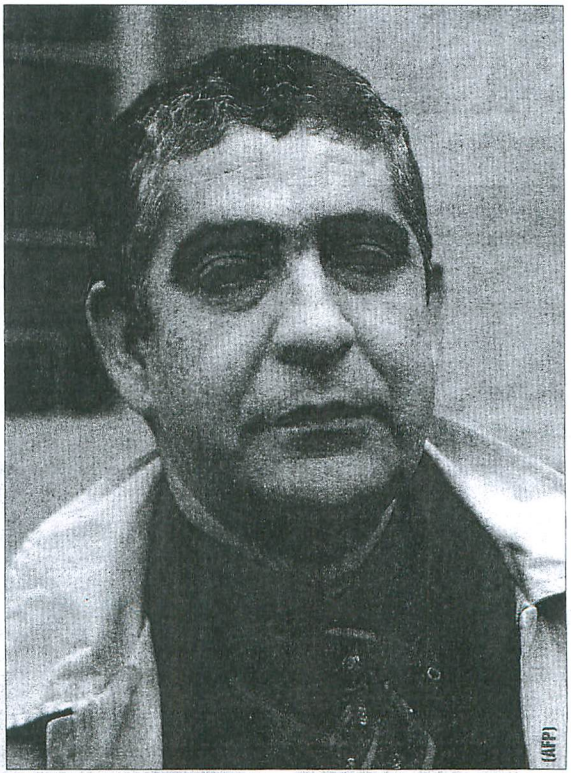
Les participants à cette rencontre-débat ont tenu à souligner que les politiques des différents Etats envers leurs communautés émigrées doit prendre en considération la protection des droits des migrants dans leurs pays d'accueil, dans le respect de leur identité culturelle, tout en les encourageant à devenir un levier de développement dans leurs pays d'origine. D'où la nécessité d'une réflexion collective pour la mise en place de politiques concertées et pertinentes, en vue de préserver l'intérêt des Etats émetteurs, récepteurs ou de transit et, avant tout, l'intérêt des populations migrantes et la protection de leurs droits essentiels.

> Pour poursuivre le processus de réflexion, un comité de liaison provisoire a été créé

La conférence de Rabat a amorcé la réflexion. Reste à poursuivre le processus. Pour cela, un comité de liaison provisoire a été créé. Outre le CCME, le Comité est également composé du Conseil général de la communauté espagnole de l'extérieur, du Haut conseil des Maliens de l'extérieur et du ministère pour les Equatoriens et Equatoriennes migrants.

Pour rappel, la communauté marocaine établie à l'étranger compte pas moins de 3,2 millions de personnes, révèle la dernière étude «Marocain de l'Extérieur» publiée par la Fondation Hassan II pour les Marocains résidant à l'étranger. Selon ce rapport, la France vient au premier rang avec 1.131.000 personnes, suivie de l'Espagne (547.000) puis de l'Italie (380.000). Il ressort également de l'étude que l'Europe accueille la grande majorité des émigrés marocains (86,18%).

KHADIJA SKALLI



Driss El Yazami, président du Conseil de la Communauté marocaine à l'étranger.

Emigration: Intégration et vote politique

• Première conférence internationale des institutions de l'émigration

COMMENT les Etats pourraient entretenir des relations pérennes avec leur diaspora ? Ceci résume les différents thèmes qui ont été abordés lors de la conférence internationale des Conseils et institutions de l'émigration tenue à Rabat les 3 et 4 mars. Cette manifestation scientifique, première du genre sur le plan international, a été initiée par le Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME).

Seize délégations officielles et d'autres chercheurs internationaux ont pris part aux travaux de cette conférence. Au menu figuraient trois thèmes prioritaires pour la majorité des responsables de l'immigration dans les différents pays du monde. Il s'agit de la participation politique des émigrés dans le processus démocratique dans leur pays d'origine. Et les organes consultatifs ainsi que les politiques d'émigration. Mais le débat entre les participants a été focalisé particulièrement sur le premier sujet. Cela se justifie par l'importance qu'occupe, ces derniers temps, la question du droit de vote à l'extérieur. Le Maroc avec plus de 3,4 millions d'émigrés est pour sa part interpellé sur ce dossier.

Sur ce volet, le CCME a réalisé une étude, qui est en cours de finalisation, sur une comparaison des expériences adoptées dans près de 77 pays à travers le monde. Ce travail, à l'instar de l'initiative de la conférence de Rabat, permet de s'inspirer des bonnes pratiques des autres pays, selon le président du CCME. Il faut aussi signaler que ce dernier est engagé dans un processus de discussions et de consultations avec les partis politiques sur cette question.

Le même travail sera mené auprès des différents acteurs représentants les Marocains résidents à l'étranger (MRE) dans tous les coins du monde avec l'objectif d'essayer de les impliquer tous dans ces concertations. Tout ce travail va permettre au Conseil de bien cerner et définir les besoins des MRE sur les différents plans : économiques, culturels, politiques, spirituels… Cela aidera le CCME à préparer des avis sur les initiatives à engager, notamment sur une éventuelle participation des MRE aux élections à partir de 2012.

Comparaison des expériences

Sur ce volet, on doit s'arrêter sur l'intervention du chercheur Jean-Michel Lafleur de l'Université de Liège qui a tenu d'emblée à préciser qu'il n'existe pas un module ou une formule unique prédominante en ce qui concerne la participation des émigrés dans la vie politique de leur pays d'origine.

Par la suite, le conférencier a essayé d'expliquer pourquoi le droit de vote des émigrés est devenu une actualité dans les débats politiques dans plusieurs pays. Deux raisons principales ont été avancées par Lafleur. La première est la dépendance des pays d'origine des transferts financiers de leurs communautés à l'étranger dans un contexte marqué par la translation des échanges et des pratiques migratoires.

A cela s'ajoutent les progrès technologiques en matière de communication et de transport qui permettent aux émigrés de garder le contact avec leur pays d'origine. Sans oublier de signaler également l'évolution ces dernières années du débat sur la citoyenneté dans les pays concernés par cette problématique. ❑

Nour Eddine EL AISSI

Immigration

Pour une « démarche universelle unifiée et plurielle »

L'émigration ou l'immigration - selon qu'il s'agisse du pays émetteur dans le premier cas ou d'accueil dans le second - constitue, de nos jours, un phénomène universel n'épargnant aucune région ou pays et pose de nombreux problèmes d'ordre tant économique, politique, juridique que social, culturel et spirituel.

Les raisons de ce phénomène sont tout aussi variées et complexes et revêtent, souvent, les mêmes caractères économiques, politiques, sociaux (pauvreté, violences tribales, raciales ou tyrannie, guerres ou désordres civils, catastrophes naturelles, ou, tout simplement, absence de libertés d'expression et/ou de culte).

La fermeture des frontières et l'imposion de visa d'entrée à l'échelle mondiale, si elles ont permis aux Etats modernes de contrôler plus ou moins et de réguler le flux migratoire à une échelle relativement réduite, n'ont cependant rien pu contre les arrivées massives de milliers de migrants à la fois, fuyant la famine, une guerre civile, un régime totalitaire ... ou freiner l'émigration clandestine.

Ce phénomène concernant, désormais, des dizaines de millions d'êtres humaines - hommes, femmes et même enfants en bas âge - de par le monde et soulevant de nombreux et parfois inextricables problèmes politiques, socio-économiques, juridiques, culturels... imposait, de par sa complexité et son universalité même, une réflexion sereine, « collective et prospective » en vue de dégager des ébauches de solution ou, à tout le moins, de contribuer à en atténuer les effets à plus ou moins long terme.

C'est précisément l'objectif de la 1ère « Conférence internationale des Conseils et institutions de l'émigration » qui s'est tenue, récemment, au Maroc sous le Haut Patronage de SM. le Roi Mohammed VI, à l'initiative du Conseil de la communauté marocaine à l'étranger.

Le Maroc étant lui-même un pays émetteur et, depuis quelques temps, d'accueil aussi bien qu'un point de confluences entre civilisations, cultures et ethnies et un pont entre deux grands continents, l'Europe « opulente » et « vieillante » et l'Afrique particulièrement pauvre, mais jeune et ayant de l'énergie à revendre, était ainsi tout naturellement désigné pour abriter une telle rencontre et fournir des éléments de réponse aux nombreux problèmes et interrogations soulevés. Et, de fait, le message adressé par le Souverain aux participants à cette rencontre (cf. nos éditions d'hier) constitue en soi un ferment et un repère propre à enrichir la réflexion et à canaliser les efforts des séminaristes sur les meilleurs moyens de « conforter les intérêts de tous les immigrés d'où qu'ils viennent et sans discrimination, ni exclusive » et de contribuer ainsi de manière efficace et efficiente à « l'encadrement et la gestion des affaires des communautés nationales émigrées » de par le monde.

Ainsi que le souligne le message royal, les problèmes que connaissent les immigrés aujourd'hui sont devenus plus ou moins similaires et la « globalisation » qu'elle soit d'ordre économique, financier ou civilisationnel et culturel, ne peut, logiquement, que faciliter la compréhension et donc l'assimilation du phénomène pour en faire un facteur « d'entente, de paix, de tolérance, de coexistence et de solidarité » entre tous les fils d'Adam quels que soient leurs origine, couleur, sexe ou religion.

Faut-il rappeler, à ce propos, que la plus grande puissance mondiale à l'heure actuelle - les Etats-Unis d'Amérique - ne doit sa gloire, son ascendant et sa prospérité qu'à ce magnifique brassage des cultures et des civilisations et à l'arrivée massive, il y a à peine deux siècles, d'hommes et de femmes de tous les continents, de toutes les races et de toutes les religions pour, ensuite, construire une nation jeune, neuve et ambitieuse ?

« Par conséquent, pour citer encore SM. le Roi, une approche collective et un traitement concerté de ces questions sont de nature (...) à contribuer à la recherche de solutions appropriées, qui se mueront à terme en une démarche universelle, unifiée et plurielle à la fois. Elle requiert, parallèlement, la préservation des diverses identités, dans le cadre des valeurs et des principes universels ».

A. EL FADILI

- **Actualités**
  - Revue de presse
  - Interview
  - Analyses
  - Débats & opinions
  - Hikayat el ghorba
- **Multimédia**
  - Web série
  - Radio du Maroc
  - Photos du Maroc
  - Zapping vidéo
- **Pratique**
  - Choumicha
  - Consulats du Maroc
  - Prénoms marocains
  - Saint Coran
  - Mektaba
- **Services**
  - Météo
  - Programme TV
  - Devises
  - Annuaire

Émigration: Rabat accueille un colloque international

Publié le 04.03.2009 | 19h15

La Première conférence internationale des conseils et institutions de l'émigration, s'est ouverte hier mardi à Rabat, avec la participation de responsables de conseils de l'émigration et de directeurs des administrations centrales de plusieurs pays d'Europe, d'Afrique, d'Amérique et du monde arabe apprend t-on auprès de la MAP.

La conférence placée sous le Haut patronage du Roi Mohammed VI, est organisée à l'initiative du Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME). S'exprimant à l'ouverture de la rencontre, Driss El Yazami, président du CCME déclara à la MAP que: « dans chacune de nos sociétés et au niveau international, nos conseils peuvent jouer un rôle de modération et de rationalisation de ce débat, en maintenant fermement le cap de la fraternité et de la solidarité humaine, ainsi qu'une approche fondée sur les droits de l'Homme ».

Le Maroc s'est inspiré de la première rencontre des Européens installés hors du continent, tenue en septembre 2008 sous la présidence française de l'UE pour organiser une telle réunion. Première du genre au niveau international selon Driss El Yazami, la conférence constitue une occasion et un lieu d'échanges « féconds et de nouvelles initiatives ». Deux jours durant, elle permettra aux délégations, aux chercheurs, responsables de conseils de l'émigration et directeurs des administrations centrales de l'Algérie, de la Belgique, du Bénin, de la Côte d'Ivoire, de la Croatie, de l'Équateur, de l'Espagne, de la France, de l'Italie, du Liban, de la Lituanie, du Mali, du Mexique, du Portugal, du Sénégal, de la Tunisie et du Maroc qui y participent, de débattre des modalités de coopération et de partenariat.

La cérémonie d'ouverture de la rencontre a été marquée par la lecture d'un message que le Souverain a adressé aux participants. La lecture a été faite par Mohamed Moatassim, conseiller du Roi.

Ibrahima Koné

Copyright Yabiladi.com

Conférence internationale des conseils de l'émigration : Déclaration finale

Publié le 16.03.2009 | 10h52

Sous le Haut Patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, la première conférence internationale des conseils et institutions de l'émigration s'est déroulée les 3 et 4 mars 2009 à Rabat, sur invitation du Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME).

Ont participé à cette première rencontre du genre une centaine de personnalités, incluant des ministres et responsables gouvernementaux, des représentants des conseils des émigrés, des élus des communautés émigrées aux institutions représentatives de leur pays d'origine, des représentants des partis politiques marocains et des experts en matière migratoire. Les délégations étrangères invitées ont représenté 16 pays à travers le monde (l'Algérie, la Belgique, le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Croatie, l'Equateur, l'Espagne, la France, l'Italie, le Liban, la Lituanie, le Mali, le Mexique, le Portugal, le Sénégal et la Tunisie).

Conformément au programme de la conférence, les exposés et les débats ont été riches et variés. Ils ont permis d'examiner les problématiques générales des migrations ainsi que les expériences concrètes des pays participants en matière de politiques publiques envers les émigrés. Plusieurs interventions ont par ailleurs traité des modalités de participation politique au sein de leur pays d'origine et des institutions consultatives des populations émigrées.

Ainsi a-t-il été permis aux participants de relever que :

1.Les phénomènes migratoires se globalisent et génèrent des problématiques au niveau mondial, interpellant de plus en plus d'Etats qui, à des degrés certes divers, deviennent à la fois des pays de départ, d'accueil et de transit plus ou moins durable des migrants.

2.L'équation de l'intégration des migrants dans les pays d'accueil et la préservation de leur identité et de leurs liens avec leur pays d'origine engendre certes quelques malentendus, voire quelques tensions, appelant des solutions négociées, dans le respect du droit international des droits de l'Homme, tout en tenant compte de la diversité des ordres juridiques nationaux et du contexte des progrès démocratiques du monde d'aujourd'hui

3.Par delà les incompréhensions et l'instrumentalisation politicienne, et en dépit des dérives xénophobes, les phénomènes migratoires constituent un puissant levier de compréhension mutuelle, de respect réciproque et d'échanges culturels enrichissants entre les peuples. La réflexion collective au plan international sur les problématiques générées par ces phénomènes ne peut que contribuer à l'élaboration et à la mise en place de politiques concertées et pertinentes, dans l'intérêt des Etats émetteurs, récepteurs ou de transit et, avant tout, dans l'intérêt des populations migrantes et de la protection de leurs droits essentiels.

4.A cet égard, la conférence de Rabat a permis de prendre la mesure de la diversité et

du caractère évolutif des politiques publiques et des modalités de participation politique et de la nature des conseils des communautés émigrées, en fonction des traditions nationales propres à chaque Etat. Elle a également permis de prendre la mesure des contraintes et dynamiques historiques à l'œuvre, dont notamment l'intensité et la pérennité des liens culturels entre populations émigrées et pays d'origine.

5. Cependant, cette diversité institutionnelle et politique offre par elle-même une riche source de réflexion, de recherche scientifique comparée et d'inspiration pour les acteurs des communautés émigrées et des pouvoirs publics. Ainsi, de nombreuses bonnes pratiques et pistes de réflexion plus ou moins adaptables au contexte de chaque Etat ont pu être mises en lumière.

Afin de poursuivre cette amorce de réflexion collective et de concertation, la conférence de Rabat a décidé de créer un comité de liaison provisoire, chargé de donner suite à ses travaux, et d'organiser les échanges entre les conseils des pays participants et d'élargir le rayon d'action et d'implication aux institutions similaires d'autres Etats qui y seraient intéressées. Ce comité est composé des institutions suivantes :

- Le Conseil de la communauté marocaine à l'étranger
- Le Conseil général de la communauté espagnole de l'extérieur
- Le Haut conseil des Maliens de l'extérieur
- Le Ministère pour les Equatoriens et Equatoriennes migrants

Le secrétariat de ce comité, chargé de préparer les prochaines initiatives entre les conseils et institutions de l'émigration, est confié au CCME.

Source : Communiqué de presse

Afrique: Première conférence internationale des conseils et institutions de l'émigration, à Rabat - Les participants exigent le respect des droits des émigrés

César Ebrokié, Envoyé Spécial à Rabat
5 Mars 2009

Le rideau est tombé, hier mercredi, sur la première conférence internationale des conseils et institutions de l'émigration, ouvert avant-hier mardi, à l'hôtel La Tour Hassan de Rabat, au Maroc.

Le respect des droits des émigrés dans les pays d'accueil est l'une des idées fortes qui se dégagent de la première conférence internationale des conseils et institutions de l'émigration, qui s'est tenue du 3 au 4 mars, à Rabat, dans la capitale marocaine. Dans les différentes interventions, les participants ont réaffirmé la nécessité pour les émigrés de vivre dans des conditions saines, à l'instar des autres personnes, ainsi que le réaffirme la déclaration universelle des droits de l'homme. Certains représentants de conseils et institutions de l'émigration ont mis un accent sur le respect des droits culturels des émigrés. Ils ont souligné que cela est important pour la mondialisation, en vue de favoriser le brassage culturel entre les peuples. "La motivation première de l'émigré est bien la recherche d'un mieux-être pour lui-même et sa famille. Malheureusement, c'est avec beaucoup de tristesse et de consternation que nous assistons aux drames multiples dont sont souvent victimes les candidats à l'émigration. Les Africains aux portes de l'Europe, les Mexicains aux frontières américaines, les "boat people" asiatiques dont personne n'en voulait il y a quelques années etc", a déclaré SEM Djabia Joachim, Directeur du département des Ivoiriens de l'étranger. Il est allé plus loin pour dire que les traitements infligés aux soi-disant sans papiers africains, en Europe, sont une atteinte aux droits fondamentaux de l'homme. "Aujourd'hui, ce sont des milliers d'Africains au Sud du Sahara, dits migrants illégaux ou sans papiers, qui sont refoulés ou tout simplement arrêtés et jetés en prison. Nous pensons que nos institutions chargées des émigrés devraient pouvoir entrer en négociation avec les pays d'accueil pour trouver une alternative à ces pratiques qui constituent une atteinte aux droits fondamentaux de l'homme et à la dignité humaine".

La conférence a retenu également que l'émigration est un facteur de développement à la fois pour les pays d'accueil que les pays d'origine. "Les migrations et le développement des processus inséparables et interdépendants s'inscrivent dans un contexte mondialisé. La migration ne peut pas remplacer le développement, tout comme le développement ne dépend pas nécessairement de la migration, mais chaque processus peut influencer l'autre", a affirmé Mme Siga Sarr Diouf, directrice des affaires sociales des sénégalais de l'extérieur. Elle a soutenu que les migrants sont perçus comme une force positive pour le développement de leur pays. "Les contributions des migrants ne sont pas seulement monétaires, il existe aussi des transferts de compétences. Les migrants jouent un rôle important dans le renforcement de la coopération entre les sociétés d'origine et d'accueil, et de manière générale font d'énormes contributions positives dans divers

secteurs de développement". Mme Siga Sarr a révélé que les fonds envoyés par les sénégalais de l'extérieur représentent plus de la moitié de l'aide publique au développement que le Sénégal reçoit de tous ses partenaires bilatéraux comme multilatéraux. "Selon la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BECEAO) les envois officiels des Sénégalais de l'extérieur ont atteint 410 milliards FCFA en 2006 (environ 500 milliards en 2007) et ceci sans compter les transferts non officiels qui atteignent eux aussi des sommes considérables", dira la directrice des affaires sociales des Sénégalais de l'extérieur. Jean Benoît Alokpon , directeur exécutif de l'Agence des Béninois de l'extérieur, a abondé dans le même en exposant les actions de développement menées par les Béninois de l'étranger. Il a évoqué des actions humanitaires d'envergure "Avec l'impulsion et l'accompagnement de l'ANBE, les associations de Béninois de l'extérieur convoient vers le Bénin, des conteneurs d'équipements médicaux, de matériel informatique et didactiques, de machines", a -t-il soutenu. Jean Benoît Alokpon a cité également des projets socio-communautaires. Entre autres, la réalisation d'ouvrages d'adduction d'eau potable en zone rurale ; la construction et l'équipement de salles de classe dans des écoles et collèges ; la construction et l'équipement d'unités de santé ; un projet de construction d'un grand centre de formation professionnelle et de perfectionnement. Outre les pays africains, des pays comme l'Espagne et certains pays d'Amérique Latine ont avancé que leurs ressortissants à l'étranger contribuent de façon significative à la santé de leur économie, notamment au niveau du PIB.

Les participants ont prôné la mise sur pied de politiques concertées aux fins de valoriser l'émigration .A cet effet, l'on a avancé que l'émigration est un phénomène qui existe depuis la nuit des temps, et qui fait partie de l'évolution du monde ; de l'évolution des sociétés.

La première conférence internationale des conseils et institutions de l'émigration a regroupé seize délégations d'Afrique, d'Europe et d'Amérique. Elle a été initiée par le Conseil de la communauté marocaine à l'étranger.

Conférence internationale des conseils et institutions nationales de l'émigration (Rabat 3/4 mars)

Rabat, 27 fév (MAP)- Le Conseil de la Communauté Marocaine à l'Etranger (CCME) organise, les 3 et 4 mars à Rabat, la première Conférence internationale des conseils et institutions nationales dédiés par différents Etats à leurs populations émigrées.

Placée sous le Haut patronage de SM le Roi Mohammed VI, cette rencontre constitue l'amorce du vaste débat public et participatif que le CCME entend ouvrir tant au Maroc qu'au sein des communautés marocaines à l'étranger, indique vendredi un communiqué du CCME.

La conférence traitera trois thèmes au cœur de la mission du CCME à savoir, la participation politique, les organes consultatifs et les politiques publiques mises par les divers Etats en direction de leurs communautés expatriées.

Les participants devront en outre discuter des modalités de coopération, de partenariat et de suivi de la conférence dont notamment l'institution des rencontres périodiques de ce genre.

Seize délégations officielles sont attendues à cette conférence ainsi que des chercheurs et responsables de conseils de l'émigration et des directeurs des administrations centrales de l'Algérie, de la Belgique, du Bénin, de Côte d'Ivoire, de la Croatie, de l'Equateur, de l'Espagne, de la France, d'Italie, du Liban, de la Lituanie, du Mali, du Mexique, du Portugal, du Sénégal, de la Tunisie et du Maroc.

L'intérêt porté à l'initiative marocaine par les pays participants est à la mesure de celui qu'ils portent à leurs populations émigrées respectives, souligne la même source.

Les échanges et les éclairages comparatifs programmés promettent d'être d'autant plus intéressants que les législations et les politiques publiques des Etats d'origine envers leurs populations émigrées sont très variées et évolutives. En effet, ajoute le communiqué, il n'existe ni modèle unique, ni formule prédominante, notamment en ce qui concerne les conditions et les modalités de participation politique des émigrés à la vie démocratique des pays d'origine où une telle participation est prévue.

De même, les organes officiels à vocation consultative dédiés aux émigrés s'avèrent, là où il en existe, fortement différenciés du point de vue de leurs attributions et de leurs modes de composition. Enfin, les politiques gouvernementales envers les populations émigrées varient fortement en ce qui concerne leurs priorités et leurs modes d'organisation et d'action administrative.

Le communiqué a rappelé, par ailleurs, que le Dahir Royal portant création du CCME a attribué conseil, entre autres missions, l'élaboration d'un avis consultatif sur la composition future du Conseil et un deuxième avis sur les modalités de participation politique des émigrés marocains.
MAPF 27/02/2009 18:10:00

Coup d'envoi à Rabat de la 1ère première conférence internationale des conseils et institutions de l'émigration

La Première conférence internationale des conseils et institutions de l'émigration, organisée sous le Haut patronage de SM le Roi Mohammed VI, à l'initiative du Conseil de la Communauté Marocaine à l'Etranger (CCME), s'est ouverte mardi à Rabat, avec la participation de responsables de conseils de l'émigration et de directeurs des administrations centrales de plusieurs pays d'Europe, d'Afrique, d'Amérique et du monde arabe.

La cérémonie d'ouverture de cette rencontre internationale de deux jours, a été marquée par un message adressé par SM le Roi aux participants, et dont lecture a été donnée par M. Mohamed Moatassim, Conseiller du Souverain.

MAPF 03/03/2009 10:18:00

Revue de la presse nationale

Divers sujets sont abordés, ce mardi, par la presse nationale, notamment la participation du ministre de la Justice à la 10ème session du Conseil des Droits de l'Homme (CDH) des Nations Unies, la première Conférence internationale des conseils et institutions nationales dédiés par différents Etats à leurs populations émigrées et le secteur de l'immobilier.

(....)
Les quotidiens s'intéressent, d'autre part, à la première Conférence internationale des conseils et institutions nationales dédiés par différents Etats à leurs populations émigrées, organisé les 3 et 4 mars par le Conseil de la Communauté Marocaine à l'Etranger (CCME) et placée sous le Haut patronage de SM le Roi Mohammed VI.

Citant le président du CCME, Driss El Yazami, +Aujourd'hui le Maroc+ indique que dans la mesure où le Conseil "a pour mission d'élaborer un avis consultatif sur la composition du futur conseil et un deuxième avis sur les modalités de participation politique des émigrés marocains, cette rencontre permettra d'examiner les expériences internationales en la matière", ajoutant que le CCME "est sur le point de finaliser une étude sur les droits politiques que les Etats accordent à leurs ressortissants. Celle-ci concerne 70 pays", précise-t-il.
MAPF 03/03/2009 09:01:00

Immigration: une conférence à Rabat pour des solutions "universelles"

Une conférence internationale des institutions chargées de l'immigration dans 17 pays d'Afrique, d'Europe et des Amériques s'est ouverte mardi à Rabat avec l'objectif de trouver des solutions "universelles" aux problèmes des communautés expatriées.

"Il s'agit de la première conférence du genre, une occasion pour traiter des mutations comme les flux sud-sud et de l'aspiration des immigrés à participer à la vie politique de leur pays d'origine", a affirmé Driss Yazami, président du Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME, public).

Lorena Escudera, ministre équatorienne chargée de l'Emigration, a plaidé pour "un passeport du citoyen universel". "Le détenteur de ce passeport doit circuler librement sur la planète", a-t-elle dit sous les applaudissements des participants.

Dans un message aux conférenciers, le roi Mohammed VI du Maroc a appelé à un traitement concerté des problèmes de l'immigration, qui devrait se transformer en "une démarche universelle".

Le roi a par ailleurs prévenu contre certaines mutations qui "tendent à ébranler les valeurs spirituelles et culturelles portées par tous les migrants du sud vers le nord, ou de l'est vers l'ouest".

Cette "Première Conférence internationale des conseils et institutions de l'émigration" doit traiter durant deux jours de trois thèmes: la participation politique des immigrés, les organes consultatifs chargés de l'émigration, et les différentes politiques publiques.

AFPF 03/03/2009 12:14:00

وكالة المغرب العربي للأنباء
Maghreb Arabe Presse

M. El Yazami : Les conseils et institutions nationales peuvent jouer un rôle de rationalisation du débat sur la migration

Les conseils et institutions nationales peuvent jouer un rôle de rationalisation du débat sur la question de la migration, a affirmé mardi à Rabat, le président du Conseil de la Communauté Marocaine à l'Etranger (CCME), M. Driss El Yazami.

"Dans chacune de nos sociétés et au niveau international, nos conseils peuvent jouer un rôle de modération et de rationalisation de ce débat, en maintenant fermement le cap de la fraternité et de la solidarité humaine, ainsi qu'une approche fondée sur les droits de l'Homme", a dit M. El Yazami, à l'ouverture de la première Conférence internationale des conseils et institutions nationales dédiés par différents Etats à leurs populations émigrées.

"C'est en tout état de cause le choix irréversible de notre pays et de notre gouvernement, qui mène sous l'impulsion de SM le Roi de vastes chantiers de réforme qui ambitionnent au Maroc même comme au niveau de l'émigration, une approche participative aussi large que possible et l'élargissement des espaces de concertation et d'implication citoyennes", a ajouté M. El Yazami.

"Cet effort qui est le nôtre est d'évidence celui dans lequel vous êtes aussi engagés. C'est la raison pour laquelle que cette conférence donnera lieu à des échanges féconds et à de nouvelles initiatives dont cette réunion n'est que l'amorce", a-t-il souligné, affirmant que "cette conférence, la première de son genre, à notre connaissance au niveau international", constituera une "occasion unique de débat et d'échanges sur les problématiques finalement peu étudiées sur le plan scientifique et encore peu visible du moins au niveau mondial sur le plan politique ".

Il a rappelé à ce titre que "ce n'est qu'au mois de septembre 2008 que s'est tenue sous la présidence française de l'UE, la première rencontre des Européens établis hors de leurs pays d'origine, événement auquel notre conseil a eu le privilège d'assister en tant qu'observateur et qui a été pour nous une occasion importante d'information, de prise de contact et une source d'inspiration ".

M. El Yazami a, en outre, indiqué que "de plus en plus d'Etats mettent en place ce que l'on pourrait appeler des politiques de l'émigration, en essayant par la création de conseils consultatifs, de ministères et d'agences, de maintenir et de revivifier les liens avec leurs communautés expatriées, de contribuer à la défense de leurs droits conformément au Droit international des droits de l'Homme, et notamment la convention pour la protection de droits des migrants et de leurs familles, et enfin d'amplifier d'une manière ou d'une autre, leur participation à la vie politique, économique et culturelle de leurs pays".

Et de préciser que "pour quelques pays, notamment les grands pays de l'émigration, il s'agit de politiques établies depuis longtemps comme le démontrent, à titre d'exemple, les expériences espagnole, italienne ou portugaise. Il en est de même pour un pays comme la France où plusieurs institutions se sont succédées depuis la fin de la 2ème guerre mondiale ".
Après avoir relevé que "pour la plupart des pays, les populations nationales vivant à l'étranger ne faisaient pas l'objet d'une attention particulière", M. El Yazami a estimé que "ces politiques actives en direction des communautés expatriées sont probablement la conséquence et le reflet des mutations profondes du phénomène de l'immigration avec, en particulier, la progression significative du nombre de migrants, la mondialisation des flux avec une diversification des trajectoires et des destinations, la montée en puissance des flux sud-sud et le changement du statut de nombre de pays qui ne sont plus seulement des pays émetteurs mais qui sont aussi de

plus en plus, même si c'est à des degrés variables, des pays de transit et d'installation ".

Ces nouvelles politiques reflètent aussi " les mutations internes des communautés émigrées", a-t-il estimé.

"Engagées dans des processus inéluctables d'enracinement dans les pays de résidence, les communautés émigrées aspirent en même temps à participer d'une manière ou d'une autre à la vie politique, économique et culturelle du pays d'origine ", a-t-il poursuivi, "en s'impliquant par leurs remises dans le combat contre la pauvreté, en s'investissant à travers des ONG dans le développement solidaire avec leurs communautés d'origine, en travaillant au transfert des savoirs et des compétences, tout en agissant sur le plan civique dans leurs pays de résidence, les migrants et leurs descendants manifestent un dynamisme civique certain qui peut être une source d'enrichissement pour les deux sociétés ".

Pour le président du CCME, " si dans certains pays, les communautés émigrées peuvent constituer un facteur de polémique et de tensions, elles sont aussi un élément essentiel de rapprochement entre les peuples et les gouvernements et d'approfondissement de la notion même de citoyenneté ".

"C'est dans ce cadre, qu'il faut considérer la multiplication des conseils de l'émigration et des institutions étatiques dédiées aux populations nationales vivant à l'étranger et le rôle qu'ils peuvent jouer, au moins à un triple niveau", a-t-il relevé.

"Composés d'hommes et de femmes qui ont vécu, souvent difficilement l'expérience migratoire, faite parfois de solitude, d'éloignement et de nostalgie de la terre quittée, de migrants qui ont dû faire le dur apprentissage de l'intégration dans une société différente, qui peut mieux que ces conseils et institutions se faire l'écho des préoccupations et doléances des communautés expatriées et de défense de leurs droits dans les pays de résidence, constituer un facteur de participation dans la vie démocratique des pays d'origine et agir aussi pour une prise en compte des souffrances et des droits de tous les migrants, y compris dans leurs pays d'origine ", a-t-il ajouté.

Cette conférence internationale de deux jours, organisée sous le Haut patronage de SM le Roi Mohammed VI, à l'initiative du CCME, permettra aux seize délégations officielles ainsi qu'aux chercheurs et responsables de conseils de l'émigration et des directeurs des administrations centrales de l'Algérie, de la Belgique, du Bénin, de Côte d'Ivoire, de la Croatie, de l'Equateur, de l'Espagne, de la France, d'Italie, du Liban, de la Lituanie, du Mali, du Mexique, du Portugal, du Sénégal, de la Tunisie et du Maroc de débattre des modalités de coopération, de partenariat et de suivi de la conférence dont notamment l'institution des rencontres périodiques de ce genre.

La cérémonie d'ouverture de cette rencontre a été marquée par un message adressé par SM le Roi aux participants, dont lecture a été donnée par M. Mohamed Moatassim, Conseiller du Souverain.

MAPF 03/03/2009 14:10:00

وكالة المغرب العربي للأنباء
Maghreb Arabe Presse

Réflexion à Rabat sur les modalités de coopération et de partenariat pour les populations émigrées

La première Conférence internationale des conseils et institutions nationales dédiés par différents Etats à leurs populations émigrées, tenue mardi à Rabat, constitue l'amorce d'un vaste débat public et participatif que le Conseil de la Communauté Marocaine à l'Etranger (CCME) entend ouvrir tant au Maroc qu'au sein des communautés marocaines à l'étranger.

D'emblée, les échanges sur cette importante thématique ont montré, lors de la séance d'ouverture de cette rencontre, l'importance de la question des populations émigrées et la nécessité de trouver des modalités de coopération et de partenariat entre les différents pays concernés.

A cette occasion, les intervenants ont mis l'accent sur des questions aussi importantes que variées comme la participation politique, les organes consultatifs et les politiques publiques mises par les divers Etats en direction de leurs communautés expatriées, convaincus qu' "il n'existe ni modèle unique, ni formule prédominante, notamment en ce qui concerne les conditions et les modalités de participation politique des émigrés à la vie démocratique des pays d'origine où une telle participation est prévue".

Dans son intervention d'ouverture, le président du CCME, M. Driss El Yazami, a indiqué que "cette conférence, la première de son genre, à notre connaissance au niveau international", constituera une "occasion unique de débat et d'échanges sur les problématiques finalement peu étudiées sur le plan scientifique et encore peu visible du moins au niveau mondial sur le plan politique ".

Pour le président du CCME, " si dans certains pays, les communautés émigrées peuvent constituer un facteur de polémique et de tensions, elles sont aussi un élément essentiel de rapprochement entre les peuples et les gouvernements et d'approfondissement de la notion même de citoyenneté ".

M. El Yazami a d'autre part indiqué que "cet effort qui est le nô□tre est d'évidence celui dans lequel vous êtes aussi engagés. C'est la raison pour laquelle que cette conférence donnera lieu à des échanges féconds et à de nouvelles initiatives dont cette réunion n'est que l'amorce ".

Pour sa part, M. Mohammed Ameur, ministre délégué chargé de la communauté marocaine résidant à l'étranger, a indiqué que le gouvernement est en train de mettre au point les premiers éléments constitutifs d'une nouvelle politique publique et ambitieuse, visant à améliorer la gestion des questions des Marocains résidant à l'étranger, tant sur le plan interne qu'externe.

Il a souligné que le renouvellement de la politique nationale dans le domaine de la migration a été dicté par le désir de la recherche de mécanismes et formules de concert avec les pays d'accueil pour la défense des droits et des intérêts des migrants.

Intervenant à son tour, Mme Lorena Escudero, ministre pour les Equatoriens et Equatoriennes migrants, a souligné l'intérêt porté à l'initiative marocaine par les pays participants à cette conférence, faisant état de la nécessité de la coordination des vues et d'une stratégie collective visant l'amélioration des conditions des populations émigrées.

Rappelant le rôle des immigrés dans le développement du pays d'origine, elle a appelé à une

vision collective dans le cadre du respect des droits humains des populations.

Le Directeur général de la communauté espagnole de l'extérieur, M. Augustin Torres Herrero, a pour sa part salué l'initiative du CCME pour l'organisation de cette rencontre internationale à même d'ouvrir un dialogue fructueux et "trouver ensemble" des éléments de traitement de la question migratoire dans le cadre du respect des droits de l'Homme.

Il a également appelé à l'élaboration d'une politique d'intégration dans les pays d'accueil, garantissant les meilleures conditions de travail et de vie pour les populations émigrées.

Cette conférence internationale de deux jours, organisée sous le Haut patronage de SM le Roi Mohammed VI, à l'initiative du CCME, permettra aux seize délégations officielles ainsi qu'aux chercheurs et responsables de conseils de l'émigration et des directeurs des administrations centrales de l'Algérie, de la Belgique, du Bénin, de Côte d'Ivoire, de la Croatie, de l'Equateur, de l'Espagne, de la France, d'Italie, du Liban, de la Lituanie, du Mali, du Mexique, du Portugal, du Sénégal, de la Tunisie et du Maroc de débattre des modalités de coopération, de partenariat et de suivi de la conférence dont notamment l'institution des rencontres périodiques de ce genre.

La cérémonie d'ouverture de cette rencontre a été marquée par un message adressé par SM le Roi aux participants, et dont lecture a été donnée par M. Mohamed Moatassim, Conseiller du Souverain.

MAPF 03/03/2009 14:43:00

M. Ameur: Premiers jalons d'une nouvelle politique publique pour la gestion des affaires des MRE

Le gouvernement a mis en place les premiers jalons d'une politique publique, nouvelle et ambitieuse, qui vise l'amélioration de la gestion des affaires des Marocains établis à l'étranger, aussi bien dans sa dimensions interne qu'externe, a affirmé, mardi à Rabat, M. Mohammed Ameur, ministre délégué chargé de la communauté marocaine résidant à l'étranger.

Dans une allocution à l'ouverture de la première Conférence internationale des conseils et institutions nationales dédiés par différents Etats à leurs populations émigrées, M. Amer a précisé que cette politique tient compte principalement des changements qualitatifs et des développements successifs qui ont touché la communauté marocaine émigrée, dans ses différentes composantes sociologiques et démographiques.

Cette politique, a ajouté le ministre, vise aussi à répondre aux aspirations des nouvelles générations en tenant compte du développement des enjeux stratégiques auxquels elles sont confrontées, en particulier au niveau de l'appartenance nationale et du renforcement de l'identité nationale dans ses composantes culturelles, religieuses et linguistiques.

Il s'agit aussi de mesures pratiques pour renforcer le rôle des compétences marocaines immigrées afin de contribuer efficacement aux grands chantiers initiés par le Maroc, a-t-il dit.

Le ministre a souligné que, dans le même contexte, une méthodologie a été adoptée en vue de clarifier la vision et de cerner les difficultés et les demandes immédiates, ainsi que les moyens nécessaires et les mécanismes de mise en œuvre, en vue de développer des stratégies proactives à moyen et long termes.

Il a fait remarquer que le renforcement effectif et la coopération fructueuse entre les différents acteurs gouvernementaux et publics constituent les principes fondamentaux de cette approche basée sur le développement de la gestion publique de la question de l'immigration des Marocains à l'étranger, eu égard au caractère transversal et au nombre d'intervenants qui caractérisent ce domaine.

M. Ameur a, en outre, estimé que le renouvellement de la politique nationale en matière d'immigration est dicté par le souci de chercher des mécanismes et des formules pour défendre les droits et les intérêts des immigrés, en premier chef, les droits culturels qui représentent un créneau stratégique à même de leur permettre de s'intégrer dans les pays d'accueil et de définir leur relation avec la mère-patrie.

Il a, d'autre part, estimé que cette rencontre internationale, la première du genre, est une opportunité pour échanger les expériences en vue de trouver des formules appropriées permettant à la communauté marocaine résidant à l'étranger de participer à la vie politique et économique au service de ses intérêts et ceux aussi bien des pays d'accueil que d'origine.

La séance d'ouverture de cette manifestation a été distinguée par la lecture du message adressé par SM le Roi Mohammed VI aux participants, et dont lecture a été donnée par M. Mohamed Moatassim, Conseiller du Souverain.

MAPF 03/03/2009 15:40:00

M. El Yazami : Vers la création d'un réseau de conseils et d'institutions nationales concernés par les migrants

Le président du Conseil de la Communauté Marocaine à l'Etranger (CCME), M. Driss El Yazami, a indiqué que la première Conférence internationale des conseils et institutions nationales dédiés par différents Etats à leurs populations émigrées examinera les possibilités de la mise en réseau desdits conseils.

Dans une déclaration à la MAP, en marge de cette rencontre de deux jours, qui a ouvert ses travaux, mardi à Rabat, M. El Yazami a précisé que ce réseau permettra de tirer profit de l'expérience de ces structures à travers le monde et d'aider à rationaliser le débat sur l'immigration marocaine dans certains pays.

Il a souligné que les Conseils chargés des affaires des migrants tels les Conseils italien, espagnol ou portugais se composent de personnes ayant vécues l'expérience de la migration ce qui leur a permis d'aider à rationaliser le débat qui, la plupart du temps, s'articule autour de la diaspora marocaine établie en Europe.

Evoquant cette première conférence internationale, M. El Yazami a indiqué qu'en dépit de la différence des expériences qui seront présentées, les communautés émigrées de ces pays ont pour trait commun le désir d'intégration dans les pays d'accueil tout en s'attachant à maintenir des liens étroits avec la patrie d'origine.

Il a rappelé, par ailleurs, que le Dahir Royal fondateur du CCME a attribué au conseil, entre autres missions, l'élaboration d'un avis consultatif sur la composition future du Conseil et un deuxième avis sur les modalités de participation politique des émigrés marocains.

M. El Yazami a, en outre, indiqué que la première Conférence internationale des conseils et institutions nationales dédiés par différents Etats à leurs populations émigrées, qui se tient sous le Haut patronage de SM le Roi Mohammed VI, à l'initiative du CCME, est une occasion propice pour s'enquérir des expériences de pays africains, arabes, européens et latino-américains en matière de migration.

MAPF 03/03/2009 16:44:00

وكالة المغرب العربي للأنباء
Maghreb Arabe Presse

Le droit de vote des émigrés dans les pays d'origine: la quête des solutions

Concilier le souci d'accorder le droit de vote aux émigrés et certaines contraintes liées notamment au statut des binationaux, à l'effectivité de la participation à la vie politique dans le pays d'origine, a été l'idée maîtresse des débats animés mardi à Rabat dans le cadre de la Première conférence internationale des conseils et institutions nationales de l'émigration.

Le principe de la prudence vis-à-vis des pays d'accueil qui peuvent prendre prétexte de la participation politique des émigrés dans le pays d'origine pour remettre en cause leur droit à l'intégration, a été également cité parmi les difficultés nécessitant une solution avant la consécration de ce droit.

Toutes ces contraintes ont été prises en compte au départ par les nations ayant une pratique démocratique ancrée, ont tenu à souligner les intervenants, en faisant observer que la question de la participation des émigrés à la vie politique n'a été soulevée que récemment.

L'équité législative a été aussi évoquée dans le cadre de la réflexion sur le vote des émigrés. Comment un député émigré peut-il légiférer en matière fiscale, dans les domaines en rapport à l'éducation et à l'environnement dans le pays d'origine alors qu'il est établi dans le pays d'accueil ? Se sont là quelques interrogations émises par les participants pour afficher leur préférence à mûrir le débat sur le vote des émigrés avant de passer à l'acte.

Pour étayer leurs propos, ils ont cité dans ce cadre "le principe de la territorialité de la loi" et l'implication d'un "nombre croissant" d'émigrés dans le système politique des pays d'accueil.

D'autres intervenants ont fait un tour d'horizon de la question pour mettre en exergue la place qu'occupe cette question dans nombre de pays depuis quelques années. Citant l'exemple du Mexique, ce pays latino-américain après avoir accordé à ses ressortissants émigrés le droit de vote aux élections présidentielles, est en passe de l'étendre aux élections régionales.

Les quelques travaux comparatifs existant sur ce droit mettent en lumière que ce celui-ci existe sous différentes formes à travers le monde. Cinq modalités par lesquelles le droit de vote peut être exercé. Il s'agit du vote en personne à l'ambassade ou au consulat, dans des bureaux de vote spéciaux établis à l'étranger, par voie postale ou encore par courriel.

Si quelque 115 pays ont autorisé une certaine forme de vote depuis l'extérieur, ces Etats ont toutefois adopté une série de mesures administratives restreignant de facto son exercice, ont tenu à préciser les intervenants, en citant le cas des Etats Unis d'Amérique qui n'ont accordé ce droit qu'en 1975, en le conditionnant par une contribution fiscale, aux niveaux fédéral et local.

Pour rénover dans ce domaine et mener une réflexion scientifique basée sur des données réelles, il est nécessaire de s'éloigner des questions démagogiques, ont également souligné les participants, estimant qu'il n'y a pas de modèle qui peut être cloné.

La réflexion sur la représentation des migrants dans leur pays d'origine doit prendre en considération, en premier lieu, l'intérêt des émigrés, ont ils conclu.

MAPF 03/03/2009 19:09:00 (Par Mohamed Nassiri)

Débat sur la participation des émigrés à la vie politique intérieure dans les pays d'origine

Les expériences menées par plusieurs pays pour associer leur diaspora à la vie politique intérieure ont été présentées mardi à Rabat dans le cadre la première conférence internationale des conseils et institutions nationales de l'émigration.

Les pays concernés sont le Portugal, la Croatie, l'Espagne, la France et l'Italie, des pays ayant accumulé une grande expérience dans ce domaine.

Les intervenants ont été unanimes à souligner que "le clonage" d'une expérience nationale n'est pas possible puisqu'il est nécessaire de tenir compte des spécificités et des particularités propres à chaque pays.

Pour rénover en matière de représentation des migrants dans leur pays d'origine et afin de mener une réflexion scientifique basée sur des données réelles, il faut s'éloigner des " questions démagogiques", ont-ils indiqué.

Au niveau mondial, 115 Etats ont reconnu le droit de vote à leurs ressortissants établis à l'étranger. Ces pays ont, toutefois, adopté une série de mesures restreignant de facto l'exercice de ce droit, ont-ils notamment relevé.

Cette première conférence internationale de deux jours, organisée sous le Haut patronage de SM le Roi Mohammed VI, à l'initiative du Conseil de la Communauté Marocaine à l'Etranger (CCME), offre l'occasion pour un échange d'idées sur une problématique peu étudiée sur le plan scientifique.

L'engagement d'un débat sur la participation des émigrés à la vie politique dans les pays d'origine est dû aux mutations profondes du phénomène de l'émigration, à la montée en puissance des flux sud-sud, au changement du statut de nombre de pays qui ne sont plus seulement des pays émetteurs mais aussi des pays de transit, ainsi qu'aux mutations internes des communautés émigrées.

En plus de 16 délégations officielles, des chercheurs et des responsables de conseils de l'émigration et des directeurs des administrations centrales de l'Algérie, de la Belgique, du Bénin, de Côte d'Ivoire, de la Croatie, de l'Equateur, de l'Espagne, de la France, d'Italie, du Liban, de la Lituanie, du Mali, du Mexique, du Portugal, du Sénégal, de la Tunisie et du Maroc, participent à cette rencontre, qui a pour objectif l'examen des modalités de coopération, de partenariat et de suivi de la conférence dont notamment l'institution des rencontres périodiques de ce genre.

La cérémonie d'ouverture de cette rencontre a été marquée par un message adressé par SM le Roi aux participants, et dont lecture a été donnée par M. Mohamed Moatassim, Conseiller du Souverain.

MAPF 03/03/2009 18:43:00

وكالة المغرب العربي للأنباء
Maghreb Arabe Presse

La représentation politique des migrants, une des priorités de plusieurs pays d'origine

La représentation politique des migrants est une des priorités des politiques publiques de plusieurs pays d'origine, dans la mesure où elle permet la défense des droits politique, économique et social de cette frange, ont estimé les participants à la première conférence internationale des conseils et institutions nationales de l'émigration, tenue mardi à Rabat.

La représentation des migrants au niveau des instances élues de leur pays d'origine contribue au renforcement de l'esprit d'appartenance chez cette catégorie, à leur inclusion dans les projets de société de ces pays et à l'amélioration de leurs conditions de vie, ont-ils précisé lors d'une séance placée sous le thème "Les conseils de l'émigration et la participation politique : les expériences nationales".

Les divers intervenants, représentant l'Espagne, l'Algérie, le Mali, l'Equateur et le Liban, ont tenu à présenter les actions entreprises par leurs pays respectifs pour promouvoir la participation de leurs ressortissants à la chose publique, favoriser leur intégration au sein des sociétés d'accueil et promouvoir leur participation au développement de leur société d'origine.

Les expatriés sont considérés comme un "potentiel de ressources" à valoriser et une perpétuation de la culture du pays d'origine à l'étranger, ont relevé les participants, qui ont appelé les Etats à voir en les pays d'accueil des prolongements de leurs territoires, un "territoire virtuel", une "région supplémentaire" sur laquelle résident leurs nationaux.

Cette première conférence internationale de deux jours, organisée sous le Haut patronage de SM le Roi Mohammed VI, à l'initiative du Conseil de la Communauté Marocaine à l'Etranger (CCME), offre l'occasion pour un échange d'idées sur une problématique peu étudiée sur le plan scientifique.

L'engagement d'un débat sur la participation des émigrés à la vie politique dans les pays d'origine est dû aux mutations profondes du phénomène de l'émigration, à la montée en puissance des flux Sud-Sud, au changement du statut de nombre de pays qui ne sont plus seulement des pays émetteurs mais aussi des pays de transit, ainsi qu'aux mutations internes des communautés émigrées.

Cette rencontre connaît la participation de chercheurs, de responsables des conseils de l'émigration et d'administrations chargées de cette question d'Algérie, de Belgique, du Bénin, de Côte d'Ivoire, de Croatie, de l'Equateur, d'Espagne, de France, d'Italie, du Liban, de Lituanie, du Mali, du Mexique, du Portugal, du Sénégal, de Tunisie et du Maroc.

Cette première conférence est l'occasion d'examiner trois thèmes au cœur de la mission du CCME à savoir la participation politique, les organes consultatifs et les politiques publiques mises par les divers Etats en direction de leurs communautés expatriées.

La cérémonie d'ouverture de cette rencontre a été marquée par un message adressé par SM le Roi aux participants, et dont lecture a été donnée par M. Mohamed Moatassim, Conseiller du Souverain.

MAPF 03/03/2009 20:58:00

La Conférence de Rabat décide la création d'un comité de liaison sur le phénomène migratoire

Rabat, 04 mars -(MAP)- La Conférence de Rabat sur les conseils et institutions de l'émigration, tenue les 3 et 4 mars à Rabat, a décidé de créer un comité de liaison provisoire chargé de donner suite à ses travaux, d'organiser les échanges entre les conseils des pays participants et d'élargir le rayon d'action, afin de poursuivre l'amorce de réflexion collective sur le phénomène migratoire, lit-on dans la Déclaration finale sanctionnant les travaux de la conférence.

Le Secrétariat de ce Comité, chargé de préparer les prochaines initiatives entre les conseils et institutions de l'émigration, est confié au Conseil de la Communauté Marocaine à l'Etranger (CCME). Outre le CCME, le Comité est également composé du Conseil général de la communauté espagnole de l'extérieur, du Haut conseil des Maliens de l'extérieur et du ministère pour les Equatoriens et Equatoriennes migrants.

Les phénomènes migratoires se globalisent et génèrent des problématiques au niveau mondial, interpellant de plus en plus d'Etats qui deviennent, à la fois, émetteurs, récepteurs et lieux de transit plus ou moins durable des migrants, souligne le document, relevant que l'intégration des migrants dans les pays d'accueil et la préservation de leur identité et de leurs liens avec leur pays d'origine engendre quelques malentendus voire quelques tensions, appelant des solutions négociées, dans le respect du droit international.

La Conférence de Rabat a de même fait remarquer que "les phénomènes migratoires constituent un puissant levier de compréhension mutuelle, de respect réciproque et d'échange culturel enrichissant entre les peuples", notant que la réflexion collective au plan international sur les problématiques générées par ce phénomène contribuera à la mise en place des politiques concertées et pertinentes dans l'intérêt des pays concernés par le phénomène migratoire.

C'est à ce titre que la conférence de Rabat a permis de prendre la mesure de la diversité, du caractère évolutif des politiques publiques, des modalités de participation politique et de la nature des conseils des communautés émigrées, en fonction des traditions nationales propres à chaque Etat.

Elle a également permis de mesurer des contraintes et dynamiques historiques à l'œuvre, particulièrement l'intensité et la pérennité des liens culturels entre populations émigrées et pays d'origine.

La déclaration finale fait aussi savoir que la diversité institutionnelle et politique offre une riche source de réflexion, de recherche scientifique comparée et d'inspiration pour les acteurs des communautés émigrées et des pouvoirs publics, précisant que de nombreuses pratiques et pistes de réflexion adaptables au contexte de chaque Etat ont été mises en lumière.

La Première conférence internationale des conseils et institutions de l'émigration, organisée sous le Haut patronage de SM le Roi Mohammed VI, a offert l'opportunité d'examiner les problématiques générales des migrations ainsi que les expériences concrètes des pays participants en matière de politique publique envers les émigrés. Plusieurs interventions ont traité des modalités de participation politique au sein des pays d'origine et des institutions

consultatives des populations émigrées.

Initiée par le Conseil de la Communauté Marocaine à l'Etranger, la Conférence a vu la participation de responsables de conseils de l'émigration et de directeurs des administrations centrales de plusieurs pays d'Europe, d'Afrique, d'Amérique et du monde arabe.

La cérémonie d'ouverture de cette rencontre internationale a été marquée par un message adressé par SM le Roi aux participants et dont lecture a été donnée par M. Mohamed Moatassim, Conseiller du Souverain.

L'intégration des migrants, un atout pour le développement de leurs pays d'origine

Rabat, 4 mars (MAP)- L'intégration des migrants dans les pays d'accueil favorise leur transformation en leviers de développement dans leurs pays d'origine, ont souligné, mercredi à Rabat, des responsables chargés des affaires de la diaspora dans différents pays.

Intervenant lors de la 4-ème séance de la première conférence internationale des conseils et institutions de l'émigration, portant sur les politiques des différents Etats envers leurs communautés émigrées, les orateurs ont estimé que l'action dans ce domaine doit prendre en considération le souci de protéger les droits des migrants dans leurs pays d'accueil, dans le respect de leur identité culturelle, tout en les encourageant à devenir un levier de développement dans leurs pays d'origine.

"Il faut agir de manière à maximiser les effets positifs de la migration et faire en sorte que le migrant devient un levier de développement", a souligné Mme Siga Sarr Diouf, directrice des affaires sociales des Sénégalais de l'Extérieur, qui présentait l'expérience de son pays en la matière.

La migration et le développement sont interdépendants dans un contexte de plus en plus mondialisé, a-t-elle dit, soulignant l'importance de tirer profit des opportunités qu'offre la migration pour les pays d'origine (transfert de fonds et de savoir-faire, promotion de l'investissement, contribution à la réalisation de projets socio-communautaires, etc).

Le directeur du Département des Ivoiriens de l'Etranger, Djabia Joachim Anvire, s'est attardé, pour sa part, sur les problèmes rencontrés par les émigrés africains dans les pays d'accueil, notamment en termes d'intégration et de régularisation, ce qui rend difficile leur stabilité sur les plans social et professionnel.

Evoquant le problème de la migration clandestine, M. Anvire a plaidé pour une stratégie globale qui dépasse le seul volet sécuritaire préconisé actuellement dans les stratégies migratoires des pays européens.

De son côté, Jean Benoit Alokpon, directeur exécutif de l'Agence des Béninois de l'Extérieur, a mis en exergue à cette occasion l'apport des émigrés béninois à la lutte contre la pauvreté dans son pays et la promotion des secteurs sociaux, en particulier la santé, l'enseignement et le sport, à travers l'appui de la société civile et des projets de développement.

Présentant l'expérience tunisienne en matière d'encadrement de la communauté tunisienne à l'étranger, le directeur général de l'Office des Tunisiens de l'étranger, Frej Souissi, a indiqué que son pays accorde une grande attention à la promotion des conditions des émigrés tunisiens dans leurs pays de résidence.

L'action du gouvernement dans ce cadre, a-t-il dit, vise à favoriser leur intégration dans ces pays tout en développement chez eux le sentiment d'appartenance au pays d'origine et les incitant à

accompagner le processus de développement local.

L'expérience marocaine dans ce domaine a été présentée, mardi à l'ouverture de cette rencontre, par le ministre délégué chargé de la communauté marocaine résidant à l'étranger, M. Mohamed Ameur, qui a souligné que le gouvernement a mis en place les premiers jalons d'une politique publique ambitieuse visant l'amélioration de la gestion des affaires des Marocains d'ailleurs.

Placée sous le Haut patronage de SM le Roi Mohammed VI, la première conférence internationale des conseils et institutions de l'émigration est organisée à l'initiative du Conseil de la Communauté Marocaine à l'Etranger (CCME).

Elle est marquée par la participation de responsables de conseils de l'émigration et de directeurs des administrations centrales de plusieurs pays d'Europe, d'Afrique, d'Amérique et du monde arabe.
MAPF 04/03/2009 14:34:00

Étranger

La séance d'ouverture a été présidée par Mohamed Mouatassim (à droite), Conseiller de Sa Majesté le Roi Mohammed VI. A sa droite, le président du Ccme, Driss El yazami

Photo : Ernest Aka Simon

La séance d'ouverture a été présidée par Mohamed Mouatassim (à droite), Conseiller de Sa Majesté le Roi Mohammed VI. A sa droite, le président du Ccme, Driss El Yazami.

Maroc : Réflexion collective et prospection sur les émigrés

Dernière mise à jour : 03 Mar 2009 - 23:29 GMT

Sous l'égide du Conseil de la Communauté marocaine à l'étranger (Ccme), quinze pays réfléchissent, depuis hier, à Rabat, sur l'émigration dans différents pays du monde. Un phénomène mondial évoluant à un rythme accéléré et revêtant un caractère pluridimensionnel et multidirectionnel, selon Mohamed Mouatassim, Conseiller de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, président de la cérémonie d'ouverture.

A Rabat, la réflexion collective menée par les participants à la conférence, permettra, aux termes des travaux, de réaliser une évaluation des diverses expériences menées en matière d'émigration. Vingt quatre interventions dont celle de la Côte d'Ivoire sont livrées pour poser des problèmes analogues aux émigrés sous divers horizons.

En effet, les Ivoiriens de l'étranger, à l'instar des immigrés mondiaux, sont confrontés à certaines difficultés. Aussi, SEM. Djabia Joachim Anviré, directeur du département des Ivoiriens de l'étranger, fera-t-il aujourd'hui, une communication sur les «Difficultés de la gestion de la diaspora» ivoirienne, au cours de la quatrième séance. Qui traitera de la question des «Politiques publiques des différents Etats envers leurs communautés émigrées». Ces politiques doivent être d'ailleurs menées dans un contexte de «globalisation» civilisationnelle à laquelle toutes les cultures humaines apportent leur contribution. A en croire Mohamed Mouatassim, la mondialisation devrait contribuer à la dissémination des valeurs d'entente, de paix, de tolérance, de coexistence et de solidarité entre les différentes communautés humaines.Dans ce cadre, de plus en plus d'Etats mettent en place, aujourd'hui, des politiques de l'émigration à travers des Conseils consultatifs, dse ministères, des agences en vue de maintenir et de revivifier les liens avec leurs communautés expatriées, de contribuer à la défense de leurs droits. Conformément au droit international des Droits de l'homme.Le cas de l'Equateur a été présenté par Mme Lorena Escudero, ministre pour les Equatoriens et Equatoriennes migrants. Elle estime que tout migrant est une personne humaine qui a des droits. Vu la contribution de l'émigrant équatorien dans l'économie de son pays, la ministre Lorena Escudero a plaidé pour une liberté de son mouvement dans son pays d'accueil. «Nous sommes là pour aider, a-t-elle dit, nos ressortissants et leur donner des conditions dignes à leur retour au pays, s'ils le souhaitent». Les échanges entre les communautés, pense-t-elle, doivent aider à mieux apprécier les flux migratoires. Pour les matérialiser, Lorena Escudero a remis symboliquement un passeport équatorien au président du Conseil de la communauté marocaine à l'étranger, Driss El Yazami. Qui estime, du reste, qu'engagées dans des processus inéluctables d'enracinement dans les pays de résidence, «les communautés émigrées aspirent en même temps à participer d'une manière

ou d’une autre à la vie politique, économique et culturelle du pays d’origine». La première rencontre internationale des Conseils de l’émigration ferme ses portes aujourd’hui.

Ernest Aka Simon

Envoyé spécial à Rabat

Se faire l’écho des préoccupations

Les Conseils et institutions qui planchent à Rabat sur les conditions des émigrés sont composés d’hommes et de femmes qui ont vécu, souvent dans des conditions difficiles, l’expérience migratoire, faite parfois de solitude, d’éloignement et de nostalgie de leur pays d’origine.

Après le dur apprentissage de l’intégration dans une société différente, l’on pense que ces Conseils et institutions sont mieux placés pour se faire l’écho des préoccupations et doléances, notamment la défense de leurs droits dans leurs pays de résidence.
E. Aka S.

Étranger

La délégation ivoirienne lors de la conférence. Au premier plan, le sous-directeur de la Protection des personnes et des Biens, Kra René ; à gauche, le directeur du Die, Anviré Djabia Joachim.]

Photo : Ernest Aka Simon

La délégation ivoirienne lors de la conférence. Au premier plan, le sous-directeur de la Protection des personnes et des Biens, Kra René ; à gauche, le directeur du Die, Anviré Djabia Joachim.

Maroc/Anviré Djabia Joachim : “Nous estimons que les charters ne sont pas la solution”

Dernière mise à jour : 05 Mar 2009 - 22:43 GMT

Nous estimons que les charters, les arrestations et les refoulements ne sont pas la solution». Le directeur du département des Ivoiriens de l’étranger (Die) n’y est pas allé avec le dos de la cuillère pour dénoncer, hier à Rabat, à la première conférence internationale des conseils et institutions de l’émigration, les drames multiples dont sont souvent victimes les candidats à l’émigration dans certains pays du Nord.

«Aujourd’hui, a-t-il fait remarquer, ce sont des milliers d’Africains au Sud du Sahara, dits migrants illégaux ou sans- papiers qui sont refoulés ou tout simplement arrêtés et jetés en prison».

Pour le directeur du Die, des voies existent pour trouver une alternative à ces pratiques qui constituent, selon lui, «une atteinte aux droits fondamentaux de l'homme et à la dignité humaine».

En termes de solutions, il propose des négociations entre des institutions chargées des émigrés et des pays d'accueil de ces émigrés. Une stratégie de développement global avec les pays africains d'où partent à l'aventure les émigrés pourrait ainsi être envisagée. Car, pense SEM. Anviré Djabia Joachim, les aides proposées dans le cadre du retour volontaire, de ceux partis à la recherche d'un bien-être meilleur outre Atlantique, sont insignifiantes. Elles ne peuvent donc pas permettre d'entreprendre une véritable réinsertion sociale de ceux qui retournent dans leur pays d'origine.

Cette approche stratégique est, selon le directeur du Die, «une vision globale du développement basée sur des relations durables». A l'image de celle proposée par l'Union européenne aux pays européens moins développés avant leur intégration à l'Union.

Le directeur Anviré Joachim souligne, par ailleurs, qu'en Afrique, l'approche pourrait s'appuyer sur des pôles de développement de pays comme la Côte d'Ivoire. Qui, jusqu'à une date récente, absorbait une grande partie des flux migratoires de l'Afrique subsaharienne vers l'Europe.

Du reste, la Côte d'Ivoire a si bien compris les intérêts de sa diaspora, à l'avènement du premier gouvernement de la deuxième République, en octobre 2000, qu'elle a pris en compte la problématique de l'immigration des Ivoiriens, à travers le Die. En vue d'intégrer dans les programmes du gouvernement les préoccupations de ses émigrés.

Ceux du Mali regroupés au sein du Haut conseil des Maliens de l'extérieur (Hcme) ont un apport notable dans le développement de l'économie nationale de leur pays. A en croire Soulale Amadou, conseiller du président élu du Hcme, Habib Sylla, cet apport couvre, entre autres, les réalisations d'infrastructures de base et le flux financier.

En effet, selon les statistiques du ministère des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration africaine, les seuls Maliens de l'extérieur de la région de Kayes ont un apport annuel de 160 milliards de Fcfa.

La première conférence internationale des Conseils et Institutions de l'émigration a clos ses travaux hier.

Ernest Aka Simon

Envoyé spécial à Rabat (Maroc)

Contribution

Quelque 500 milliards de Fcfa en 2007. Selon Mme Siga Sarr Diouf, directrice des Affaires sociales des Sénégalais de l'Extérieur, intervenant à la conférence de Rabat, ce montant rendu public par la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (Bceao) représente la contribution officielle des Sénégalais de l'étranger à l'économie de leur pays. Sans compter les transferts non officiels qui atteignent des sommes considérables.

Ainsi, les émigrés sénégalais sont perçus chez eux comme des pourvoyeurs de fonds. Plaçant ainsi le Sénégal, au 4e rang des Etats situés au sud du Sahara qui reçoivent le plus d'argent de leur diaspora, derrière le Nigeria, le Lesotho et le Soudan.

E. A. S

Immigration / Emigration

Première conférence internationale des conseils et institutions de l'émigration : Rabat pose les jalons d'une politique migratoire plus efficace

L'Indépendant, 05/03/2009

L'Indépendant

Sous le parrainage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI et à l'initiative du Conseil de la Communauté Marocaine à l'Etranger (CCME) se sont déroulés, les 3 et 4 mars à l'hôtel La Tour Hassan de Rabat, les travaux de la première conférence internationale des Conseils et institutions en charge de l'émigration. Cette conférence a réuni les délégations d'une quinzaine de pays dont le Mali ainsi que d'éminents chercheurs

Les travaux de cette première conférence internationale ont été marqués par un important message que Sa Majesté le Roi Mohamed VI adressé, depuis son palais royal de Fès, aux participants. Compte tenu de la sagesse et de la pertinence de ce message qui a été lu par un Conseiller du Roi, nous vous le proposons intégralement ci-contre.

Quant au président du Conseil de la Communauté Marocaine à l'Etranger, Driss El Yazami, après avoir souhaité la bienvenue aux participants, il a relevé que cette conférence, la première de ce genre, grâce aux communications et aux échanges auxquels elle donnera lieu, sera une occasion unique de débat sur une problématique finalement peu étudiée sur le plan scientifique. Ainsi, a-t-il poursuivi, ce n'est qu'au mois de septembre 2008 que s'est tenue la première rencontre des Européens établis hors de leurs pays d'origine, événement auquel le Conseil de la Communauté Marocaine à l'Etranger a eu le privilège d'assister en qualité d'observateur

"Pourtant, de plus en plus d'Etats mettent en place ce que l'on pourrait appeler des politiques de l'émigration, en essayant par la création de Conseils consultatifs, de ministères, d'agences, de maintenir et de revivifier les liens avec leurs communautés expatriées, de contribuer à la défense de leurs droits conformément au droit international des droits de l'homme, notamment la Convention pour la protection des droits des migrants et de leurs familles et, enfin, d'amplifier d'une manière ou d'une autre leur participation à la vie politique, économique et culturelle de leur pays" a souligné le président du Conseil de la Communauté Marocaine à l'Etranger

Pour quelques pays, notamment les grands pays de l'émigration, il s'agit de politiques établies depuis longtemps comme le démontrent les expériences espagnole, italienne ou portugaise. Il en est de même pour un pays comme la France où plusieurs institutions se sont succédé depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Mais, pour la plupart des pays, les populations nationales vivant à l'étranger ne faisaient pas l'objet d'une attention particulière. Ce n'est désormais plus le cas comme le rappelle le chercheur français Stéphane Dufoix : "à partir des années 1960-1970, ces pratiques d'indifférence ou d'abstention à l'égard des expatriés se muèrent progressivement en politique d'attention".

Ces politiques actives en direction des communautés expatriées, de poursuivre Driss El Yazami, sont probablement la conséquence et le reflet des mutations profondes du phénomène de l'immigration avec, en particulier, la progression significative du nombre de migrants, la mondialisation des flux avec

une diversification des trajectoires et des destinations, la montée en puissance des flux Sud-Sud et le changement du statut de nombre de pays qui ne sont plus seulement des pays émetteurs, mais qui sont aussi et de plus en plus, même si c'est à des degrés variables, des pays de transit et d'installation . Ces nouvelles politiques reflètent aussi les mutations internes des communautés émigrées. Engagées dans des processus inéluctables d'enracinement dans les pays de résidence, celles-ci aspirent en même temps à participer, d'une manière ou d'une autre, à la vie politique, économique et culturelle du pays d'origine. "Au fond, la revendication est celle d'une citoyenneté élargie, renouvelée et qui pourrait s'exercer de manières et à des niveaux différents dans plusieurs espaces politiques. En s'impliquant, par leurs remises d'épargne, dans le combat contre la pauvreté, en s'investissant à travers des ONG dans le développement solidaire avec leurs communautés d'origine, en travaillant au transfert des avoirs et des compétences, tout en agissant sur le plan civique dans leurs pays de résidence, les migrants et leurs descendants manifestent un dynamisme civique certain qui peut être une source d'enrichissement pour les deux sociétés" a souligné l'orateur.

En effet, si dans certains pays les communautés émigrées peuvent constituer un facteur de polémique et de tensions, elles sont aussi un élément essentiel de rapprochement entre les peuples et les gouvernements et l'approfondissement de la notion même de citoyenneté. C'est dans ce cadre qu'il faut considérer la multiplication des Conseils de l'émigration et des institutions dédiées aux populations nationales vivant à l'étranger.

En plus du Maroc, le pays hôte, l'Algérie, la Belgique, le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Croatie, l'Equateur, l'Espagne, la France l'Italie, le Liban, la Lituanie, le Mexique, le Portugal, le Sénégal, la Tunisie sont les pays qui ont participé à cette première conférence internationale. L'Equateur y était représenté par son ministre en charge des questions de migration, Mme Lorena Escudero. La délégation malienne était, elle, conduite par Amadou Soulalé, Conseiller Spécial du président du Haut Conseil des Maliens de l'Extérieur, par ailleurs, Conseiller Technique au ministère chargé des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine.

Les deux jours d'intenses travaux ont été meublés par une kyrielle de communications qui s'articulaient autour du thème "participation politique, organes consultatifs et politiques publiques". Elles seront suivies de débats très enrichissants. Nous y reviendrons dans nos prochaines éditions. **Yaya SIDIBE**

Le Message de Sa Majesté le Roi Mohammed VI aux participants

Louange à Dieu :

Prière et salut sur le Prophète, Sa famille et Ses compagnons

Mesdames, Messieurs,

Cest un rnotif de joie et de fierté que le Maroc accueille la première Rencontre internationa!e des Conseils, institutions et élus de l'émigration des différents pays du monde. Il nous est agréable, à cette occasion, de souhaiter la bienvenue aux éminentes personnalités qui ont tenu à participer à cette importante rencontre. Nous saluons leur rôle positif et leur concours efficient dans l'encadrement et la gestion des affaires des communautés nationales émigrées.

Dans cette ambiance ernpreinte de confiance conjuguée à la ferme volonté de construire un avenir meilleur. Nous tenons à rendre hornrnage au Conseil de la Communauté marocaine à l'étranger, qui a pris l'initiative d'organiser cette rencontre, la première du genre et d'en faire un moment privilégié de réflexion collective et de prospective. Il se livrera à cet exercice à partir d'une évaluation des diverses menées en la matière, et dont les interactions et les brassages sont de nature à conforter les intérêts de tous les immigrés, d'où qu'ils viennent et sans discrimination ni exclusive.

Mesdames, Messieurs,

Ainsi que vous le savez, les migrations sont désormais un phénomène mondial évoluant à un rythme accéléré et revêtant un caractère pluridimensionnel et multidirectionnel.

En effet, les problèmes que connaissent les immigrés sont devenus plus ou moins similaires, tant pour ce qui est de faciliter leur intégration dans les pays d'accueuil que lorsqu'il s'agit de leur garantir lesconditions nécessaires pour pouvoir vivre dignement et apporter une contribution efficace au développement et au progrès de ces pays. Les problèmes sont également analogues lorsqu'il s'agit de consolider les liens culturels et les attaches sociales et de préserver et protéger l'identité de la mére-patrie. Il en est de même que lorsqu'on se propose de réaliser la concorde, l'équilibre et la complémentarité entre les divers affluents qui irriguent les différentes identités des immigrés, d'où qu'iis viennent et ou qu'ils se trouvent. Par ailleurs, le monde aujourd'hui vit effectivement une "globalisation" civilisationnelle; à laquelle toutes les cultures humaines apportent leur contribution. Se nourrissant de la dialectique d'une interaction mutuellement enrichissante, la mondialisation à vocation à être au service du progrès de l'humanité entière. Elle devrait contribuer à la dissémination des valeurs d'entente, de paix, de tolérance, de coexistence et de solidarité entre les différentes communautés humaines. Ce sont ces idéaux qui confèrent leur dimension civilisationnelle positive aux migrations actuelles et qui alimentent les enjeux à venir pour les migrants, partout où ils se trouvent.

Pour autant, cette dimension positive, dans ses divers paliers, ne devrait pas nous faire perdre de vue les mutations profondes qui sont sous- jacentes à l'émigration, et qui tendent à ébranler les valeurs spirituelles et culturelles portées par tous les migrants du Sud vers le Nord ou de l'Est vers l'Ouest. Aussi, en procédant à un examen approfondi des diverses problématiques politiques, juridiques, économiqués, socialés, cultureiies et spirituel!es, outre celles concernant les droits de l'homme, qui pourraient se poser pour les immigrés sous différentes latitudes, l'on est interpellé par cette question pressante qui retient l'attention conjointe de toutes les instances et les institutions concernées par les questions de l'érnigration, à travers le monde.

Par conséquent, une approche col!ective et un traitement concerté de ces questions sont de nature, au regard des suggestions et propositions qui en découleront, à contribuer à la recherche de solutions appropriées, qui se mueront à terme en une démarche universelle. Unifiee et plurielle à la fois, cette démarche sera observée dans le respect de toutes les spécificités et les constantes nationales et locales. Elle requiert, parallèlement, la préservation des diverses identités, dans le cadre des valeurs et des principes universels. Nous sommes persuadés que cette première rencontre internationale constituera un jalon fondateur d'une nouvelle tradition de large concertation et d'échanges d'expériences. Elle marquera, nous en sommes convaincu, le point de départ pour la mise en place d'un espace structuré, pérenne et crédible. Les idées et les suggestions que vous formulerez, ainsi que les méthodes d'action que vous adopterez, aussi bien celles portant sur le vécu présent, que celles orientées vers la construction d'un avenir prometteur, auront assurément des retombées bénéfiques pour tous les hommes, femmes et enfants. Ils n'en seront que plus heureux, la où ils se trouvent et donc aptes à favoriser la cohésion et l'harmonie entre les sociétés humaines, tout en participant à la protection des droits de l'homme et à la dissémination des valeurs de paix et de concorde entre les civilisations, les religions et les cultures.

«Le Saint Coran dit : «Oh vous les hommes ! Nous vous avons constitués en peuples et en tribus pour que vous vous connaissiez entre vous». Véridique est la parole de Dieu Tout-Puissant. Que Dieu vous accorde le succès.

Wassalarnou alaîkoum wa Rahmatoullahi wa Barakatouh

Mohammed VI Roi du Maroc

Fait au Palais Roval de Fès, le 03 mars 2009

MAROC / MRE

Première conférence internationale des conseils et institutions de l'émigration

Placée sous le Haut patronage de S.M. le Roi Mohammed VI, cette rencontre constitue l'amorce du vaste débat public et participatif que le CCME entend ouvrir tant au Maroc qu'au sein des communautés marocaines à l'étranger, indique vendredi un communiqué du CCME.

La conférence traitera trois thèmes au cœur de la mission du CCME à savoir, la participation politique, les organes consultatifs et les politiques publiques mises par les divers Etats en direction de leurs communautés expatriées.

Les participants devront en outre discuter des modalités de coopération, de partenariat et de suivi de la conférence dont notamment l'institution des rencontres périodiques de ce genre.

Seize délégations officielles sont attendues à cette conférence ainsi que des chercheurs et responsables de conseils de l'émigration et des directeurs des administrations centrales de l'Algérie, de la Belgique, du Bénin, de Côte d'Ivoire, de la Croatie, de l'Equateur, de l'Espagne, de la France, d'Italie, du Liban, de la Lituanie, du Mali, du Mexique, du Portugal, du Sénégal, de la Tunisie et du Maroc L'intérêt porté à l'initiative marocaine par les pays participants est à la mesure de celui qu'ils portent à leurs populations émigrées respectives, souligne la même source.

Les échanges et les éclairages comparatifs programmés promettent d'être d'autant plus intéressants que les législations et les politiques publiques des Etats d'origine envers leurs populations émigrées sont très variées et évolutives. En effet, ajoute le communiqué, il n'existe ni modèle unique, ni formule prédominante, notamment en ce qui concerne les conditions et les modalités de participation politique des émigrés à la vie démocratique des pays d'origine où une telle participation est prévue.

Driss El Yazami, président en exercice du CCME

De même, les organes officiels à vocation consultative dédiés aux émigrés s'avèrent, là où il en existe, fortement différenciés du point de vue de leurs attributions et de leurs modes de composition. Enfin, les politiques gouvernementales envers les populations émigrées varient fortement en ce qui concerne leurs priorités et leurs modes d'organisation et d'action administrative.

Le communiqué a rappelé, par ailleurs, que le Dahir Royal portant création du CCME a attribué conseil, entre autres missions, l'élaboration d'un avis consultatif sur la composition future du Conseil et un deuxième avis sur les modalités de participation politique des émigrés marocains.

(Source: MAP)

Rappelons que S.M. Le Roi Mohammed VI a adressé une lettre à la conférence dont voici un extrait:

«Nous sommes persuadé que cette première rencontre internationale constituera un jalon fondateur d'une nouvelle tradition de large concertation et d'échanges d'expériences. Elle marquera, Nous en sommes convaincu, le point de départ pour la mise en place d'un espace structuré, solide, pérenne et crédible.

Les idées et les suggestions que vous formulerez, ainsi que les méthodes d'action que vous adopterez, aussi bien celles portant sur le vécu présent, que celles orientées vers la construction d'un avenir prometteur, auront assurément des retombées bénéfiques pour tous les émigrés, hommes, femmes et enfants. Ils n'en seront que plus heureux, là où ils se trouvent et donc aptes à favoriser la cohésion et l'harmonie entre les sociétés humaines, tout en participant à la protection des droits de l'homme et à la dissémination des valeurs de paix et de concorde entre les civilisations, les religions et les cultures.

Le Saint Coran dit : " *Oh vous, les hommes ! Nous vous avons constitués en peuples et en tribus pour que vous vous connaissiez entre vous* ". Véridique est la parole de Dieu Tout - Puissant.»

L'ONMT LANCE LES MERCREDIS DU MAROC

Dans le cadre de ses activités promotionnelles pour l'année 2009, l'Office National Marocain du Tourisme a convié, le 25 Février dernier, une trentaine de Tours Opérateurs, transporteurs aériens et journalistes pour un 5 à 7.

Au cours de cette soirée, qui s'est déroulé autour d'un buffet aux saveurs marocaines, M. Ragala Abdelghani, Directeur de l'ONMT pour le Canada, a remercié les invités pour leur présence et pour le travail qu'ils effectuent pour la destination.

Il a lancé par la même occasion l'idée de réunir les agents de voyage de chaque Tour opérateur (TO) qui le souhaite, pour une formations sur la destination MAROC au sein des locaux de l'ONMT.

Il a aussi émis l'idée pour la création d'un club de TO programmant le Maroc (Moroccan Operator Club), qui se réunira 2 fois par an avec des thèmes différents, et ce pour les informer des dernières nouveautés de la destination du pays.

Source: ONMT (Montréal)

A. Ragala avec ses invités

LEILA GOUCHI LANCE SON PREMIER ALBUM

La chanteuse (et oh combien talentuseuse !) Leila Gouchi vient de lancer, le 28 février dernier, à Montréal, son premier album, lors d'une soirée haute en couleur à laquelle ont participé à ses côtés plusieurs artistes de la métropole.

Selon les organisateurs, la salle était pleine de ceux et celles qui savent apprécier l'art de cette étoile montante de la chanson arabe à sa juste valeur.

Parmi les artistes qui sont venus rendre hommage à la vedette, en partageant avec elle la scène, lors de cette soirée marquante, citons l'orchestre mustapha Boulal, Louz de tagada, Bouchaib et le chanteur chadi Nagaf .

Plusieurs associations ainsi que des institutions marocaines sises à Montréal, étaient également représentées.

Signalons à cet effet, la présence de Mme Otmani, consule générale du Maroc à Montréal, des conseillers culturels de l'ambassade du Maroc à Ottawa et du directeur de la Royal Maroc à Montréal, M. Mohammed Maali.

Au terme de cette fête, Production sabbar a offert un trophée à Mme Malika kaoukabi pour son implication dans la communauté.

Rappelons que Mme Kaoukabi vient tout récemment d'être décorée par SM Mohammed Vi (Voir page 14)

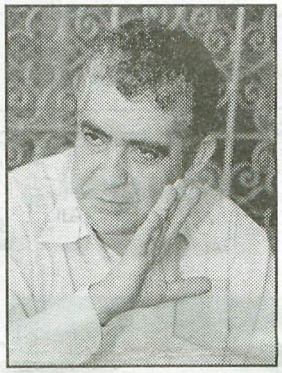
Leila (3ième à partir de la droite) aux côtés de Mme Kaoukabi

الشروق

13/6 مارس 2009

المؤتمر الدولي الأول لمجالس بالمهاجرين

رسالة ملكية لتدارس ملفات مؤرقة



نظم مجلس الجالية المغربية بالخارج الثلاثاء الماضي بالرباط، المؤتمر الدولي الأول للمجالس والمؤسسات الوطنية المعنية بشؤون المهاجرين، حيث تمت مناقشة ثلاثة مواضيع، وهي المشاركة السياسية والهيئات الاستشارية والسياسات العمومية التي وضعت من طرف مختلف الدول لفائدة جالياتها. كما يناقش المشاركون سبل التعاون والشراكة ومتابعة المؤتمر من خلال تنظيم لقاءات دورية من هذا النوع.

وتميزت أشغال اللقاء بالرسالة التي وجهها الملك محمد السادس إلى المشاركين والتي تلاها المستشار محمد معتصم، حيث أشارت على الخصوص إلى أن "التدارس الجاد لمختلف الإشكالات السياسية والقانونية والحقوقية والاقتصادية والاجتماعية والثقافية والروحية، التي قد تعترض المهاجرين في مختلف النظم والبيئات، التي يعيشون فيها، يطرح قضية ملحة واهتماما مشتركا بين جميع المؤسسات والهيئات التي تعنى بشؤون الهجرة في كل مناطق العالم".

6 مارس 2009

الأحداث المغربية

المغرب يتولى سكرتارية اللجنة الدولية لتنسيق سياسات الهجرة

قررت الندوة الدولية الأولى لمجالس ومؤسسات الهجرة، التي انعقدت يومي 3 و 4 مارس الجاري بالرباط، إحداث لجنة مؤقتة للتنسيق والربط، مكلفة بمتابعة أشغال الندوة وتنظيم التبادل بين مجالس البلدان المشاركة، وتوسيع إشعاع العمل، وإشراك مؤسسات مماثلة بالدول المهتمة الأخرى.

وحسب التصريح النهائي للندوة الدولية، فإن مجلس الجالية المغربية بالخارج سيتكلف بمهمة سكرتارية اللجنة، التي أوكل إليها التحضير للمبادرات المستقبلية التي ستجمع المجالس والمؤسسات الخاصة بالهجرة.وبالإضافة إلى مجلس الجالية المغربية بالخارج، فإن هذه اللجنة تتكون من المجلس العام للجالية الإسبانية بالخارج والمجلس الأعلى للجالية المالية بالخارج ووزارة الإكوادوريين بالخارج.

وجاء في التصريح النهائي أن ظواهر الهجرة بدأت تأخذ طابع الشمولية، وتتمخض عن إشكاليات على المستوى العالمي؛ "إشكاليات صارت تسائل أكثر فأكثر الدول التي أصبحت في ذات الآن مصدرة ومستقبلة للهجرة ومناطق العبور لها"، مشيرا إلى أن مسألة اندماج المهاجرين في بلدان الاستقبال والحفاظ على هويتهم وعلى الروابط التي تربطهم مع بلدانهم الأصلية تستدعي إيجاد حلول متفاوض عليها، في إطار احترام القانون الدولي.

وسجلت ندوة الرباط أن "حركات الهجرة تشكل رافعة قوية للتفاهم والاحترام المتبادلين وللتبادلات بين الشعوب"، مشيرة إلى أن التفكير الجماعي على المستوى الدولي في الإشكاليات المتولدة عن هذه الظواهر يمكنه أن يساهم في إقامة سياسات ملائمة متفق عليها تخدم مصالح الدول المعنية بظاهرة الهجرة.

وسمحت ندوة الرباط، حسب التصريح النهائي، بالوقوف عند تنوع السياسات العمومية في هذا المجال وطابعها التطوري، وكذا اشكال المشاركة السياسية وطبيعة مجالس الجاليات المهاجرة.

عبدالكريم بلكندوز الباحث في قضايا الهجرة لـ «العلم»:

● قال عبدالكريم بلكندوز الباحث في قضايا الهجرة إن الموقف الأخير الذي عبر عنه حزب الاستقلال في مؤتمره الخامس عشر بخصوص قضايا الجالية يستحق الاهتمام وأضاف أن حزب الاستقلال يؤكد أن إنشاء المجلس فكرة ايجابية في حد ذاتها، لكن تأسيسه لاينفي تمثيل الجالية في البرلمان المغربي، ووصف بلكندوز هذا الموقف بالايجابي بكل المقاييس.

وعن اللقاء المزمع تنظيمه في 3/4 مارس المقبل، أصر على أن يكون لقاء مفتوحا على الأحزاب والصحافة والنقابات وأن ينفتح على آراء الباحثين وألا تقتصر دعوتهم لحضور الجلسة الافتتاحية ذات الطابع البروتوكولي. تفاصيل أخرى نجدها في نص الحوار.

اجرى الحوار: عزيز أجهبلي

● لماذا كل هذا الاهتمام بقضايا الهجرة والمهاجرين؟

■ اهتمامي بقضايا الهجرة وخصوصا قضايا الجالية المغربية المقيمة بالخارج يرجع إلى زمن بعيد، يصل تقريبا إلى أربعين سنة مضت، وذلك منذ كنت طالبا بفرنسا، آنذاك اكتشفت خصائص الهجرة وبدأ اهتمامي بها لأسباب كثيرة :

1 . في المقام الأول هناك أسباب فكرية مرتبطة بالبحث لذلك أقول إن مسالة الهجرة لها عدة جوانب، فهي ليست اقتصادية فقط، بل لها أيضا جوانب فكرية واجتماعية وقانونية وسياسية وجيوستراتيجية كذلك، وهذا يعني أن مجال الهجرة هو مجال فسيح وميدان حي ويتطور بسرعة لأنه مجال يفرض المواكبة، وهو مجال غير ممل.

2 . اهتمامي بالهجرة كان بحكم شعوري بالمسؤولية المواطنة، وبما أن هذا الميدان له عدة جوانب وبهم شريحة واسعة من المغاربة، كان لابد كمواطن وباحث من ربط عملية البحث ومعرفة المجتمع، للمساهمة الأكيدة في فهم هذه القضايا وحلها، واعتقد أن ما اقوم به هو نوع من المشاركة المواطنة في هذا المجال.

3. النقطة الثالثة هي أن الاهتمام بالهجرة مسالة مرتبطة ارتباطا وطيدا بقضايا حقوق الإنسان التي يجب أن تناقش بشكل شامل وغير مجزأ. مع العلم أن المغرب لم يعد بلد عبور فقط، بل أصبح بلد إقامة كذلك خصوصا بالنسبة للمهاجرين القادمين من بلدان جنوب الصحراء، وبهذا من الضروري مواكبة وتتبع هذه القضايا، ومن المفروض عدم الإقتصار على قضايا المغاربة المقيمين خارج أرض الوطن، وننسى الحقوق المشروعة بالنسبة للأجانب المقيمين في بلادنا.

● هل هذه هي الأسباب الأساسية التي جعلتكم في هذه اللحظة بالذات تصدرون كتابا بعنوان: «المغرب والهجرة» أي مؤسسات وأية مواطنة؟

■ فعلا هذا الكتاب يحمل عنوان «المغرب والهجرة » بشقيها الهجرة من الخارج إلى المغرب ومن المغرب إلى الخارج.

والسؤال المطروح الآن هو ضرورة فهم وضعية هؤلاء، خصوصا ما بعد تشكيل حكومة جديدة بعد انتخابات 2007، ولمعرفة هل فعلا حصل تطور في السياسات المغربية المتبعة في قضايا الهجرة ، واستعمل كلمة «سياسات» بصيغة الجمع لأن المسالة لا تقتضي سياسة واحدة، و لأن مجال الهجرة يتطلب العديد من السياسات، سياسة للتاطير الديني مثلا، وسياسة للضمان الاجتماعي وسياسة خاصة بظاهرة الهجرة في حد ذاتها وسياسة فيما يخص الحقوق السياسية . لكن السؤال الجوهري الذي يفرض ذاته في هذه اللحظة، هو هل هناك سياسة منسجمة وإستراتيجية واضحة المعالم في هذا المجال؟

فيما يخص قضية الهجرة في اتجاه المغرب يمكن أن نطرح سؤالا ملحا، حول ماهية السياسة المتبعة في هذا الشان، هل هي سياسة امنية محضة أم هي سياسة استقبال تاخذ بعين الإعتبار الوضع الجديد للمغرب الذي لم يعد بلد عبور كما سلف الذكر بل بلد إقامة كذلك، الشيء الذي يقتضي رؤى جديدة وتهييء مناخ جديد وبناء هياكل وقوانين واضحة في مجال الهجرة.

ونتساءل كذلك عن دور المؤسسات التي تشتغل في هذا المجال لأننا نلاحظ على أن هناك عدة متدخلين. فمن هي الجهة التي تمثل الجالية بصفة حقيقية ومن يمثل من، وهل هناك تنسيق بين كل هذه المؤسسات، وهل هناك رؤى موحدة أم هناك تبعثر؟ ثم نطرح سؤالا اخر، سبق أن طرحته في هذا الكتاب حول ماهية المواطنة؟ وأما بالنسبة للمغاربة المقيمين بالخارج نتساءل، هل هم مغاربة كاملو المواطنة، عليهم واجبات ولهم حقوق، أم مازال ينظر إليهم بنظرة انتهازية ومادية محضة؟ وبالنسبة للأجانب المقيمين بالمغرب، ماهي حقوقهم، مما أن المواطنة الحقة لاتقتضي فقط حمل جنسية بلد الإقامة، ولهذا أقول إن هذا الكتاب اتى في ظرفية تتسم بغياب حوار ونقاش جاد ومعمق في مجال الهجرة، بالإضافة إلى ذلك من الواجب التذكير أنه في الأيام المقبلة، تحديدا يومي الثالث والرابع من مارس سينظم لقاء بمبادرة من مجلس الجالية المغربية المقيمة بالخارج، وبالمناسبة أسميه مجلس الجالية وليس بالمجلس الأعلى للجالية.

● هي التسمية ذاتها التي أعطيتها لهذا المجلس في الكتاب الأول الذي صدر لك قبل 6 أشهر لماذا مجلس غير أعلى ؟

■ هذه هي التسمية الرسمية التي سمي بها منذ البداية، ولو كان فعلا مجلسا أعلى، فلابد أن يسمى بذلك في الظهير المؤسس له، بحيث سماه الظهير مجلس الجالية فقط، فلماذا أسميه أنا بالمجلس الأعلى؟

أعود لأذكر بانه في يومي 3/4 مارس سينظم لقاء بحضور العديد من المجالس المماثلة الموجودة في كثير من الدول عبر العالم، بما في ذلك مجلس الفرنسيين بالخارج ومجلس الإيطاليين والبرتغاليين لمعرفة تجاربهم في مجال الهجرة ولاستخلاص الدروس من هذه التجارب، ولمناقشة دور أفراد الجالية في الحياة السياسية .

● أشرت إلى الظرفية التي أصدرت فيها كتابك، بماذا تتميز في نظرك؟

■ 2007 سنة مهمة بالنسبة لظاهرة الهجرة، سواء على المستوى العالمي أو الوطني ولأن صاحب الجلالة في إحدى خطبه كلف مجلس الجالية بمهمة إعداد راي استشاري فيما يخص قضيتين أساسيتين.

. الرأي الأول حول كيفية إحداث مجلس ديمقراطي للجالية، مجلس شفاف ويتوفر على نزاهة ونجاعة في الأداء.

. الرأي الثاني ويتعلق بالكيفية التي تجعل بها الجالية مساهمة في الحياة السياسية للمغرب، و في هذا الصدد يجب على المجلس فتح نقاش والقيام بمشاورات مع المعنيين بالأمر، سواء مع أفراد الجالية او مع الأحزاب، واعتبر هذا الكتاب مساهمة متواضعة و مواطنة تدخل في النقاش العام بالنسبة للهجرة .

موقف حزب الاستقلال جريء وشجاع وأحرج البعض من داخل مجلس الجالية

● أراؤك الواردة في هذا الكتاب تؤكد عدم اقتناعك بأداء المجلس، لماذا؟

■ في الصيف الماضي وبالضبط في أواخر يوليوز صرح رئيس المجلس على أنه تم القيام بدراسة شملت تقريبا 80 دولة مهتمة بقضايا الهجرة وذلك لمعرفة الدول التي لها تجربة في هذا المجال، وما هي الدول التي حققت لمهاجريها مطلب التمثيلية السياسية.

وذكر أن هذه الدراسة سوف توزع على أوسع نطاق وأضاف أنه ستبدأ مشاورات بالعديد من الدول وقال أيضا إن هذه المشاورات ستنطلق في دجنبر من السنة الماضية وبعد ذلك قيل إنها ستبدأ في يناير فإذا بها أجلت إلى مارس المقبل. إذن المجلس يؤجل ويؤخر كل ما يجب القيام به في وقته.

● أشرتم في عدة صفحات من كتابكم إلى موقف حزب الاستقلال من قضايا الجالية المغربية المقيمة بالخارج، ما قيمة هذا الموقف سياسيا واجتماعيا؟

■ بصراحة الجديد في النقاش الجاري والذي يستحق الاهتمام هو الموقف الأخير الذي عبر عنه حزب الاستقلال في مؤتمره الخامس عشر بحيث أتى المؤتمر بمواقف واضحة و متقدمة في هذا الشان تبلورت في التقرير الأدبي الذي قدمه الأستاذ عباس الفاسي الأمين العام للحزب و في البيان الختامي للمؤتمر الذي توج بعدة نقاشات.

وما أثارانتباهي هو أن حزب الاستقلال يقول على أن فكرة إنشاء المجلس ايجابية في حد ذاتها، وهذا ما نلاحظه منذ سنوات مضت لكن هذا المجلس بقي بدون تمثيلية مما سبب بعض المشاكل. ويضيف الحزب بأن تأسيس المجلس لاينفي مسالة تمثيل الجالية في البرلمان المغربي واعتقد أن هذا الموقف ايجابي بكل المقاييس.

ونظرا للتعثر الذي لحق بمسالة التمثيلية لكون المجلس خضع لمنطق التعيينات إضافة إلى مدته الانتقالية «أربع سنوات» فإن حزب الاستقلال وبصفة واقعية أدلى بموقفه، وقال إنه يجب تقليص هذه الفترة الانتقالية إلى سنتين واعتماد انتخاب أعضاء المجلس المقبل، وهذا الموقف لايمكن لأي كان إلا تشجيعه لانه فعلا يتماشى مع انتظارات الجالية، وبكل صراحة موقف حزب الاستقلال أحرج البعض إن لم نقل الكثير من داخل المجلس على الخصوص، وهو موقف مسؤول ومدروس بعمق وينفتح أفاقا أكثر واقعية للجالية لأنه يأخذ بعين الاعتبار المحيط ويدخل هذا الموقف كذلك في إطار إصلاح أوضاع أفراد الجالية.

وللتذكير فقد قام حزب الاستقلال بعدة مبادرات الأولى كانت سنة 1989 حين تم اقتراح مجلس منتخب و الإعلان عن التمثيلية السياسية للمهاجرين ما بين 1984 و 1992 التي حذفت بعد ذلك، وفي عام 2004 قدم حزب الاستقلال مقترح قانون يقضي بضرورة تأسيس مجلس للجالية بصلاحيات متعددة.

● تفرض قضايا الهجرة حاليا نقاش قضية جد مهمة تتمثل في أن المغرب أصبح دولة إقامة، في رأيك لماذا لم تعط للمسالة ما تستحق من الأهمية؟

■ أولا وقبل كل شيء مجلس الجالية كان من المفروض ان تكون له صلاحيات أدق وأكثر والمجلس بصيغته الحالية لا يتعاطى سوى مع القضايا العرضية والسطحية وبغض الطرف عن ماهو جوهري، ويقوم ببعض الأنشطة هنا وهناك بالرغم من أن لكل هذه الأشياء قيمتها، لكنها في غالب الأحيان توظف للاستهلاك الإعلامي ليس إلا.

ورغم ذلك سمعنا في ما قبل بطرد صحافيين من أحد اللقاءات التي نظمها المجلس بهولندا، إضافة إلى أنه لم يتم الإعلان عن لقاء آخر نظم مؤخرا في إسبانيا بالنسبة للمعرض الدولي للكتاب، المجلس كذلك لم يعرض جميع الكتب التي صدرت حول الهجرة المغربية، و اعتقد أن مجلس الجالية لم يخلق لهذه الأهداف فقط . ومن كل هذا يتضح أن هناك تهميشا للمسالة السياسية التي تهم أفراد الجالية إضافة إلى إنتظارات أخرى تهم المسالة الثقافية، واعتقد أن الوزارة تبذل مجهودات كبيرة في هذا الشان خصوصا في السنة الحالية عبر خلق مراكز ثقافية في بلدان الإقامة، وشخصيا أسطر على المشاركة السياسية لأفراد الجالية بالنبط العريض وكذا توفير الوسائل الإجرائية من أجل تطبيق القرارات الملكية التي أتى بها خطاب 6 نوفمبر 2005 .

● مشاركة أفراد الجالية في الحياة السياسية ليست بتلك البساطة، لانها تحتاج إلى ترتيبات مهمة، ألا تعتقد بأن هذا من بين الأسباب التي أجلت المسالة؟

■ لا أعتقد ولكن بعض أعضاء المجلس يسلكون ما نسميه بالمنهجية المكيافيلية بهدف عرقلة كل ما يخدم أفراد الجالية ويطور من وضعيتهم ولدينا مثال على ذلك في العديد من الدول التي عملت على توفير تمثيلية سياسية لمهاجريها ، مثل دولة كرواتيا والجزائر وإيطاليا والبرتغال ومسالة التمثيلية السياسية للمهاجرين تناقش في فرنسا الآن ، لكن بعض أعضاء المجلس يستهزئون بكل هذه التجارب، مبررين ذلك بأن تجربة كرواتيا ليست بالنموذج الذي يمكن الإقتداء به والجزائر ليست بنظام ديمقراطي والبرتغال حديثة العهد بقضايا الهجرة ، خاصة أنها لم تنفتح على الموضوع إلا قريبا، بالتحديد بعد تجاوز مرحلة «سالازار» ، أما إيطاليا فوضعها لا يبشر بالخير لعدم استقرار وضعها السياسي، إذن في رأي المجلس كل هذه الدول لا يمكن اتخاذها نموذجا فيما يخص مثل هذه القضية، واعتقد أن هذه من بين الخلاصات التي سيخرج بها اليومان الدراسيان المزمع تنظيمهما في مارس المقبل.

● برأيك ما هي نوعية هذه الخلاصات بل أهمها والتي يجب الخروج بها في لقاء 3/4 مارس المقبل؟

■ المشاركة السياسية موضوع جوهري ومن الواجب أن يكون اللقاء المقبل مفتوحا أمام الأحزاب والصحافة والنقابات وعليه أن ينفتح أكثر على الباحثين و ألا يقتصر على دعوة هذه المؤسسات وكل المهتمين للجلسة الإفتتاحية ذات الطابع البروتوكولي، وأركز على أنه يجب أن يستفيد الجميع من هذا اللقاء وعلى أن يتخلله نقاش مسؤول وشفاف، ولا يجب أن يكون لقاء تنظيمي فقط، لكن من الضروري أن تكون له راهنيته، وتفعيل المنهجية التدريجية كما يتطلب اتخاذ العديد من الإجراءات لتكريس المشاركة السياسية لأفراد الجالية في استحقاقات سنة 2012، ولابد لهذه الإجراءات أن تبدأ من الآن لأن إعداد اللوائح الانتخابية وتقسيم الدوائر يحتاج إلى كثير من الوقت، ومرة أخرى أقولها وأكررها أن موقف حزب الاستقلال أحرج الكثير باعتباره موقفا جريئا ومنطقيا .

● وقفت في كتابك عند نقطة خلق وزارة مكلفة بالمهاجرين إلى جانب المجلس ماذا عن تعدد الأطراف لتدبير الملف؟

■ الحكومة الحالية التي يرأسها الأستاذ عباس الفاسي، الأمين العام لحزب الاستقلال جاءت بمسالة جد مهمة فيما يخص ملف الجالية، وذلك بخلق وزارة خاصة منتدبة لدى الوزير الأول، مكلفة بقضايا الجالية وهذه قفزة نوعية من الناحية التنظيمية والسياسية، بحيث ملف الجالية له طابع أفقي وأبعاد عديدة، اقتصادية واجتماعية ودينية وثقافية وحقوقية.

وأؤكد في هذا الصدد أنه في ميزانية 2009 أعطيت للوزارة المكلفة بقضايا الجالية جميع الإمكانيات لتدبير الملف على أحسن وجه والدليل على ذلك برمجة خمسة مراكز ثقافية في بلدان الإقامة، وهذا مجهود جد مهم، كما نلاحظ أن هناك تقدما فيما يخص التأطير الديني بمبادرة من وزارة الأوقاف بتنسيق مع وزارة الجالية عبر خلق مجلس أئمة المساجد، ونذكر في هذا الصدد أن اللجنة الوزارية المتعددة الأطراف والممثلة لجميع القطاعات الحكومية والتي يترأسها الوزير الأول اشتغلت على برنامج عمل لفترة مابين 2009/2012 .

● ألا ترى بأن قوة مجلس الجالية تكمن في طابعه الاستشاري؟

■ في هذا الصدد الرأي الاستشاري الذي رفعه المجلس إلى صاحب الجلالة في 26 أكتوبر2007 يفيد التركيزعلى 4 سنوات كفترة انتقالية تم قضية التعيينات.

وأطالب شخصيا بنشر هذا الرأي ليطلع عليه الرأي العام علما أنه قدم إلى المجلس الاستشاري باسم فريق عمل، وكعضو سابق في هذا الفريق أقول إننا لم نطلع بتاتا على هذا الرأي، لأنه أرسل مباشرة بعد ذلك إلى الديوان الملكي وأعضاء المجلس الاستشاري هم الآخرون لم يطلعوا عليه ولهذا من الواجب تعميم نشره لمعرفة مضمونه ومحتواه.

ولا أخفي عليكم بان أحد أعضاء فريق العمل أصدر كتابا رصد من خلاله تقارير كل اللقاءات التي جمعت المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان بالأحزاب السياسية وهذا الكتاب يبين التناقض بين ما يصرح به المسؤولون في مجلس الجالية وما حدث في الواقع ، وقد صدر هذا الكتاب تحت عنوان «زمن الهجرة وسياسة الخداع».

• طالب حزب الاستقلال بضرورة تمـ
وفي مقدمتها الحق في التصويت والتر
التشريعية قصد تمكين الجالية المغربيـ
ولإبداء الرأي في القضايا التي تهمها،
وكذلك الدفاع عن القضايا الوطنية بالخا

التصويت والترشيح وإشراك الجالية في الحياة السياسية المغربية

حق دافع عنه حزب الاستقلال منذ 1984 ومجلس الجالية يناقشه الآن على ضوء تجارب عالمية

عزيز اجهبلي

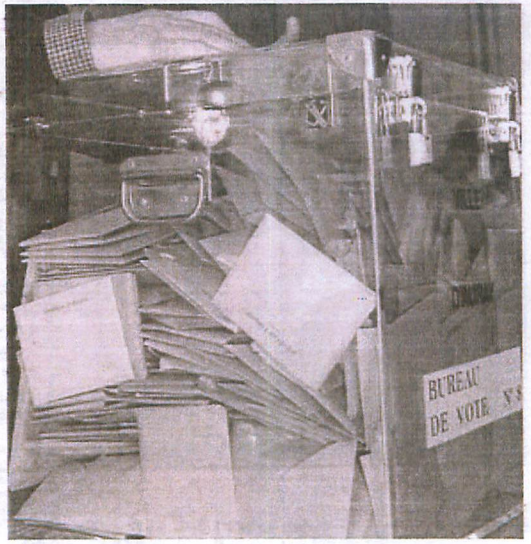
• يعتبر قرار المشاركة السياسية للجالية المغربية ملحا لإسماع صوت الجالية في البرلمان المغربي بمجلسيه، كما أن إحداث المجلس الأعلى للجالية المغربية في الخارج يتجاوب مع المبادرات التي قام بها حزب الاستقلال للعمل على إيجاد إطار خاص يلتئم فيه ممثلو الجالية من أجل التداول في القضايا والمشاكل التي تهمها كما هو الحال بالنسبة للمجلس باسبانيا ومجلس الجالية البرتغالية ومجلس الفرنسيين بالخارج والمجلس العام للإيطاليين بالخارج ومنظمة السويسريين بالخارج.

ويعلق أفراد الجالية على المجلس الأعلى آمالا كبيرة من أجل دمقرطة تدبير شؤونها ومناقشة قضاياها وجمع شتاتها خاصة وأنه لم يعد لهم تمثيلية يشاركون فيها مشاركة ديمقراطية حقيقية بعدما تم إلغاء العمل بتمثيليتهم داخل مجلس النواب كما كان الأمر خلال الولاية التشريعية 1991-4891.

وللتذكير فقد سبق للفريق الاستقلالي للوحدة والتعادلية لمجلس النواب أن تقدم في الولاية التشريعية (1991-4891) بمقترح قانون لإحداث مجلس أعلى للجالية المغربية كما جدد في الولاية التشريعية (2002-7002) تقديم مقترح لإحداث هذا المجلس لإيمانه بضرورة الحفاظ على هوية أفراد الجالية وتمسكهم بهويتهم وتشبثهم بقيمهم والدفاع عن حقوقهم ومصالحهم لدى الدول المضيفة أو داخل وطنهم المغرب.

واقترح الفريق الاستقلالي أن تتجسد مهام المجلس الأعلى للجالية في تقديم المشورة للحكومة بشأن المشاريع القانونية والتنظيمية المتعلقة بالمغاربة المقيمين بالخارج ورفع التوصيات والملتمسات للحكومة بشأن القضايا التي تهم الأسرة المغربية المقيمة بالخارج في بلد الإقامة أو داخل المملكة بما يضمن الاستقرار والتربية والتكوين والعمل والارتباط بالهوية الوطنية ومتابعة التشريعات والنصوص القانونية المتعلقة بقضايا الهجرة التي تسنها الدول المضيفة بالإضافة إلى صلاحيات أخرى تهم تعزيز دور الجالية في التنمية الاقتصادية والاجتماعية للبلاد.

وفي نفس الإطار طالب حزب الاستقلال بضرورة تمتيع المغاربة المقيمين بالخارج بكل



التصويت والترشيح وفي كل الاستحقاقات التي تهم البلاد وخاصة التشريعية قصد تمكين الجالية المغربية من التعبير من مشاغلها واهتماماتها وتطلعاتها ولإبداء الرأي في القضايا التي تهمها، سواء منها السياسية أو الاقتصادية أو الاجتماعية وكذلك الدفاع عن القضايا الوطنية بالخارج.

كما دعا حزب الاستقلال إلى إحداث الآليات الضرورية التي تسمح لأفراد الجالية المغربية المقيمة بالخارج بالمساهمة في الحياة السياسية ببلدهم الأصلي، واعتبار المشاركة السياسية بالنسبة للمغاربة المقيمين بالخارج جزءا لا يتجزأ من المواطنة الضامنة لكافة الحقوق والواجبات.

وفيما يخص تمثيل الجالية المغربية بالخارج في مجلس النواب الذي أقره خطاب صاحب الجلالة في 6 نوفمبر5002 ف«المنهجية التدريجية» التي اتخذتها الحكومة، بقضي اتخاذ التدابير اللازمة في أقرب الآجال لتوفير الشروط الضرورية لضمان تمثيلية الجالية المغربية بالخارج في مجلس النواب والإسراع في وضع قوانين من أجل التحضير لمشاركة الجالية في الانتخابات التشريعية المقبلة 2102 مع ضرورة تكثيف آليات التواصل والتشاور مع كافة مكونات الجالية المغربية المقيمة بالخارج.

وتم اليوم الثلاثاء الماضي بالرباط تقديم التجارب التي قام بها عدد من البلدان من أجل إشراك جالياتها المقيمة بالخارج في الحياة السياسية الداخلية، وذلك في إطار الملتقى العالمي الأول للمجالس والمؤسسات الوطنية المعنية بالهجرة.

وتضم قائمة البلدان المعنية البرتغال وكرواتيا واسبانيا وفرنسا وايطاليا، وهي بلدان راكمت تجربة كبيرة في هذا الميدان.

وأجمع المتدخلون على أن «استنساخ» تجربة وطنية غير ممكن، لأنه من الضروري الأخذ بعين الاعتبار خصوصيات ومميزات كل بلد.

وأشاروا إلى أنه، من أجل التجديد في ما يتعلق بتمثيلية المهاجرين في بلدانهم الأصلية والشروع في التفكير العلمي المرتكز على معطيات حقيقية، يجب الابتعاد عن «القضايا الديماغوجية».

وفي ما يتعلق بالمستوى العالمي، كشفوا على أن511 دولة أقرت بحق التصويت للمهاجرين المقيمين بالخارج، غير أن نفس هذه البلدان تبنت سلسلة من التدابير التي تحد في الواقع من حرية ممارسة هذا الحق.

ويشكل هذا المؤتمر الدولي الأول، الذي ينظم تحت الرعاية السامية لصاحب الجلالة الملك محمد السادس، بمبادرة من مجلس الجالية المغربية بالخارج، مناسبة من أجل تبادل الأفكار حول إشكالية لم تخضع كثيرا للدراسة على المستوى العلمي.

ويعود تنظيم لقاء حول مشاركة المهاجرين في الحياة السياسية لبلدانهم الأصلية إلى التغيرات العميقة التي تعرفها ظاهرة الهجرة والتنامي القوي للتبادل بين دول الجنوب، والتغير الذي طرأ في وضعية عدد من البلدان التي لم تعد فقط بلدانا مصدرة ولكن أيضا بلدان عبور، بالإضافة إلى التغيرات الداخلية للجاليات المهاجرة.

ويعرف هذا اللقاء مشاركة61 وفدا رسميا، فضلا عن باحثين ومسؤولين بمجالس الهجرة ومدراء الإدارات المركزية بالجزائر وبلجيكا وبنين والكوت ديفوار وكرواتيا والإكوادور وإسبانيا وفرنسا وإيطاليا ولبنان وليتوانيا ومالي والمكسيك والبرتغال والسينغال وتونس والمغرب، حيث ناقشوا صيغ التعاون والشراكة والمتابعة الصادرة عن الملتقى، بما في ذلك عقد لقاءات دورية لهذا الغرض.

وتميزت الجلسة الافتتاحية لهذه التظاهرة بالرسالة السامية التي وجهها صاحب الجلالة الملك محمد السادس إلى المشاركين في هذا الملتقى العالمي، والتي تلاها السيد محمد معتصم مستشار جلالة الملك.

وحرص المتدخلون في هذا اللقاء على الإشارة إلى أن الاكراهات تم أخذها بعين الاعتبار في البداية من قبل البلدان الرائدة في الممارسة الديموقراطية، مبرزين أن مسألة مشاركة المهاجرين في الحياة السياسية لم يتم التطرق إليها إلا في الماضي القريب.

كما تم تناول المساواة التشريعية في إطار التفكير بشأن تصويت المهاجرين. وقد أبدى المتدخلون العديد من التساؤلات من قبيل كيف يمكن للنائب المهاجر أن يشرع في المجال الضريبي، وفي المجالات ذات الصلة بالتعليم والبيئة في البلدان الأصلية، في الوقت الذي يقطن فيه ببلد الإقامة؟ وذلك رغبة منهم في إنضاج النقاش حول تصويت المهاجرين قبل المرور إلى التطبيق الفعلي.

ومن أجل إغناء النقاش في هذا الموضوع، أشاروا إلى «مبدأ إقليمية القانون» وانخراط «عدد متزايد» من المهاجرين في النظام السياسي لبلدان الإقامة.

وحاول متدخلون آخرون معالجة كافة نواحي هذه المسألة بغية إبراز المكانة التي تحتلها في عدد من البلدان منذ بضع سنوات، مشيرين إلى نموذج المكسيك التي، بعد أن منحت المقيمين الأجانب حق التصويت في الانتخابات الرئاسية، تحاول أن تعممه لكي يشمل الانتخابات الإقليمية.

العلم
شؤون
العدد 21295 الأربعاء 6 من ربيع الأول 1430 الموافق 4 من مارس

رسالة ملكية إلى المشاركين في الملتقى العالمي الأول لمجالس ومؤسسات ومنتخبي المهجر لدى بلدان العالم

التدارس الجاد لمختلف الإشكالات التي تعترض المهاجرين يطرح قضية ملحة واهتماما مشتركا

وجه جلالة الملك محمد السادس رسالة سامية إلى المشاركين في الملتقى العالمي الأول لمجالس ومؤسسات ومنتخبي المهجر لدى بلدان العالم الذي انطلقت أشغاله أمس الثلاثاء بالرباط.

وفي ما يلي نص الرسالة الملكية التي تلاها السيد محمد معتصم مستشار صاحب الجلالة:

● «الحمد لله، والصلاة والسلام على مولانا رسول الله وآله وصحبه، حضرات السيدات والسادة، إنه لمن دواعي اعتزازنا، أن يستضيف المغرب الملتقى العالمي الأول لمجالس ومؤسسات ومنتخبي المهجر في مختلف بلدان العالم.

ويطيب لنا ، بهذه المناسبة، أن نتوجه بعبارات الترحيب لكل الشخصيات المرموقة التي أبت إلا أن تشارك في هذا الملتقى الهام، مشيدين بدورها الإيجابي وإسهامها الفاعل في تأطير وتدبير شؤون الجاليات الوطنية المهاجرة.

كما نود، في هذا الجو المفعم بالثقة والعزم الوطيد على صنع مستقبل أفضل، التنويه بمبادرة مجلس الجالية المغربية بالخارج لتنظيم هذا الملتقى الأول من نوعه، وجعله لحظة تأمل جماعي واستشراف مستقبلي ، وذلك من منطلق تقييم مختلف التجارب في هذا المجال وتفاعلها وتلاقحها، لما فيه مصلحة المهاجرين من مختلف البلدان والأجناس، دون تمييز أو إقصاء.

حضرات السيدات والسادة، كما لا يخفى عليكم، فقد غدت الهجرة ظاهرة عالمية متسارعة ومتعددة الأبعاد والاتجاهات.

فالمشاكل التي يعيشها المهاجرون أصبحت متقاربة ومتشابهة، سواء فيما يخص تيسير الاندماج في بلدان الاستقبال وتوفير الحياة الكريمة لهم والمشاركة الفاعلة في تنمية وتقدم هذه البلدان، أو فيما يتعلق بتوطيد أواصر الارتباط الثقافي والاجتماعي وصيانة هوية الوطن الأم والحفاظ عليها. وكذلك الشأن بالنسبة لتحقيق الوئام والتوازن والتكامل بين الروافد المتنوعة لمختلف هويات المهاجرين، من حيث أتوا وحيثما وجدوا.

كما أصبح العالم اليوم يعيش بالفعل «عولمة» حضارية تساهم فيها كل الثقافات الإنسانية. عولمة قائمة على جدلية التفاعل والإغناء المتبادل، لما فيه خير الإنسانية جمعاء وبما يخدم تقدمها ويسهم في إشاعة قيم التفاهم والسلم والتسامح والتعايش والتضامن بين مختلف مكونات المجتمعات البشرية.

وذلكم هو البعد الحضاري الإيجابي الراهن للهجرة والرهان المستقبلي للمهاجرين في كل مكان، بيد أن هذا البعد الإيجابي في كل مستوياته، لا ينبغي أن يحجب عنا كون الهجرة تنطوي على تحولات عميقة تعرض القيم الروحية والثقافية للاهتزاز، بالنسبة لكل المهاجرين، على حد سواء، من بلدان الجنوب إلى الشمال، ومن الشرق إلى الغرب.

ومن ثم، فإن التدارس الجاد لمختلف الإشكالات السياسية والقانونية والحقوقية والاقتصادية والاجتماعية والثقافية والروحية، التي قد تعترض المهاجرين في مختلف النظم والبيئات، التي يعيشون فيها، يطرح قضية ملحة واهتماما مشتركا بين جميع المؤسسات والهيئات التي تعنى بشؤون الهجرة في كل مناطق العالم.

ومن هنا، فإن التناول الجماعي والمعالجة المنسقة لهذه القضايا، من شأنه أن يساهم، بما سيتمخض عنه من مقترحات وتصورات، في إيجاد الحلول الملائمة لتصبح نهجا عالميا موحدا في تعدده، في ظل احترام كل الخصوصيات والثوابت الوطنية والمحلية، وصون مختلف الهويات والالتزام بالقيم والمبادئ الكونية.

ولنا اليقين بأن ملتقاكم العالمي الأول هذا، سيشكل لبنة مؤسسة، لتقليد جديد من التشاور الواسع، وتبادل الخبرات ومنطلقا لإقامة فضاء مهيكل، وطيد ومتواصل، يتسم بالرسوخ والاستمرارية ويحظى بالمتابعة الجديرة.

كما أن ما ستطرحونه من مقترحات وأفكار، وما تعتمدونه من مناهج، سواء منها ما ينصب على الحاضر المعيش أو يتطلع إلى المستقبل الواعد، سيحقق النفع البيني لكل المهاجرين، رجالا ونساء وأطفالا، كي يسعدوا حيث هم، ويسهموا في إضفاء المزيد من التجانس والتناغم بين المجتمعات البشرية وفي صون الحقوق الإنسانية، وانتشار السلام والوئام بين كل الحضارات والأديان والثقافات.

«يا أيها الناس، إنا خلقناكم من ذكر وأنثى، وجعلناكم شعوبا وقبائل لتعارفوا، إن أكرمكم عند الله أتقاكم»،صدق الله العظيم.

وفقكم الله، والسلام عليكم ورحمة الله تعالى وبركاته».

الجريدة
4 مارس 2009

الإكوادور تمنح «اليازمي» جواز سفر إنساني

□ سعيد الريحاني

منحت وزيرة المهاجرين في دولة الايكوادور لورينا ايسكاردو، صباح أمس الثلاثاء، لرئيس مجلس الجالية المغربية المقيمة بالخارج إدريس اليازمي جواز سفر عالمي إنساني، موضحة في ذات السياق بأن جواز السفر هذا يحمل طابعا كونيا ويمكن صاحبه من التحرك بكل حرية في جميع أنحاء العالم، دون أن يكون عرضة للطرد أو أي تجاوزات أخرى مشابهة.

وأضافت لورينا، في معرض تدخلها خلال الجلسة الافتتاحية للملتقى العالمي الأول لمجالس ومؤسسات ومنتخبي المهجر الذي انطلق صباح أمس في الرباط، بأن جواز السفر العالمي هذا يفرض على حامله مجموعة من الحقوق أهمها ضرورة احترام الحقوق الثقافية للبلد المضيف.

وفي إشارة منه إلى عدم تمتعه بأي قيمة عملية علق عبد الله بوصوف، الكاتب العام لمجلس الجالية المغربية بالخارج، والذي كان يرأس الجلسة - علق - ساخرا بأنه يتمنى لو أن جواز السفر هذا يمكنه من عبور الحدود الشرقية، في إشارة إلى الجزائر، وهو ما جعل القاعة تنفجر ضاحكة.

رسالة ملكية إلى المشاركين في الملتقى العالمي الأول لمجالس ومؤسسات ومنتخبي المهجر

صاحب الجلالة: البعد الإيجابي للهجرة لا ينبغي أن يحجب التحولات العميقة التي تعرض القيم الروحية والثقافية للاهتزاز

التدارس الجاد للإشكالات التي قد تعترض المهاجرين يطرح قضية ملحة واهتماما مشتركا بين جميع المؤسسات والهيئات التي تعنى بالهجرة

الرباط (و م ع) - افتتحت، صباح أمس الثلاثاء بالرباط، أشغال الملتقى العالمي الأول لمجالس ومؤسسات ومنتخبي المهجر، المنظم تحت الرعاية السامية لصاحب الجلالة الملك محمد السادس، على مدى يومين، بمبادرة من مجلس الجالية المغربية المقيمة بالخارج.

وتميزت الجلسة الافتتاحية للملتقى، بالرسالة السامية التي وجهها جلالة الملك إلى المشاركين، التي تلاها محمد معتصم، مستشار صاحب الجلالة.

وفي ما يلي نص الرسالة الملكية:

«الحمد لله، والصلاة والسلام على مولانا رسول الله وآله وصحبه، حضرات السيدات والسادة، إنه لمن دواعي اعتزازنا، أن يستضيف المغرب الملتقى العالمي الأول لمجالس ومؤسسات ومنتخبي المهجر في مختلف بلدان العالم.

ويطيب لنا، بهذه المناسبة، أن نتوجه بعبارات الترحيب لكل الشخصيات المرموقة، التي أبت إلا أن تشارك في هذا الملتقى الهام، مشيدين بدورها الإيجابي وإسهامها الفاعل في تأطير وتدبير شؤون الجاليات الوطنية المهاجرة.

كما نود، في هذا الجو المفعم بالثقة والعزم الوطيد على صنع مستقبل أفضل، التنويه بمبادرة مجلس الجالية المغربية بالخارج لتنظيم هذا الملتقى الأول من نوعه، وجعله لحظة تأمل جماعي واستشراف مستقبلي، ونلك من منطلق تقييم مختلف التجارب في هذا المجال وتفاعلها وتلاقحها، لما فيه مصلحة المهاجرين من مختلف البلدان والأجناس، دون تمييز أو إقصاء.

محمد معتصم تلا الرسالة الملكية إلى المشاركين في الملتقى (خاص)

حضرات السيدات والسادة، كما لا يخفى عليكم، فقد غدت الهجرة ظاهرة عالمية متسارعة ومتعددة الأبعاد والاتجاهات.

فالمشاكل التي يعيشها المهاجرون أصبحت متقاربة ومتشابهة، سواء في ما يخص تيسير الاندماج في بلدان الاستقبال، وتوفير الحياة الكريمة لهم، والمشاركة الفاعلة في تنمية وتقدم هذه البلدان، أو في ما يتعلق بتوطيد أواصر الارتباط الثقافي والاجتماعي، وصيانة هوية الوطن الأم والحفاظ عليها. وكذلك الشان بالنسبة لتحقيق الوئام والتوازن والتكامل بين الروافد المتنوعة لمختلف هويات المهاجرين، من حيث أتوا وحيثما وجدوا.

كما أصبح العالم اليوم يعيش بالفعل «عولمة» حضارية تساهم فيها كل الثقافات الإنسانية. عولمة قائمة على جدلية التفاعل والإغناء المتبادل، لما فيه خير الإنسانية جمعاء، وبما يخدم تقدمها ويسهم في إشاعة قيم التفاهم والسلم والتسامح والتعايش والتضامن بين مختلف مكونات المجتمعات البشرية. وذلكم هو البعد الحضاري الإيجابي الراهن للهجرة والرهان المستقبلي للمهاجرين في كل مكان.

بيد أن هذا البعد الإيجابي في كل مستوياته، لا ينبغي أن يحجب عنا كون الهجرة تنطوي على تحولات عميقة تعرض القيم الروحية والثقافية للاهتزاز، بالنسبة لكل المهاجرين، على حد سواء، من بلدان الجنوب إلى الشمال، ومن الشرق إلى الغرب.

ومن ثم، فإن التدارس الجاد لمختلف الإشكالات السياسية والقانونية والحقوقية والاقتصادية والاجتماعية والثقافية والروحية، التي قد تعترض المهاجرين في مختلف النظم والبيئات، التي يعيشون فيها، يطرح قضية ملحة واهتماما مشتركا بين جميع المؤسسات والهيئات التي تعنى بشؤون الهجرة في كل مناطق العالم.

ومن هنا، فإن التناول الجماعي والمعالجة المنسقة لهذه القضايا، من شانه أن يساهم، بما سيتمخض عنه من مقترحات وتصورات، في إيجاد الحلول الملائمة، لتصبح نهجا عالميا موحدا في تعدده، في ظل احترام كل الخصوصيات والثوابت الوطنية والمحلية، وصون مختلف الهويات والالتزام بالقيم والمبادئ الكونية.

ولنا اليقين بأن ملتقاكم العالمي الأول هذا، سيشكل لبنة مؤسسة لتقليد جديد من التشاور الواسع، وتبادل الخبرات، ومنطلقا لإقامة فضاء مهيكل وطيد ومتواصل، يتسم بالرسوخ والاستمرارية ويحظى بالمتابعة الجديرة.

كما أن ما ستطرحونه من مقترحات وأفكار، وما تعتمدونه من مناهج، سواء منها ما ينصب على الحاضر المعيش، أو يتطلع إلى المستقبل الواعد، سيحقق النفع البيني لكل المهاجرين، رجالا ونساء وأطفالا، كي يسعدوا حيث هم، ويسهموا في إضفاء المزيد من التجانس والتناغم بين المجتمعات البشرية وفي صون الحقوق الإنسانية، وانتشار السلام والوئام بين كل الحضارات والأديان والثقافات.

«يا أيها الناس، إنا خلقناكم من ذكر وأنثى، وجعلناكم شعوبا وقبائل لتعارفوا، إن أكرمكم عند الله أتقاكم. صدق الله العظيم.

وفقكم الله، والسلام عليكم ورحمة الله تعالى وبركاته».

النهار المغربية

■ العدد 1471 ■ الثلاثاء 03 مارس 2009

عقد مؤتمر دولي لمجالس وهيئات الهجرة الوطنية في بالرباط

ينظم مجلس الجالية المغربية بالخارج ومي 3 و4 مارس بالرباط، المؤتمر الدولي الأول للمجالس والمؤسسات الوطنية المعنية شؤون المهاجرين.

وذكر بلاغ لمجلس الجالية المغربية الخارج أن هذا اللقاء الذي ينظم تحت الرعاية السامية لصاحب الجلالة الملك محمد السادس، يشكل بداية نقاش عام وسع وتشاركي يعتزم المجلس فتحه سواء في المغرب أو في صفوف الجاليات المغربية الخارج.

ومن المقرر أن يتطرق المؤتمر إلى ثلاثة واضيع تشكل صلب مهام مجلس الجالية لمغربية بالخارج، والمتمثلة في المشاركة لسياسية والهيئات الاستشارية السياسات العمومية التي وضعت من رف مختلف الدول لفائدة جالياتها.

كما سيناقش المشاركون فضلا عن ذلك سبل التعاون والشراكة ومتابعة المؤتمر من لال على الخصوص تنظيم لقاءات دورية ن هذا النوع.

وأكد المصدر ذاته أن 16 وفدا رسميا سيشارك في هذا المؤتمر، فضلا عن احثين ومسؤولين بمجالس الهجرة ومدراء الإدارات المركزية بالجزائر وبلجيكا وبنين والكوت ديفوار وكرواتيا والإكوادور وإسبانيا وفرنسا وإيطاليا ولبنان وليتوانيا ومالي والمكسيك والبرتغال والسينغال وتونس والمغرب.

وأكد المصدر ذاته، أن الاهتمام الذي توليه الدول المشاركة للمبادرة المغربية يعادل نفس الاهتمام الذي توليه لمهاجريها بالخارج.

وأضاف البلاغ أن تبادل التجارب المقارنة المبرمجة يؤشر على إمكانية أن يحظى بأهمية أكبر من التشريعات والسياسات العمومية للدول الأصلية اتجاه جاليتها المهاجرة المتنوعة والمتطورة، مضيفا أنه لا يوجد هناك نموذج واحد، أو شكل مهيمن بشكل قبلي خاصة في ما يتعلق بشروط وأساليب المشاركة السياسية للمهاجرين في الحياة الديموقراطية للبلدان الأصلية.

وأشار البلاغ إلى أن السياسات الحكومية اتجاه المهاجرين تتنوع بشكل كبير فيما يتعلق بالأولويات وطرق التنظيم والعمل الإداري

حق تصويت المهاجرين في بلدانهم الأصلية ورحلة البحث عن الحلول

شكل التوفيق بين هاجس منح حق التصويت للمهاجرين وعدد من الإكراهات المتعلقة على الخصوص بوضعية مزدوجي الجنسية وفعالية المشاركة في الحياة السياسية في البلدان الأصلية، المحور الرئيس للنقاشات التي نظمت، اليوم الثلاثاء بالرباط، في إطار الملتقى العالمي الأول للمجالس والمؤسسات الوطنية المعنية بالهجرة.

كما تم التطرق إلى مبدأ الحذر إزاء بلدان الإقامة التي قد تتذرع بالمشاركة السياسية للمهاجرين في بلدانهم الأصلية من اجل إعادة النظر في إدماجهم، وهو ما يشكل احد المشاكل التي يستوجب حلا قبل ترسيخ هذا الحق.

وحرص المتدخلون على الإشارة إلى ان هذه الإكراهات تم اخذها بعين الاعتبار في البداية من قبل البلدان الرائدة في الممارسة الديمقراطية، مبرزين أن مسالة مشاركة المهاجرين في الحياة السياسية لم يتم التطرق إليها إلا في الماضي القريب.

كما تم تناول المساواة التشريعية في إطار التفكير بشان تصويت المهاجرين. وقد أبدى المتدخلون العديد من التساؤلات من قبيل كيف يمكن للنائب المهاجر أن يشرع في المجال الضريبي، وفي المجالات ذات الصلة بالتعليم والبيئة في البلدان الأصلية، في الوقت الذي يقطن فيه ببلد الإقامة، وذلك رغبة منهم في إنضاج النقاش حول تصويت المهاجرين قبل المرور إلى التطبيق الفعلي.

ومن اجل إغناء النقاش في هذا الموضوع، اشاروا إلى مبدأ إقليمية القانون وانخراط عدد متزايد من المهاجرين في النظام السياسي لبلدان الإقامة.

وحاول متدخلون اخرون معالجة كافة نواحي هذه المسالة بغية إبراز المكانة التي تحتلها في عدد من البلدان منذ بضع سنوات، مشيرين إلى نموذج المكسيك التي، بعد ان منحت المقيمين الأجانب حق التصويت في الانتخابات الرئاسية، تحاول ان تعممه لكي يشمل الانتخابات الاقليمية.

وتفيد الدراسات المقارنة التي تتطرق لهذا الحق ان هذا الاخير يتخذ اشكالا عديدة عبر العالم. وهناك خمس صيغ يتم من خلالها ممارسة هذا الحق، وتتعلق الأمر بالتصويت شخصيا في السفارة أو القنصلية، أو في دكاتب تصويت خاصة متواجدة بالخارج، أو عن طريق البريد أو البريد الإلكتروني.

وسجل المتدخلون انه إذا كانت 115 دولة قد سمحت ببعض صيغ التصويت انطلاقا من الخارج، فإنها مع ذلك تعمل في الواقع على الحد من ممارسته، مشيرين إلى نموذج الولايات المتحدة الأمريكية التي لم تتح هذا الحق الا في سنة 1975، وذلك من خلال ربطه بمساهمة جبائية على المستوى الفيدرالي والمحلي.

واكدوا على انه، من اجل التجديد في ما يتعلق بتمثيلية المهاجرين في بلدانهم الأصلية والشروع في التفكير العلمي المرتكز على معطيات حقيقية، يجب الابتعاد عن القضايا الديماغوجية ، معتبرين انه لا يوجد هناك نموذج جاهز يمكن استنساخه.

وخلصوا إلى ان التفكير في تمثيلية المهاجرين في بلدانهم الاصلية ينبغي ان ياخذ بعين الاعتبار، في المقام الأول، مصلحة المهاجرين.

النهار المغربية
العدد1474 ■ الجمعة 06 مارس 2009
annahar 21 @yahoo.fr

الندوة الدولية الأولى لمجالس ومؤسسات الهجرة تقرر إحداث لجنة للتنسيق والربط

قررت الندوة الدولية الأولى لمجالس ومؤسسات الهجرة، التي انعقدت يومي 3 و 4 مارس الجاري بالرباط، إحداث لجنة مؤقتة للتنسيق والربط، مكلفة بمتابعة أشغال الندوة وتنظيم التبادل بين مجالس البلدان المشاركة، وتوسيع إشعاع العمل، وإشراك مؤسسات مماثلة بالدول المهتمة الأخرى.

وحسب التصريح النهائي للندوة الدولية، فإن مجلس الجالية المغربية بالخارج سيتكلف بمهمة سكرتارية اللجنة، التي أوكل إليها التحضير للمبادرات المستقبلية التي ستجمع المجالس والمؤسسات الخاصة بالهجرة.

وبالإضافة إلى مجلس الجالية المغربية بالخارج، فإن هذه اللجنة تتكون من المجلس العام للجالية الإسبانية بالخارج والمجلس الأعلى للجالية المالية بالخارج ووزارة الإكوادوريين بالخارج.

وجاء في التصريح النهائي أن ظواهر الهجرة بدأت تأخذ طابع الشمولية، وتتمخض عن إشكاليات على المستوى العالمي؛ إشكاليات صارت تسائل أكثر فأكثر الدول التي أصبحت في ذات الآن مصدرة ومستقبلة للهجرة ومناطق العبور لها، مشيرا إلى أن مسألة اندماج المهاجرين في بلدان الاستقبال والحفاظ على هويتهم وعلى الروابط التي تربطهم مع بلدانهم الأصلية تستدعي إيجاد حلول متفاوض عليها، في إطار احترام القانون الدولي.

وسجلت ندوة الرباط أن "حركات الهجرة تشكل رافعة قوية للتفاهم والاحترام المتبادلين وللتبادلات بين الشعوب"، مشيرة إلى أن التفكير الجماعي على المستوى الدولي في الإشكاليات المتولدة عن هذه الظواهر يمكنه أن يساهم في إقامة سياسات ملائمة متفق عليها تخدم مصالح الدول المعنية بظاهرة الهجرة.

وقد سمحت العروض والنقاشات المبرمجة في هذه الندوة بمعالجة الإشكاليات العامة للهجرة، والتجارب الملموسة للبلدان المشاركة في مجال السياسات العمومية تجاه المهاجرين.

كما تناولت العديد من المداخلات أشكال الممارسة السياسية للمهاجرين داخل بلدانهم الأصلية وداخل المؤسسات الاستشارية الخاصة بهم.

وسمحت ندوة الرباط كذلك، حسب التصريح النهائي، بالوقوف عند تنوع السياسات العمومية في هذا المجال وطابعها التطوري، وكذا أشكال المشاركة السياسية وطبيعة مجالس الجاليات المهاجرة، وذلك وفق التقاليد الخاصة بكل دولة؛ وكذا الإكراهات والديناميات التاريخية القائمة، وخاصة منها كثافة واستمرارية العلاقات الثقافية بين السكان المهاجرين وبلدانهم الأصلية.

وشكل هذا المؤتمر الدولي الأول، الذي نظم تحت الرعاية السامية لصاحب الجلالة الملك محمد السادس، بمبادرة من مجلس الجالية المغربية بالخارج، مناسبة من أجل تبادل الأفكار حول إشكالية لم تخضع كثيرا للدراسة على المستوى العلمي.

ويعود تنظيم لقاء حول مشاركة المهاجرين في الحياة السياسية لبلدانهم الأصلية إلى التغيرات العميقة التي تعرفها ظاهرة الهجرة والتنامي القوي للتبادل بين دول الجنوب والتغير الذي طرأ في وضعية عدد من البلدان التي لم تعد فقط بلدانا مصدرة ولكن أيضا بلدان عبور، بالإضافة إلى التغيرات الداخلية للجاليات المهاجرة.

وعرف هذا اللقاء مشاركة 16 وفدا رسميا، فضلا عن باحثين ومسؤولين بمجالس الهجرة ومدراء الإدارات المركزية بعدد من البلدان بكل من اوروبا وافريقيا وامريكا والعالم العربي.

وتميزت الجلسة الافتتاحية لهذه التظاهرة بالرسالة السامية التي وجهها صاحب الجلالة الملك محمد السادس إلى المشاركين في هذا الملتقى العالمي، والتي تلاها السيد محمد مغتصم مستشار جلالة الملك.

النهار المغربية

■ العدد 1471 ■ الثلاثاء 03 مارس 2009

عقد مؤتمر دولي لمجالس وهيئات الهجرة الوطنية في بالرباط

ينظم مجلس الجالية المغربية بالخارج ومي 3 و4 مارس بالرباط، المؤتمر الدولي الأول للمجالس والمؤسسات الوطنية المعنية شؤون المهاجرين.

وذكر بلاغ لمجلس الجالية المغربية الخارج أن هذا اللقاء الذي ينظم تحت الرعاية السامية لصاحب الجلالة الملك محمد السادس، يشكل بداية نقاش عام وسع وتشاركي يعتزم المجلس فتحه سواء في المغرب أو في صفوف الجاليات المغربية الخارج.

ومن المقرر أن يتطرق المؤتمر إلى ثلاثة واضيع تشكل صلب مهام مجلس الجالية لمغربية بالخارج، والمتمثلة في المشاركة لسياسية والهيئات الاستشارية السياسات العمومية التي وضعت من رف مختلف الدول لفائدة جالياتها.

كما سيناقش المشاركون فضلا عن ذلك سبل التعاون والشراكة ومتابعة المؤتمر من لال على الخصوص تنظيم لقاءات دورية ن هذا النوع.

وأكد المصدر ذاته أن 16 وفدا رسميا سيشارك في هذا المؤتمر، فضلا عن احثين ومسؤولين بمجالس الهجرة ومدراء الإدارات المركزية بالجزائر وبلجيكا وبنين والكوت ديفوار وكرواتيا والإكوادور وإسبانيا وفرنسا وإيطاليا ولبنان وليتوانيا ومالي والمكسيك والبرتغال والسينغال وتونس والمغرب.

وأكد المصدر ذاته، أن الاهتمام الذي توليه الدول المشاركة للمبادرة المغربية يعادل نفس الاهتمام الذي توليه لمهاجريها بالخارج.

وأضاف البلاغ أن تبادل التجارب المقارنة المبرمجة يؤشر على إمكانية أن يحظى بأهمية أكبر من التشريعات والسياسات العمومية للدول الأصلية اتجاه جاليتها المهاجرة المتنوعة والمتطورة، مضيفا أنه لا يوجد هناك نموذج واحد، أو شكل مهيمن بشكل قبلي خاصة في ما يتعلق بشروط وأساليب المشاركة السياسية للمهاجرين في الحياة الديموقراطية للبلدان الأصلية.

وأشار البلاغ إلى أن السياسات الحكومية اتجاه المهاجرين تتنوع بشكل كبير فيما يتعلق بالأولويات وطرق التنظيم والعمل الإداري

تحويل الى | ارسل الى صديق | مشاهدة للطبع

العاهل المغربي .. الهجرة ظاهرة عالمية ومشاكل المهاجرين متقاربة ومتشابهة

الشؤون السياسية 2009/03/03 02:53:00 م

جانب من افتتاح اعمال الملتقى العالمي الاول لمجالس ومؤسسات ومنتخبي المهجر لدى بلدان العالم

الرباط - 3 - 3 (كونا) -- قال العاهل المغربي الملك محمد السادس هنا اليوم ان الهجرة غدت ظاهرة عالمية متسارعة ومتعددة الأبعاد والاتجاهات مؤكدا ان المشاكل التي يعيشها المهاجرون أصبحت متقاربة ومتشابهة.

واضاف الملك محمد السادس في رسالة وجهها اليوم الى المشاركين في اعمال الملتقى العالمي الاول لمجالس ومؤسسات ومنتخبي المهجر لدى بلدان العالم ان "العالم اصبح اليوم يعيش عولمة حضارية تساهم فيها كل الثقافات الانسانية".

واوضح في رسالته التي تلاها بالنيابة عنه مستشاره محمد معتصم ان هذه العولمة قائمة على جدلية التفاعل والاغناء المتبادل لما فيه خير الانسانية جمعاء وبما يخدم تقدمها.

كما اكد في افتتاح هذا الملتقى الذي يعقده مجلس الجالية المغربية بالخارج ان هذا التفاعل يسهم ايضا في اشاعة قيم التفاهم والسلم والتسامح والتعايش بين مختلف مكونات المجتمعات البشرية.

واوضح الملك محمد السادس في رسالته التي افتتح بها هذا الملتقى الذي تشارك فيها 15 دولة على مدى يومين ان ذلك هو البعد الحضاري الايجابي الراهن للهجرة والرهان المستقبلي للمهاجرين في كل مكان.

واكد ان هذا الملتقى يعد محطة لتقييم مختلف التجارب الدولية وتفاعلها وتلاقحها لما فيم مصلحة المهاجرين من مختلف انحاء البلدان والأجناس دون تمييز او اقصاء.

وشدد على ان " هذا البعد الايجابي لا ينبغي ان يحجب عنا كون الهجرة تنطوي على تحولات عميقة تعرض القيم الروحية والثقافية للاهتزاز بالنسبة لكل المهاجرين من بلدان الجنوب الى الشمال ومن الشرق الى الغرب ".

واعتبر التدارس الجاد لمختلف الاشكاليات السياسية والقانونية والحقوقية والاقتصادية والاجتماعية والثقافية والروحية التي قد تعترض المهاجرين يطرح قضية ملحة واهتماما مشتركا بين جميع المؤسسات والهيئات التي تعنى بالهجرة في كل مناطق العالم.

واكد ان هذا الملتقى العالمي سيشكل لبنة مؤسسة لتقليد جديد من التشاور الواسع وتبادل الخبرات ومنطلقا لاقامة فضاء مهيكل وطيد ومتواصل يتسم الرسوخ والاستمرارية.

واشار الى ان ما سيطرة المشاركون في هذا اللقاء سيساهم في اضفاء المزيد من التجانس والتناغم بين المجتمعات البشرية وفي صون الحقوق الانسانية وانتشار السلام والوئام بين كل الحضارات والأديان والثقافات.

وسيبحث المشاركون عبر عدد من الجلسات والورش مواضيع عدة تهم الهجرة والعمل. فضلا عن الاوضاع الاجتماعية للمهاجرين والمشاركة السياسية والسياسات العمومية لمختلف الدول تجاه جاليتها المهاجرة.

كما سيتم بالمناسبة التي تشكل محطة مهمة لتبادل الخبرات والبحث عن حلول معقولة للمهاجرين في بلدان الاقامة عرض مجموعة من التجارب الوطنية والدولية حول المهاجرين وذلك من اجل حل عدد من المعضلات التي تخص الهجرة.

ويشارك في هذا الملتقى خبراء ومسؤولين حكوميين ينتمون الى بلدان عربية واجنبية منها تونس والجزائر وايطاليا وفرنسا اضافة الى كرواتيا وبلجيكا وليتوانيا والبرتغال والسنغال وغيرها.(النهاية) ص ف / و د كونا 031453 جمت مار 09

جانب من افتتاح اعمال الملتقى العالمي الاول لمجالس ومؤسسات ومنتخبي المهجر لدى بلدان العالم

جانب من الحضور في افتتاح اعمال الملتقى العالمي الاول لمجالس ومؤسسات ومنتخبي المهجر لدى بلدان العالم

جانب من الحضور في افتتاح اعمال الملتقى العالمي الاول لمجالس ومؤسسات ومنتخبي المهجر لدى بلدان العالم

تحت رعاية حضرة صاحب السمو أمير دولة الكويت
الشيخ صباح الأحمد الجابر الصباح حفظه الله

المواضيع
أخبار مجلس الأمة
عام
المزيد

الأخبار جغرافيًا
الأخبار العالمية
أخبار الكويت
المزيد

خدمات أخبارية
إقرأ النشرة الإخبارية الكاملة
الصور (خلال الأسبوع)

أرشيف
أرشيف المعلومات
أرشيف الأخبار
أرشيف الصور

خدمات أخرى
خدمات إخبارية أخرى
عناوين الصحف الكويتية
حدث في مثل هذا اليوم في الكويت
خدمة الFTP
مركز كونا لتطوير القدرات الإعلامية
مسابقة كونا للتصوير الفوتوغرافي
خدمة كونا sms

معلومات مفيدة
وكالات الأنباء العربية
وكالات الانباء العالمية
المزيد

مسابقة كونا للتصوير الفوتوغرافي
حلوة يا كويت 4

ازمة البورصة في الكويت

إستمع إلى الخارطة الصوتية

إستفتاء
هل أثر الوضع الاقتصادي الحالي في البلاد على حركة السفر؟
نعم
لا
مجموع الأصوات : 1300
صوت | نتائج

اصدارات كونا الخاصة

مطار الكويت الدولي

العلم
لسان حزب الإستقلال
تأسست في 11 شتنبر سنة 1946
alalam.ma

الثلاثاء 5 من ربيع الأول 1430
الموافق 3 من مارس 2009

الندوة الأولى لمجالس ومؤسسات الهجرة بالرباط

المشاركة السياسية للمهاجرين في الحياة الديمقراطية لبلدانهم الأصلية

• تحت الرعاية السامية لجلالة الملك محمد السادس، ينظم مجلس الجالية المغربية بالخارج، يومي 3 و 4 مارس 2009 بالرباط، الندوة الدولية الأولى للمجالس والمؤسسات الوطنية التي تخصها مختلف الدول لمواطنيها المقيمين بالخارج.

سيشارك في هذه الندوة ستة عشر وفدا والعديد من الباحثين، قصد معالجة المواضيع الثلاثة التي تشكل صلب مهمة مجلس الجالية المغربية بالخارج: المشاركة السياسية، والأجهزة الاستشارية، والسياسات العمومية التي تنهجها مختلف الدول تجاه جالياتها بالغربة.

ومن المنتظر أن يحضر هذه الندوة مسؤولون مجالس الهجرة ومديرون بالإدارات المركزية بكل من الجزائر، وبلجيكا، وبنين، وساحل العاج، وكرواتيا، والإكوادور، وإسبانيا، وفرنسا، وإيطاليا، ولبنان، وليتوانيا، ومالي، والمكسيك، والبرتغال، والسينغال وتونس إضافة الى المغرب.

وينبع الاهتمام الذي توليه البلدان المشاركة في الندوة للمبادرة المغربية في هذا المجال من مدى الأهمية التي توليها لمواطنيها المقيمين بالخارج. كما أن مايتضمنه البرنامج من تبادل للرأي وتسليط الضوء على مختلف التجارب والمقارنة بينها يكتسي أهمية كبرى باعتبار أن التشريعات والسياسات العمومية التي تنهجها دول المصدر تجاه جالياتها بالخارج متنوعة كما عرفت تطورات متعددة؛ إذ لا وجود، في الواقع، لنموذج أو صيغة سائدة، خاصة في ما يتعلق بشروط وأشكال المشاركة السياسية للمهاجرين في الحياة الديمقراطية لبلدانهم الأصلية، إذا ما وجدت هذه المشاركة. كما أن المجالس ذات الطبيعة الاستشارية الخاصة بالمهاجرين، في حالة وجودها، تختلف عن بعضها كثيرا سواء من حيث صلاحياتها أو مكوناتها. وفضلا عن ذلك، فإن السياسات الحكومية تجاه المواطنين المقيمين بالهجرة تختلف كثيراً عن بعضها من حيث الأولويات ونمط التنظيم والعمل الإداريين.

هكذا، ستشكل المشاركة السياسية، والأجهزة الاستشارية، والسياسات العمومية مواضيع تتمحور حولها العروض والنقاشات التي ستعرفها هذه الندوة. ومن المؤمل أن يسمح نقاش التجارب القائمة، أو التي تحضر لها مختلف البلدان، برصد أفضل الممارسات، مع الأخذ بعين الاعتبار الاختيارات الوطنية.

خاصيات مختلف

وعلاوة على ذلك، سيناقش المشاركون في الندوة أشكال التعاون والشراكة وتتبع نتائجها، خاصة منها ما يتعلق بتنظيم لقاءات دورية من هذا النوع.

وللتذكير، فإن الظهير الملكي المتعلق بإحداث مجلس الجالية المغربية بالخارج خول لها، ضمن مهامها، بلورة رأي استشاري حول التشكيلة المقبلة للمجلس، وإبداء رأي ثان في أشكال المشاركة السياسية للمهاجرين المغاربة.

كما تجدر الإشارة الى أن هذه الندوة ستكتشل بداية لنقاش عمومي واسع وتشاركي يعتزم مجلس الجالية المغربية بالخارج فتحه بالمغرب ووسط الجاليات المغربية بالخارج.

العدد 8103 - السبت- الأحد 28- فبراير - فاتح مارس 2009 رسالة الأمة

في انتظار إخراج الرأي الاستشاري إلى حيز الوجود

بلكندوز: مجلس الجالية يتجه نحو الاستئناس بالتجارب المقارنة من أجل تمديد فترته الانتقالية

رشيد باحة

من المنتظر أن ينظم مجلس الجالية المغربية بالخارج لقاء ما بين 3 و4 مارس المقبل سيخصص لتدارس التجارب الدولية المقارنة في مجالس الهجرة في الخارج ، حيث سيحضر العديد من ممثلي مجلس الجالية ينتمون إلى بلدان تعد نموذجا في مجال تمثيلية أبناء المهجر ، من قبيل فرنسا وإيطاليا و البيرو و السينغال .. ويأتي عقد لقاءات من هذا القبيل في أفق إعداد المجلس لدراسة سينبثق عنها رأي استشاري يهم الجوانب المرتبطة بالنموذج الذي سيقتفي أثره المغرب في سبيل خلق مجلس جالية منتخب بشكل ديمقراطي ، وكذا السبل الكفيلة بتفعيل مشاركة سياسية ايجابية لفائدة أفراد الجالية خاصة فيما يتعلق بالحق في الترشح والتصويت في الانتخابات ، وأعرب عبد الكريم بلكندوز ، الخبير في مجال الهجرة ، عن أسفه للتعتيم - برأيه - الذي يلف تعامل مسؤولي مجلس الجالية مع الموضوع ، خاصة في الجانب التواصلي ، كما انتقد المتحدث ذاته تباطؤ المجلس في تفعيل الرأيين الاستشارين اللذان أشار إليهما الخطاب الملكي ل 6 نونبر 2007 ، ويتعلق الأول بتركيبة مجلس الجالية و نجاعة آليات عمله ، والثاني بقضية المشاركة السياسية لأبناء أرض المهجر ، خاصة وقد سبق لرئيسه ، يضيف المصدر ذاته ، أن ألح منذ سنة و في مناسبات عديدة إلى أن الرأيين الاستشاريين سيتم إخراجهما إلى حيز الوجود في القريب العاجل ، وهو ما لم يتم إنجازه إلى حد الآن ليخلص بلكندوز إلى القول بأن تماطل المجلس في التسريع بوتيرة إخراج هذه الأرضية إلى حيز الوجود يصب في اتجاه إطالة أمد الفترة الانتقالية التي تدوم أربع سنوات حسب ما جاء في الظهير المؤسس له.

و أوضح الباحث في شؤون الهجرة من جهة أخرى، أن تنظيم لقاءات هامة من هذا القبيل ينبغي أن يخرج من النفق المغلق الذي ترتضيه لها الجهات المنظمة ، من منطلق الحرص على إشراك جميع الفعاليات السياسية والمدنية والإعلامية في نقاشات من هذا القبيل ، خاصة وأن استعراض تجارب مماثلة في مجال تمثيلية المهاجرين والتي تهم حوالي 75 بلدا قد يواكبه حرص مجلس الجالية على استخلاص نتائج " موجهة" تروم ، حسب المتحدث ذاته ، الدفع باتجاه الوقوف فقط على السلبيات والعراقيل التي شابت بعض النماذج دونا عن أخرى ذهبت بعيدا في مجال دعم المشاركة السياسية لفعاليات أرض المهجر مثل فرنسا التي انخرطت منذ مدة في إصلاح دستوري يتم بمقتضاه منح تمثيلية مزدوجة للمهاجرين الفرنسيين في الغرفتين الأولى والثانية في البرلمان الفرنسي، ولم يفت بلكندوز الإشارة في هذا الباب إلى التجربة الجزائرية حيث تم خلق دوائر انتخابية للمهاجرين الجزائريين في دول الاستقبال في عدد من الاستحقاقات الانتخابية، مبديا تخوفه من احتمال تركيز واضعي الاستشارة على تجارب غير أصيلة في هذا المجال تبقى ،في نظر المتحدث ، مرتبطة بطبيعة الأنظمة السياسية لهذه البلدان ، بهدف خلق عراقيل يتم بموجبها الالتفاف على حق مشاركة أبناء الجالية في الانتخابات ، مؤكدا في السياق ذاته على أن الأحزاب السياسية المغربية ستحضر كملاحظة فقط أثناء استشارتها من قبل المجلس بخصوص النتائج المتوصل إليها بعد استعراض التجارب المقارنة ، وهو ما يصفه بلكندوز بـ"المنهجية المكيافيلية" التي تطبع برأيه تعامل المجلس مع هذه القضية الجوهرية .

ويرى الباحث في مجال الهجرة كذلك أن فتح باب التسجيل في اللوائح الانتخابية أمام أبناء الجالية لم تواكبه حملة تحسيسية وتواصلية من قبل الحكومة لفائدة هذه الشريحة ، كما لم تتم الإشارة أيضا إلى عدد المسجلين من أبناء الهجرة في هذه اللوائح ، مما يفيد ، برأي الباحث ، غياب أدنى اهتمام حكومي بتفعيل آليات مشاركة هؤلاء في انتخابات 2012 والتي ينبغي الإعداد لها من الآن عبر تعديل القانون التنظيمي لمجلس النواب كما يحدث الآن بفرنسا ، ويعتبر بلكندوز من جهة أخرى أنه لا يمكن إنجاز أي رأي استشاري في هذا الباب دون أن يسبقه حوار وطني ينخرط فيه الجميع حتى لا يتم تكرار الخطأ السابق حين أنجز المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان رأيا استشاريا لم يحط علما به حتى فريق العمل الذي أعد الدراسة التي مهدت له فضلا عن باقي مكونات المجلس من أحزاب ونقابات.

في انتظار إخراج الرأي الاستشاري إلى حيز الوجود

بلكندوز: مجلس الجالية يتجه نحو الاستئناس بالتجارب المقارنة من أجل تمديد فترته الانتقالية

رشيد باحة

من المنتظر أن ينظم مجلس الجالية المغربية بالخارج لقاء ما بين 3 و4 مارس المقبل سيخصص لتدارس التجارب الدولية المقارنة في مجالس الهجرة في الخارج ، حيث سيحضر العديد من ممثلي مجلس الجالية ينتمون إلى بلدان تعد نموذجا في مجال تمثيلية أبناء المهجر ، من قبيل فرنسا وإيطاليا و البيرو و السينغال .. ويأتي عقد لقاءات من هذا القبيل في أفق إعداد المجلس لدراسة سينبثق عنها رأي استشاري يهم الجوانب المرتبطة بالنموذج الذي سيقتفي أثره المغرب في سبيل خلق مجلس جالية منتخب بشكل ديمقراطي ، وكذا السبل الكفيلة بتفعيل مشاركة سياسية ايجابية لفائدة أفراد الجالية خاصة فيما يتعلق بالحق في الترشح والتصويت في الانتخابات ، وأعرب عبد الكريم بلكندوز ، الخبير في مجال الهجرة ، عن أسفه للتعتيم - برأيه - الذي يلف تعامل مسؤولي مجلس الجالية مع الموضوع ، خاصة في الجانب التواصلي ، كما انتقد المتحدث ذاته تباطؤ المجلس في تفعيل الرأيين الاستشاريين اللذان أشار إليهما الخطاب الملكي ل 6 نونبر 2007 ، ويتعلق الأول بتركيبة مجلس الجالية و نجاعة آليات عمله ، والثاني بقضية المشاركة السياسية لأبناء أرض المهجر ، خاصة وقد سبق لرئيسه ، يضيف المصدر ذاته ، أن ألمح منذ سنة و في مناسبات عديدة إلى أن الرأيين الاستشاريين سيتم إخراجهما إلى حيز الوجود في القريب العاجل ، وهو ما لم يتم إنجازه إلى حد الآن ليخلص بلكندوز إلى القول بأن تماطل المجلس في التسريع بوتيرة إخراج هذه الأرضية إلى حيز الوجود يصب في اتجاه إطالة أمد الفترة الانتقالية التي تدوم أربع سنوات حسب ما جاء في الظهير المؤسس له.

و أوضح الباحث في شؤون الهجرة من جهة أخرى، أن تنظيم لقاءات هامة من هذا القبيل ينبغي أن يخرج من النفق المغلق الذي ترتضيه لها الجهات المنظمة ، من منطلق الحرص على إشراك جميع الفعاليات السياسية والمدنية والإعلامية في نقاشات من هذا القبيل ، خاصة وأن استعراض تجارب مماثلة في مجال تمثيلية المهاجرين والتي تهم حوالي 75 بلدا قد يواكبه حرص مجلس الجالية على استخلاص نتائج " موجهة" تروم ، حسب المتحدث ذاته ، الدفع باتجاه الوقوف فقط على السلبيات والعراقيل التي شابت بعض النماذج دونا عن أخرى ذهبت بعيدا في مجال دعم المشاركة السياسية لفعاليات أرض المهجر مثل فرنسا التي انخرطت منذ مدة في إصلاح دستوري يتم بمقتضاه منح تمثيلية مزدوجة للمهاجرين الفرنسيين في الغرفتين الأولى والثانية في البرلمان الفرنسي، ولم يفت بلكندوز الإشارة في هذا الباب إلى التجربة الجزائرية حيث تم خلق دوائر انتخابية للمهاجرين الجزائريين في دول الاستقبال في عدد من الاستحقاقات الانتخابية، مبديا تخوفه من احتمال تركيز واضعي الاستشارة على تجارب غير أصيلة في هذا المجال تبقى ،في نظر المتحدث ، مرتبطة بطبيعة الأنظمة السياسية لهذه البلدان ، بما خلق عراقيل يتم بموجبها الالتفاف على حق مشاركة أبناء الجالية في الانتخابات ، مؤكدا في السياق ذاته على أن الأحزاب السياسية المغربية ستحضر كملاحظة فقط أثناء استشارتها من قبل المجلس بخصوص النتائج المتوصل إليها بعد استعراض التجارب المقارنة ، وهو ما يصفه بلكندوز بـ"المنهجية المكيافيلية" التي تطبع برأيه تعامل المجلس مع هذه القضية الجوهرية .

ويرى الباحث في مجال الهجرة كذلك أن فتح باب التسجيل في اللوائح الانتخابية أمام أبناء الجالية لم تواكبه حملة تحسيسية وتواصلية من قبل الحكومة لفائدة هذه الشريحة ، كما لم تتم الإشارة أيضا إلى عدد المسجلين من أبناء الهجرة في هذه اللوائح ، مما يفيد ، برأي الباحث ، غياب أدنى اهتمام حكومي بتفعيل آليات مشاركة هؤلاء في انتخابات 2012 والتي ينبغي الإعداد لها من الآن عبر تعديل القانون التنظيمي لمجلس النواب كما يحدث الآن بفرنسا ، ويعتبر بلكندوز من جهة أخرى أنه لا يمكن إنجاز أي رأي استشاري في هذا الباب دون أن يسبقه حوار وطني ينخرط فيه الجميع حتى لا يتم تكرار الخطأ السابق حين أنجز المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان رأيا استشاريا لم يحط علما به حتى فريق العمل الذي أعد الدراسة التي مهدت له فضلا عن باقي مكونات المجلس من أحزاب ونقابات.

في رسالة جلالة الملك إلى المشاركين في الملتقى العالمي الأول لمجالس ومؤسسات ومنتخبي المهجر بالرباط

ولمة قيم التفاهم والتعايش تشكل البعد الحضاري للهجرة والرهان المستقبلي للمهاجرين في كل مكان

فتتحت صباح أمس الثلاثاء بالرباط أشغال الملتقى العالمي الأول
لس ومؤسسات ومنتخبي المهجر، المنظم تحت الرعاية السامية
لة الملك محمد السادس، على مدى يومين، بمبادرة من مجلس
لية المغربية المقيمة بالخارج.
تميزت الجلسة الافتتاحية للملتقى، بالرسالة السامية التي وجهها
لة الملك إلى المشاركين والتي تلاها محمد معتصم مستشار
حب الجلالة .وفيما يلي نص هذه الرسالة:

"الحمد لله، والصلاة والسلام على مولانا رسول الله وآله
صحبه،

حضرات السيدات والسادة،
إنه لمن دواعي اعتزازنا، أن يستضيف المغرب الملتقى
عالمي الأول لمجالس ومؤسسات ومنتخبي المهجر في
ختلف بلدان العالم.
ويطيب لنا، بهذه المناسبة، أن نتوجه بعبارات الترحيب
ى الشخصيات المرموقة التي أبت إلا أن تشارك في هذا
تقى الهام، مشيدين بدورها الإيجابي وإسهامها الفاعل
تاطير وتدبير شؤون الجاليات الوطنية المهاجرة.
كما نود، في هذا الجو المفعم بالثقة والعزم الوطيد على
نع مستقبل أفضل، التنويه بمبادرة مجلس الجالية
غربية بالخارج لتنظيم هذا الملتقى الأول من نوعه، وجعله
ظة تأمل جماعي واستشراف مستقبلي، وذلك من منطلق
ييم مختلف التجارب في هذا المجال وتفاعلها وتلاقحها،
فيه مصلحة المهاجرين من مختلف البلدان والأجناس،
ن تمييز أو إقصاء.
حضرات السيدات والسادة،
كما لا يخفى عليكم، فقد غدت الهجرة ظاهرة عالمية
سارعة ومتعددة الأبعاد والاتجاهات.
فالمشاكل التي يعيشها المهاجرون أصبحت متقاربة
تشابهة، سواء فيما يخص تيسير الاندماج في بلدان
ستقبال وتوفير الحياة الكريمة لهم والمشاركة الفاعلة في
ية وتقدم هذه البلدان، أو فيما يتعلق بتوطيد أواصر
تباط الثقافي والاجتماعي وصيانة هوية الوطن الأم
حفاظ عليها .وكذلك الشأن بالنسبة لتحقيق الوئام
توازن والتكامل بين الروافد المتنوعة لمختلف هويات
هاجرين، من حيث أتوا وحيثما وجدوا.
كما أصبح العالم اليوم يعيش بالفعل "عولمة "حضارية
اهم فيها كل الثقافات الإنسانية .عولمة قائمة على جدلية
فاعل والإغناء المتبادل، لما فيه خير الإنسانية جمعاء وبما
دم تقدمها ويسهم في إشاعة قيم التفاهم والسلم
تسامح والتعايش والتضامن بين مختلف مكونات
تمعات البشرية .وذلكم هو البعد الحضاري الإيجابي

الراهن للهجرة والرهان المستقبلي للمهاجرين في كل مكان.

بيد أن هذا البعد الإيجابي في كل مستوياته، لا ينبغي أن يحجب عنا كون الهجرة تنطوي على تحولات عميقة تعرض القيم الروحية والثقافية للاهتزاز، بالنسبة لكل المهاجرين، على حد سواء، من بلدان الجنوب إلى الشمال، ومن الشرق إلى الغرب.

ومن ثم، فإن التدارس الجاد لمختلف الإشكالات السياسية والقانونية والحقوقية والاقتصادية والاجتماعية والثقافية والروحية، التي قد تعترض المهاجرين في مختلف النظم والبيئات، التي يعيشون فيها، يطرح قضية ملحة واهتماما مشتركا بين جميع المؤسسات والهيئات التي تعنى بشؤون الهجرة في كل مناطق العالم.

ومن هنا، فإن التناول الجماعي والمعالجة المنسقة لهذه القضايا، من شأنه أن يساهم، بما سيتمخض عنه من مقترحات وتصورات، في إيجاد الحلول الملائمة لتصبح نهجا عالميا موحدا في تعدده، في ظل احترام كل الخصوصيات والثوابت الوطنية والمحلية، وصون مختلف الهويات والالتزام بالقيم والمبادئ الكونية.

ولنا اليقين بأن ملتقاكم العالمي الأول هذا، سيشكل لبنة مؤسسة، لتقليد جديد من التشاور الواسع، وتبادل الخبرات ومنطلقا لإقامة فضاء مهيكل، وطيد ومتواصل، يتسم بالرسوخ والاستمرارية ويحظى بالمتابعة الجديرة.

كما أن ما ستطرحونه من مقترحات وأفكار، وما تعتمدونه من مناهج، سواء منها ما ينصب على الحاضر المعيش أو يتطلع إلى المستقبل الواعد، سيحقق النفع البيني لكل المهاجرين، رجالا ونساء وأطفالا، كي يسعدوا حيث هم، ويسهموا في إضفاء المزيد من التجانس والتناغم بين المجتمعات البشرية وفي صون الحقوق الإنسانية، وانتشار السلام والوئام بين كل الحضارات والأديان والثقافات.

"يا أيها الناس، إنا خلقناكم من ذكر وأنثى، وجعلناكم شعوبا وقبائل لتعارفوا، إن أكرمكم عند الله أتقاكم". صدق الله العظيم.

وفقكم الله، والسلام عليكم ورحمة الله تعالى وبركاته".

في الرسالة التي وجهها جلالة الملك إلى المشاركين في الملتقى العالمي الأول لمجالس ومؤسسات ومنتخبي المهجر لدى بلدان العالم

أصبح العالم اليوم يعيش بالفعل "عولمة" حضارية تساهم فيها كل الثقافات الإنسانية

عولمة قائمة على جدلية التفاعل والإغناء المتبادل لما فيه خير الإنسانية 3

رسالة الأمة

المدير المسؤول: عبد الله الفردوس

الأربعاء 06 ربيع الأول 1430 الموافق لـ 04 مارس 2009 - العدد 8106 الثمن: ثلاثة دراهم - الإيداع القانوني: 332 198 الرقم الدولي: ISNN-N° 036690651 ° رقم اللجنة الثنائية للصحافة المكتوبة: ي-ج-ع / 015-

في الرسالة التي وجهها جلالة الملك إلى المشاركين في الملتقى العالمي الأول لمجالس ومؤسسات ومنتخبي المهجر لدى بلدان العالم

ملتقاكم العالمي الأول سيشكل لبنة مؤسسة لتقليد جديد من التشاور الواسع وتبادل الخبرات ومنطلقا لإقامة فضاء مهيكل وطيد ومتواصل

أصبح العالم اليوم يعيش بالفعل "عولمة" حضارية تساهم فيها كل الثقافات الإنسانية

عولمة قائمة على جدلية التفاعل والإغناء المتبادل لما فيه خير الإنسانية

وجه صاحب الجلالة الملك محمد السادس رسالة سامية إلى المشاركين في الملتقى العالمي الأول لمجالس ومؤسسات ومنتخبي المهجر لدى بلدان العالم الذي انطلقت أشغاله اليوم الثلاثاء بالرباط .وفي ما يلي نص الرسالة الملكية التي تلاها السيد محمد معتصم مستشار صاحب الجلالة:

الحمد لله، والصلاة والسلام على مولانا رسول الله وآله وصحبه،

حضرات السيدات والسادة،

إنه لمن دواعي اعتزازنا، أن يستضيف المغرب الملتقى العالمي الأول لمجالس ومؤسسات ومنتخبي المهجر في مختلف بلدان العالم.

ويطيب لنا ، بهذه المناسبة، أن نتوجه بعبارات الترحيب لكل الشخصيات المرموقة التي أبت إلا أن تشارك في هذا الملتقى الهام، مشيدين بدورها الإيجابي وإسهامها الفاعل في تأطير وتدبير شؤون الجاليات الوطنية المهاجرة.

كما نود، في هذا الجو المفعم بالثقة والعزم الوطيد على صنع مستقبل أفضل، التنويه بمبادرة مجلس الجالية المغربية بالخارج لتنظيم هذا الملتقى الأول من نوعه، وجعله لحظة تأمل جماعي واستشراف مستقبلي ، وذلك من منطلق تقييم مختلف التجارب في هذا المجال وتفاعلها وتلاقحها، لما فيه مصلحة المهاجرين من مختلف البلدان والأجناس، دون تمييز أو إقصاء.

حضرات السيدات والسادة،

كما لا يخفى عليكم، فقد غدت الهجرة ظاهرة عالمية متسارعة ومتعددة الأبعاد والاتجاهات.

فالمشاكل التي يعيشها المهاجرون اصبحت متقاربة ومتشابهة، سواء فيما يخص تيسير الاندماج في بلدان الاستقبال وتوفير الحياة الكريمة لهم والمشاركة الفاعلة في تنمية وتقدم هذه البلدان، أو فيما يتعلق بتوطيد أواصر الارتباط الثقافي والاجتماعي وصيانة هوية الوطن الأم والحفاظ عليها. وكذلك الشأن بالنسبة لتحقيق الوئام والتوازن والتكامل بين الروافد المتنوعة لمختلف هويات المهاجرين، من حيث انوا وحيثما وجدوا.

كما أصبح العالم اليوم يعيش بالفعل عولمة حضارية تساهم فيها كل الثقافات الإنسانية. عولمة قائمة على جدلية التفاعل والإغناء المتبادل، لما فيه خير الإنسانية جمعاء وبما يخدم تقدمها ويسهم في إشاعة قيم التفاهم والسلم والتسامح والتعايش والتضامن بين مختلف مكونات المجتمعات البشرية. وذلكم هو البعد الحضاري الإيجابي الزاهن للهجرة والرهان المستقبلي للمهاجرين في كل مكان.

بيد أن هذا البعد الإيجابي في كل مستوياته، لا ينبغي أن يحجب عنا كون الهجرة تنطوي على تحولات عميقة تعرض القيم الروحية والثقافية للاهتزاز، بالنسبة لكل المهاجرين على حد سواء، من بلدان الجنوب إلى الشمال، ومن الشرق إلى الغرب.

ومن ثم، فإن التدارس الجاد لمختلف الإشكالات السياسية والقانونية والحقوقية والاقتصادية والاجتماعية والثقافية والروحية، التي قد تعترض المهاجرين في مختلف النظم والبيئات، التي يعيشون فيها، يطرح قضية ملحة واهتماما مشتركا بين جميع المؤسسات والهيئات التي تعنى بشؤون الهجرة في كل مناطق العالم.

ومن هنا، فإن التناول الجماعي والمعالجة المنسقة لهذه القضايا، من شأنه أن يساهم، بما سيتمخض عنه من مقترحات وتصورات، في إيجاد الحلول الملائمة لتصبح نهجا عالميا موحدا في تعدده، في ظل احترام كل الخصوصيات والتوابت الوطنية والمحلية، وصون مختلف الهويات والالتزام بالقيم والمبادئ الكونية.

ولنا اليقين بان ملتقاكم العالمي الاول هذا، سيشكل لبنة مؤسسة، لتقليد جديد من التشاور الواسع، وتبادل الخبرات ومنطلقا لإقامة فضاء مهيكل، وطيد ومتواصل، يتسم بالرسوخ والاستمرارية ويحظى بالمتابعة الجديرة.

كما أن ما ستطرحونه من مقترحات وأفكار، وما تعتمدونه من مناهج، سواء منها ما ينصب على الحاضر المعيش أو يتطلع إلى المستقبل الواعد، سيحقق النفع البيني لكل المهاجرين، رجالا ونساء وأطفالا، كي يسعدوا حيث هم، ويسهموا في إضفاء المزيد من التجانس والتناغم بين المجتمعات البشرية وفي صون الحقوق الإنسانية، وانتشار السلام والوئام بين كل الحضارات والأديان والثقافات.

يا أيها الناس، إنا خلقناكم من ذكر وأنثى، وجعلناكم شعوبا وقبائل لتعارفوا، إن أكرمكم عند الله أتقاكم. صدق الله العظيم.

وفقكم الله، والسلام عليكم ورحمة الله تعالى وبركاته .

حق تصويت المهاجرين في بلدانهم الأصلية ورحلة البحث عن الحلول

إعداد: محمد الناصري

شكل التوفيق بين هاجس منح حق التصويت للمهاجرين وعدد من الإكراهات المتعلقة على الخصوص بوضعية مزدوجي الجنسية وفعالية المشاركة في الحياة السياسية في البلدان الأصلية، المحور الرئيس النقاشات التي نظمت، يوم الثلاثاء بالرباط، في إطار الملتقى العالمي الأول للمجالس والمؤسسات الوطنية المعنية بالهجرة.

كما تم التطرق إلى مبدأ الحذر إزاء بلدان الإقامة التي قد تتذرع بالمشاركة السياسية للمهاجرين في بلدانهم الأصلية من أجل إعادة النظر في إدماجهم، وهو ما يشكل أحد المشاكل التي يستوجب حلا قبل ترسيخ هذا الحق.

وحرص المتدخلون على الإشارة إلى أن هذه الإكراهات تم أخذها بعين الاعتبار في البداية من قبل البلدان الرائدة في الممارسة الديموقراطية، مبرزين أن مسألة مشاركة المهاجرين في الحياة السياسية لم يتم التطرق إليها إلا في الماضي القريب.

كما تم تناول المساواة التشريعية في إطار التفكير بشأن تصويت المهاجرين. وقد أبدى المتدخلون العديد من التساؤلات من قبيل كيف يمكن للنائب المهاجر أن يشرع في المجال الضريبي، وفي المجالات ذات الصلة بالتعليم والبيئة في البلدان الأصلية، في الوقت الذي يقطن فيه ببلد الإقامة؟ وذلك رغبة منهم في إنضاج النقاش حول تصويت المهاجرين قبل المرور إلى التطبيق الفعلي.

ومن أجل إغناء النقاش في هذا الموضوع، أشاروا إلى مبدأ إقليمية القانون وانخراط عدد متزايد من المهاجرين في النظام السياسي لبلدان الإقامة.

وحاول متدخلون آخرون معالجة كافة نواحي هذه المسألة بغية إبراز المكانة التي تحتلها في عدد من البلدان منذ بضع سنوات، مشيرين إلى نموذج المكسيك التي، بعد أن منحت المقيمين الأجانب حق التصويت في الانتخابات الرئاسية، تحاول أن تعممه لكي يشمل الانتخابات الإقليمية.

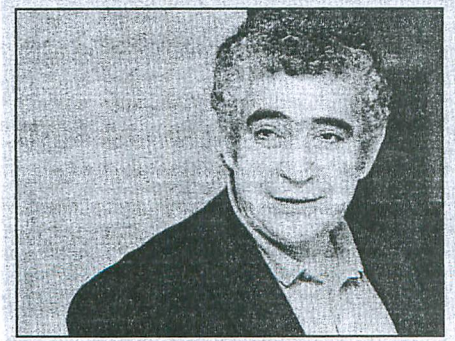
وتفيد الدرسات المقارنة التي تتطرق لهذا الحق أن هذا الأخير يتخذ أشكالا عديدة عبر العالم. وهناك خمس صيغ يتم من خلالها ممارسة هذا الحق، ويتعلق الأمر بالتصويت شخصيا في السفارة أو القنصلية، أو في مكاتب تصويت خاصة متواجدة بالخارج، أو عن طريق البريد أو البريد الإلكتروني.

وسجل المتدخلون أنه إذا كانت 115 دولة قد سمحت ببعض صيغ التصويت انطلاقا من الخارج، فإنها مع ذلك تعمل في الواقع على الحد من ممارسته، مشيرين إلى نموذج الولايات المتحدة الأمريكية التي لم تتح هذا الحق إلا في سنة 1975، وذلك من خلال ربطه بمساهمة جبائية على المستوى الفيدرالي والمحلي.

وأكدوا على أنه، من أجل التجديد في ما يتعلق بتمثيلية المهاجرين في بلدانهم الأصلية والشروع في التفكير العلمي المرتكز على معطيات حقيقية، يجب الابتعاد عن "القضايا الديماغوجية"، معتبرين أنه لا يوجد هناك نموذج جاهز يمكن استنساخه.

وخلصوا إلى أن التفكير في تمثيلية المهاجرين في بلدانهم الأصلية ينبغي أن يأخذ بعين الاعتبار، في المقام الأول، مصلحة المهاجرين.

ادريس اليزمي: نحو إحداث شبكة للمجالس والمؤسسات الوطنية المعنية بشؤون المهاجرين



قال السيد ادريس اليزمي، رئيس مجلس الجالية المغربية بالخارج، أن الملتقى العالمي الأول لمجالس ومؤسسات ومنتخبي المهجر لدى بلدان العالم الذي انطلقت أشغاله يوم الثلاثاء بالرباط، سيبحث إمكانية تشكيل شبكة لهذه المجالس.

وأوضح السيد اليزمي، في تصريح لوكالة المغرب العربي للأنباء على هامش هذا الملتقى، أن من شأن هذه الشبكة أن تمكن من الاستفادة المستمرة من تجارب المجالس عبر العالم وتساعد على عقلنة النقاش الدائر حول الهجرة المغربية في بعض الدول.

وأشار إلى أن المجالس التي تعنى بشؤون المهاجرين كالمجلس الإيطالي أو الإسباني أو البرتغالي مشكلة من أشخاص عاشوا تجربتي الغربة والهجرة مما مكنهم من المساعدة في عقلنة النقاش الذي يتمحور أحيانا حول الجالية المغربية المقيمة في أوروبا.

وتابع أن التجارب التي سيتم تقديمها خلال هذا الملتقى ستكون مختلفة ولكنها تتقاسم نفس الإشكالية المطروحة على مختلف الدول والمتمثلة في أن جاليتها تندمج في مجتمعات الإقامة، وترغب في نفس الوقت في الحفاظ على علاقات متينة مع الوطن الأم.

وذكر بأن الظهير الشريف المؤسس لمجلس الجالية المقيمة بالخارج ينص على أنه من بين المهام المنوطة بالمجلس بلورة رأي استشاري حول طرق تشكيل مجلس الجالية المغربية المقيمة بالخارج من جهة، ومن جهة ثانية بلورة رأي استشاري حول المشاركة السياسية للجالية المغربية في الحياة الديمقراطية بالمغرب.

وأكد أن هذا المؤتمر الذي ينظم تحت الرعاية السامية لصاحب الجلالة الملك محمد السادس، بمبادرة من مجلس الجالية المغربية المقيمة بالخارج على مدى يومين، يشكل فرصة لبحث التجارب الدولية في هذا المضمار حيث سيتم التعرف على تجربة الدول الإفريقية والعربية والأوروبية والامريكية اللاتينية الى جانب تجارب بعض الدول التي لها تاريخ عريق في الهجرة كإسبانيا والبرتغال وإيطاليا.